MAI 1951 • 28e ANNÉE • N° 5

CAHIERS DU COMMUNISME

PUBLIÉS PAR LE

COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ÉDITORIAL : *Les élections et la bataille pour une politique nationale de paix.*

Marius PATINAUD : *La revendication d'un Pacte de Paix et l'exemple de l'Union Soviétique.*

Georges COGNIOT : *La construction du communisme et le rôle de l'État Soviétique.*

André VIEUGUET : *La lutte contre la provocation policière.*

80e ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE

A. MOLOK

Les ouvriers de Paris pendant la Commune

LE COMMUNISME EST LA JEUNESSE DU MONDE
Paul VAILLANT-COUTURIER

RÉDACTION :
44, rue Le Peletier, PARIS (9e)

PRIX : **30** francs

CAHIERS
DU COMMUNISME

REVUE THÉORIQUE ET POLITIQUE DU
COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Rédaction : 44, rue Le Peletier, Paris (9e)

Directeur : Victor MICHAUT

NOS ÉDITORIAUX

traitant d'un problème politique du moment examiné à la lumière du marxisme-léninisme.

NOS ÉTUDES FONDAMENTALES

consacrées au mouvement ouvrier, à l'économie politique, à l'histoire et à la philosophie.

NOS CHRONIQUES ET DOCUMENTS

font des Cahiers du Communisme

UN GUIDE PRÉCIEUX POUR L'ACTION.

« Le marxisme-léninisme, le matérialisme dialectique est notre boussole. Il nous permet d'avancer sur un terrain pas toujours commode, sans perdre de vue le but : la totale émancipation de la classe ouvrière dans une France qui ne connaîtra plus la division en classes, l'exploitation du plus grand nombre par la minorité, et dans un monde où toutes les causes d'oppression, de misère, de conflits et de guerre auront disparu parce qu'aura disparu le capitalisme. »

Maurice THOREZ.
(Rapport au XIe Congrès.)

Tout militant doit être abonné aux " Cahiers "

Conditions d'abonnement :

	France	Etranger
6 numéros	**160 fr.**	**190 fr.**
12 numéros.....	**300 fr.**	**360 fr.**

C. C. Postal : C. D. L. P. 4629-39 Paris

AVIS AUX ABONNÉS

RÉABONNEMENT. — Les abonnés sont priés, un peu avant l'expiration de leur abonnement, de le renouveler par mandat ou virement postal, afin d'éviter aux " Cahiers " des frais élevés de recouvrement par poste.

Adressez les demandes d'abonnement et les commandes au C. D. L. P., 142, boulevard Diderot, PARIS-XIIe

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande d'abonnement et la somme de 20 francs.

28e Année — N° 5 — Mai 1951

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Les élections et la bataille pour une politique nationale de paix 499

ÉTUDES

Marius PATINAUD :
La revendication d'un Pacte de Paix et l'exemple de l'Union Soviétique 511
Roger GARAUDY :
Les tâches et les méthodes de notre propagande 519
Georges COGNIOT :
La construction du communisme et le rôle de l'Etat soviétique 529
André VIEUGUET :
La lutte contre la provocation policière 542
René HOUZÉ :
Contre la répression : défense politique et action de masse 557
Léon FEIX :
La lutte des peuples opprimés et les manœuvres des impérialistes. (La situation du R.D.A.) 565

NOTES ET CHRONIQUES

— La grève patriotique des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais (1941), par R. PANNEQUIN . . 575
— M. Mollet Guy, par M. KRIEGEL-VALRIMONT 583
— L'économie de guerre et la situation des classes laborieuses en France, par Eugène DUMOULIN 588
— « Esprit », la « 3e voie » et la lutte pour la paix, par Victor LEDUC 595
— Paul Langevin : La pensée et l'action, par Gérard VASSAILS 598

DOCUMENTS

— Appel du Comité Central (26 avril) 603
— Résolutions du Bureau Politique et du Comité Central sur la provocation policière de Grenay 606

80e ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE

A. MOLOK :
Les ouvriers de Paris pendant la Commune 608
***
De la Commune à Maurice Thorez 623

LES ÉLECTIONS ET LA BATAILLE POUR UNE POLITIQUE NATIONALE DE PAIX

Pour les communistes, la campagne électorale est une partie de l'activité politique générale et constante de nos organisations. S'y préparer, c'est toujours, selon la directive formulée il y a vingt ans par Maurice Thorez dans son rapport au Comité Central du 27 juin 1931, avoir en vue la popularisation de notre programme et le rassemblement des masses pour l'action.

Chaque période électorale provoque une recrudescence d'activité politique et met en mouvement des couches de la population qui croient se placer, en d'autres temps, au-dessus de la mêlée.

Les prochaines élections législatives, quelle qu'en soit la date définitive, vont se dérouler dans une atmosphère d'aggravation de la lutte des classes, sur tous les plans.

D'un côté grandit le mécontentement de larges couches de la population, classe ouvrière en tête, contre la politique gouvernementale de misère, de réaction et de guerre. Les grèves revendicatives des travailleurs, celle des transports de la région parisienne en premier lieu, ont été l'expression combattive de ce mécontentement et l'action engagée pour de meilleures conditions d'existence prend forme et gagne en force, en unité, dans les catégories les plus diverses, créant un climat de batailles sociales que la campagne électorale ne peut qu'accentuer.

De l'autre côté, on se trouve en présence des manœuvres des partis de la majorité gouvernementale pour échapper à un véritable verdict du peuple qui ne manquerait pas de se traduire par une condamnation de la politique pratiquée depuis mai 1947. Tout est donc mis en œuvre pour fausser le suffrage universel tandis que le fasciste de Gaulle se présente en champion de l'anticommunisme et s'offre comme le premier serviteur de l'impérialisme américain en France.

Alors que des socialistes au R.P.F., les dirigeants de tous les partis de la réaction veulent faire des prochaines élections un prétexte à une campagne anticommuniste sans précédent, dans un débordement de haine, de calomnies et de provocations politiques de toute sorte, en vue de la préparation accélérée à la guerre, les communistes vont s'attacher à donner son plein sens à cette consultation.

Il s'agit au fond de choisir entre une politique de guerre et une politique de paix, entre l'asservissement de la France aux trusts américains et l'indépendance nationale, entre une économie orientée sur la production de guerre et une économie orientée sur la production de paix, entre l'étouffement de la démocratie et son libre épanouissement.

La défense de la paix, la lutte active pour empêcher la destruction de notre pays au cours d'une troisième guerre mondiale, tel est l'impératif qui doit dicter aux honnêtes gens de tous horizons leur comportement politique à l'occasion des élections.

Le choix qui s'impose est bien entre la vie et la mort, entre le camp de la paix et le camp de la guerre — et c'est ce qui donne une si importante signification politique aux prochaines élections législatives en France.

VOICI *un an que les agresseurs américains et leurs satellites, s'abritant sous le drapeau de l'O.N.U., ont porté la guerre en Corée, s'y livrant à des massacres et des destructions d'une barbarie sans nom et multipliant les tentatives d'extension des hostilités au territoire de la Chine populaire.*

Si ces tentatives ont été jusqu'ici tenues en échec, en dépit des bombardements provocateurs ordonnés par Truman sur les villes chinoises, si le monde n'a pas sombré dans les horreurs d'une troisième guerre mondiale, nous le devons à Staline, à l'inébranlable politique de paix de l'Union Soviétique, à la résistance victorieuse des peuples d'Asie, au développement général des forces de paix constituées en un puissant front uni et organisé qui, jusque dans les pays impérialistes et sur leurs arrières, s'oppose aux fauteurs de guerre et gêne la réalisation de leurs criminels desseins.

Contre les forces réactionnaires et bestiales de l'impérialisme tournées uniquement vers le surarmement et les préparatifs fébriles d'une nouvelle guerre, se dressent en premier lieu les forces toujours croissantes du socialisme et de la démocratie, tournées réso-

lument vers la production de paix et l'amélioration du sort des hommes.

L'Union Soviétique annonce la réalisation triomphale en 4 ans et 3 mois de son plan quinquennal, portant sa production industrielle globale à 73 % de plus qu'elle n'était en 1940 ; les pays de démocratie populaire en Europe centrale et orientale ont tous considérablement dépassé le niveau d'avant-guerre de leur production industrielle; la Nouvelle Démocratie oriente les 450 millions d'habitants de la Chine populaire sur la voie d'un complet renouveau économique, social et politique.

Au contraire, le monde capitaliste, pour qui la guerre de Corée représente un stimulant, un nouveau boom des affaires traitées dans le sang des peuples, cherche dans la politique d'armement intensif, dans les préparatifs d'une guerre mondiale et dans son déclenchement, une impossible issue aux contradictions qui le minent et le conduisent inéluctablement à sa perte.

Ainsi que l'a montré la Pravda, *dans l'article de A. M. Marinine reproduit par l'*Humanité (1), *la putréfaction chronique de l'économie des Etats-Unis, son orientation systématique sur la production d'engins de mort et des moyens de les utiliser à des fins destructives, sont liées à leur politique de domination « à l'échelle du globe », d'asservissement des autres peuples et de préparation accélérée d'un nouveau carnage mondial.*

La subordination de la France aux intérêts des milliardaires américains, sur le plan économique, s'accompagne d'une dépendance militaire et politique dont les voyages de Pleven et de Vincent Auriol à Washington ont mis au point les modalités d'application.

D'ores et déjà la France est soumise à l'occupation progressive de son territoire; des bases américaines de débarquement, de transport et de dépôt de matériel de guerre sont constituées dans près de la moitié de nos départements, tandis que l'appareil d'Etat passe, en des domaines essentiels, sous le contrôle direct des chefs civils et militaires américains. Un gouvernement de trahison nationale livre les postes-clefs au haut commandement atlantique.

Notre pays est ainsi transformé en plateforme d'agression pour la guerre antisoviétique, tandis que l'extension de l'occupation américaine chez nous se fait aussi dans un but de police intérieure

---

(1) *La putréfaction chronique de l'économie des Etats-Unis et la politique d'agression*, article paru dans *la Pravda* du 22 mars et reproduit dans *l'Humanité* des 6, 7, 10 et 11 avril.

et de répression antipopulaire; il s'agit de paralyser toute possibilité de refus d'exécuter les plans agressifs des capitalistes américains et de réprimer par la force des armes la lutte du peuple français contre l'asservissement de notre patrie, contre un gouvernement inféodé aux agresseurs, contre les préparatifs d'une nouvelle guerre.

L'installation à proximité de Paris de l'état-major d'Eisenhower, considéré par Truman lui-même, comme « le Mac Arthur de l'Europe », se place dans le cadre de cette immixtion ouverte dans les affaires intérieures de la France. Et la préparation des arrières pour la guerre s'accompagne nécessairement d'un ensemble de mesures accélérant la fascisation de l'Etat, des partis, de la presse et de toute la vie politique française.

Seul, en tant que parti, le parti de la classe ouvrière, le Parti Communiste Français constitue un obstacle sérieux à cette politique de trahison nationale, de fascisme et de guerre. Et c'est pourquoi les impérialistes de Washington exigent de leurs valets placés au gouvernement provisoire de la France, un effort suprême pour porter des coups au grand parti du peuple, au parti de l'indépendance nationale et de la lutte pour le pain, la liberté et la paix.

La réforme électorale est un aspect de cette politique.

TOUS *les systèmes de truquage électoral que s'efforcent de mettre au point les partis de la réaction sont dictés avant tout par la peur du peuple, par la volonté plus ou moins avouée d'étouffer le mouvement ouvrier, d'étrangler les libertés et d'anéantir les moindres vestiges de droits démocratiques.*

Voici un siècle que Karl Marx a pu écrire, dans Les luttes de classes en France, *les lignes suivantes :*

> « La domination bourgeoise en tant qu'émanation et résultat du suffrage universel, en tant qu'expression de la volonté du peuple souverain, voilà le sens de la constitution bourgeoise. Mais à partir du moment où le contenu de ce droit de suffrage, de cette volonté souveraine n'est plus la domination bourgeoise, la Constitution a-t-elle encore un sens ? N'est-ce pas le devoir de la bourgeoisie de réglementer le droit de vote de telle façon qu'il veuille le raisonnable, sa domination ?
>
> ...En rejetant le suffrage universel dont elle s'était jusqu'alors drapée, et dans lequel elle puisait sa toute-puissance, la bourgeoisie avoue sans détours : « *Notre victoire s'est maintenue jusqu'ici par la volonté du peuple, il faut l'affermir maintenant contre la volonté du peuple.* » Et d'une façon conséquence, elle cherche ses appuis non plus *en France*, mais au dehors, à l'étranger, dans *l'invasion.* »

De nos jours, la volonté populaire exprimée librement par le suffrage universel, sans aucune intervention, ni pression de l'extérieur, balayerait immanquablement la clique gouvernementale et sa politique. Aussi les ennemis du peuple s'appliquent-ils à faire une politique qui balaye le suffrage universel et fraye la voie au fascisme et à la guerre.

Pour déchaîner la guerre contre l'U.R.S.S., il leur faut actuellement briser à l'intérieur la résistance à leurs criminels desseins, il leur faut faire la guerre au peuple. D'où leur plan antidémocratique et antinational, mis en œuvre avec le concours actif des dirigeants socialistes droitiers :

1° réduire la représentation de la classe ouvrière et de son Parti au sein du Parlement;

2° faire élire une Assemblée plus docile pour enregistrer et traduire en lois les volontés des maîtres de Washington ;

3° réviser la Constitution et faciliter l'accession légale au pouvoir du fasciste De Gaulle.

Le précédent historique de l'Allemagne hitlérienne doit inciter à d'utiles réflexions les démocrates, les antifascistes, tous les Français honnêtes, soucieux d'empêcher la France de tomber sous un joug fasciste.

Hitler n'est pas venu au pouvoir en 1933 au moyen d'un putsch, bien qu'il en ait brandi la menace à diverses reprises et qu'il ait recouru à l'intimidation en lançant ses sections d'assaut contre les travailleurs, comme l'ont fait chez nous en maintes circonstances les groupes armés du R.P.F. Son accession s'est faite par des voies légales, ou plutôt sous le couvert de la légalité progressivement antidémocratique de la République de Weimar.

Aux élections générales de novembre 1932, le parti national-socialiste avait perdu 2 millions de voix. Ce qui n'a pas empêché le vieux maréchal Hindenburg, porté à la présidence du Reich grâce à l'appoint des voix socialistes, d'appeler Hitler au poste de chancelier dans un gouvernement de coalition, avec von Papen, du centre catholique, et Hugenberg, chef du parti nationaliste.

Et le fait qu'Hitler se soit ensuite emparé de tous les leviers de commande en chassant des préfets, des chefs de police et autres hauts fonctionnaires « socialistes » qui lui avaient pourtant livré le pouvoir, ne change rien au fait que c'est toute la politique de la social-démocratie allemande, en particulier sa honteuse besogne de division des forces ouvrières et démocratiques, qui a littéralement introduit le fascisme en Allemagne.

Les chefs social-démocrates ont été les fourriers de Hitler — et les dirigeants de la S.F.I.O. jouent maintenant en France un rôle identique en faisant le lit de l'aspirant dictateur De Gaulle.

Sur toute la ligne, les dirigeants socialistes de droite se conduisent en « gérants loyaux du capitalisme », *en valets de l'impérialisme américain et, comme tels, ils ouvrent directement la voie au fascisme.*

Il faut rappeler aux travailleurs socialistes, en recherchant avec eux la voie de l'unité d'action contre la menace fasciste, les multiples actes des ministres et dirigeants S.F.I.O. qui témoignent de leur rôle de fossoyeurs des libertés démocratiques au profit du R.P.F.

En faisant voter oui-oui avec De Gaulle au premier référendum, en refusant la constitution d'un gouvernement communiste et socialiste quand les deux partis disposaient ensemble d'une majorité à l'Assemblée, en décernant un brevet de républicanisme à des dirigeants M.R.P. qui ont toujours eu partie liée avec De Gaulle, les dirigeants socialistes droitiers, de Blum à Daniel Mayer, ont déblayé le terrain pour des opérations ultérieures contre la classe ouvrière et la démocratie.

Puis, tout en prétendant maintenant comme le fait la Revue socialiste (*mars* 1951), *qu'on « n'a pas vu tout de suite où cela menait », ils ont contribué à donner à l'année* 1947 *ce que cette revue nomme « le triste privilège d'être l'année coupure, le point tournant, de marquer le démarrage d'une course vers l'abîme ».*

Le tournant, en l'occurrence, date de mai 1947, *quand, sur les injonctions des milliardaires américains dont les amis de Blum vantaient « la générosité », Ramadier prit le décret évinçant de leurs postes les ministres communistes.*

Le tournant ce fut le plan Marshall de domestication de la France, le plan « d'aide » qui devait montrer sa vraie figure, casquée et bottée, avec le pacte Atlantique de guerre.

Et la « course à l'abîme » a continué avec la loi Depreux-Giacobbi livrant le Conseil de la République aux hommes de De Gaulle, la collusion des dirigeants socialistes et R.P.F. lors des élections municipales, la sauvage répression des grèves par la police de Jules Moch, la loi Desson en faveur de la presse de trahison.

Guy Mollet enfin n'a pas seulement, par ses « missions d'informations », aplani le terrain pour les ministères Pleven, puis Queuille : son programme de 1950 *et sa déclaration ministérielle de président désigné en* 1951, *contenaient en clair la proposition*

d'une réforme électorale et d'une révision de la Constitution dans le sens voulu par la pire réaction.

Il s'agit bien, comme doit l'admettre l'organe pseudo-théorique de la S.F.I.O., d'une réforme électorale « dont le but avoué — quelles qu'en soient les modalités — est d'évincer le parti communiste de la vie parlementaire ».

Après cela, l'auteur de l'éditorial de la Revue socialiste, *affirme que le parti socialiste « depuis quatre ans fait journellement hara-kiri sur l'autel des libertés démocratiques », ce qui est une singulière façon d'écrire l'histoire, quand, en fait, les dirigeants socialistes droitiers s'appliquent si visiblement à détruire les derniers vestiges des libertés démocratiques.*

Un tel étouffement de la démocratie a d'autant plus la faveur de De Gaulle, que ce dernier en récolte les fruits, sans avoir eu besoin pour autant d'assumer les risques d'opérations brutales et impopulaires qui auraient provoqué en riposte un puissant courant d'unité d'action antifasciste.

Ainsi que l'a montré Georges Dimitrov, nous sommes en présence, « dans les conditions du capitalisme en décomposition, d'une crise organique de la démocratie bourgeoise qui fait naître le fascisme ».

C'est un fait qu'avec les lois superscélérates, la répression des luttes ouvrières et de l'action des partisans de la paix, avec toutes les mesures d'étranglement des libertés allant jusqu'aux provocations et aux attentats policiers et fascistes contre des organisations ouvrières et démocratiques et leurs dirigeants, — mesures prises au nom de « la défense de la démocratie » avec le concours actif des ministres et dirigeants socialistes, — on prépare la venue au pouvoir de De Gaulle, comme le montrait Maurice Thorez au XIIe Congrès du Parti.

De Gaulle au pouvoir ce ne serait pas seulement « le pouvoir personnel » soi-disant au-dessus des classes; ce serait la dictature ouverte du grand capital directement lié à l'impérialisme américain. Ce serait la colonisation plus achevée de la France par les maîtres de Washington, l'exploitation sans bornes de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse, l'écrasement des classes moyennes pour le plus grand bénéfice des trusts, le terrorisme contre tout le mouvement ouvrier et démocratique, la croisade contre l'Union Soviétique et les démocraties populaires.

La démagogie nationale et sociale du R.P.F., camouflage classique des formations fascistes, ne saurait faire oublier les déclara-

tions de De Gaulle offrant notre pays aux Etats-Unis comme tête de pont atlantique de la guerre d'agression antisoviétique.

> « Les Américains apporteraient les moyens économiques et nous notre géographie, les positions sur lesquelles nous vivons. » (Conférence de presse du 12 novembre 1947.)

De Gaulle c'est à la fois le fascisme et la guerre. Pour se maintenir coûte que coûte au pouvoir contre la volonté du peuple français, après qu'il y serait parvenu avec la complicité des partis et des gouvernements de la prétendue 3e force, De Gaulle compte sur la protection des troupes américaines.

Son rôle serait celui d'un Franco et d'un Syngman Rhee.

Voilà à quoi mène, dans les conditions actuelles, le libre jeu de la démocratie bourgeoise présentée par les dirigeants socialistes de droite comme le fin mot de la défense de la liberté.

La liberté en question c'est celle qui est laissée aux fauteurs de guerre d'accomplir leurs crimes, ainsi que doit le reconnaître l'article mentionné de la Revue socialiste, *où l'on peut lire :*

> « Si, pour sauver la liberté et la démocratie, il n'est d'autre solution que de préparer l'écrasement par la force du communisme (l'idée, dans le bloc « occidental », n'est pas l'apanage de militaires irresponsables), nous savons à quelles compromissions nous mène la croisade. C'est pour défendre la démocratie qu'on remet en place les criminels de guerre nazis, qu'on redonne à Krupp le contrôle de la Ruhr ; au nom de la liberté qu'on dénie au malheureux peuple grec la possibilité de s'exprimer, qu'on maintient sur son sol les cours martiales et les camps de concentration ; pour la démocratie et la liberté qu'on consolide Franco. Il serait aisé de multiplier les exemples. La burlesque réinstallation de Syngman Rhee à Séoul, de ce sanguinaire dictateur dont les crimes contre la liberté ne se comptent plus, est une comédie assez sinistre, assez frappante aussi, pour qu'on passe sur d'autres faits, plus menus, plus insidieux, et sans doute plus dangereux. »

L'aveu est à épingler, venu d'un rédacteur de la revue du parti de Jules Moch et de Guy Mollet, de Ramadier et de Daniel Mayer.

Quant aux faits « menus, insidieux et dangereux » dont il est ici question, qui donc en porte la singulière responsabilité, sinon les dirigeants socialistes droitiers qui ne sont plus seulement les défenseurs des intérêts de leur propre bourgeoisie, mais les agents de plus en plus serviles d'un impérialisme étranger ?

Qui donc, sous le couvert d'une prétendue « lutte sur deux fronts », a dirigé systématiquement ses campagnes calomnieuses,

ses provocations et ses coups contre le Parti Communiste Français, contre la classe ouvrière, contre l'unité d'action des travailleurs socialistes et communistes ? Qui donc, par sa politique de trahison des intérêts du peuple et de la nation française, a fait ouvertement le jeu des ennemis du progrès social, de la démocratie et de la paix ?

Il n'y a pas de troisième voie, en aucun domaine. Pour défendre la paix, le pain, la liberté, il faut choisir non la politique de collusion constante des chefs socialistes avec les partis de la bourgeoisie, jusques et y compris le R.P.F., mais au contraire l'unité d'action (toujours combattue par les dirigeants S.F.I.O.) entre les socialistes et les communistes.

Les communistes s'attacheront, au cours de la campagne électorale, à expliquer patiemment aux travailleurs socialistes, l'impérieuse nécessité de l'action commune contre la politique de misère, de réaction et de guerre du gouvernement Queuille-Guy Mollet-Moch, introducteur du fasciste De Gaulle.

PAR *l'unité d'action de la classe ouvrière, par l'union et l'action de toutes les forces sociales dont les intérêts sont en contradiction flagrante avec la politique d'asservissement de la France qui conduit au fascisme et à la guerre, il est possible d'obtenir un changement fondamental de la situation, il est possible de reconquérir l'indépendance nationale et de mettre en œuvre une véritable politique française de liberté, de progrès social et de paix.*

C'est de ce souci majeur, commun à des millions de Français, qu'est inspiré le PROGRAMME ÉLECTORAL *présenté par le Parti Communiste Français.*

La réalisation de ce programme, la lutte pour obtenir les changements politiques qu'exige son application ne dépend pas uniquement de résultats électoraux, mais avant tout d'un puissant mouvement des masses populaires, d'une action générale, dans le pays, action dont les élections ne sont qu'un aspect.

Maurice Thorez nous donnait l'indication toujours valable sur les perspectives quand il disait, dans son rapport au XIIe Congrès du Parti, l'an dernier, parlant du Programme de Gennevilliers :

> « L'action (des masses populaires) peut imposer et elle imposera l'application de ce programme. Quand les rapports de classes se modifient, la répercussion s'en fait sentir véritablement sur le plan parlementaire et gouvernemental. C'est en vain que de petits hommes croient pouvoir, par de petits moyens et des

combinaisons électorales méprisables, contenir la poussée grandissante des masses populaires. Autant vouloir faire remonter le fleuve à sa source.

« La classe ouvrière, le peuple de France frayeront leur voie, quels que soient les obstacles. Plus la digue qu'on prétend élever contre elle sera haute, plus la marée populaire déferlera. »

En concevant la bataille électorale comme une partie de la bataille générale, les communistes prépareront les élections dans l'enthousiasme, afin de donner au Parti Communiste Français un nombre de voix supérieur à celui de novembre 1946 *et d'amener à une plus haute conscience politique des couches nouvelles de la population laborieuse.*

Populariser notre programme, *en adjoignant aux méthodes ordinaires de notre propagande les méthodes de propagande individuelle, en élargissant davantage l'armée de propagandistes munis notamment de l'*Humanité *et des fiches de* France nouvelle; *rassembler les masses en faisant un effort particulier dans les* entreprises *et dans les* villages; *développer la lutte pour l'unité avec les travailleurs socialistes, pour l'union avec les travailleurs catholiques, avec tous les démocrates, les patriotes, les amis de la paix que nous appelons à constituer de nombreux* Comités de défense du suffrage universel *et* Comités électoraux *pour soutenir les candidats de la paix; organiser le travail du Parti, de manière à accroître, par la* souscription nationale, *nos moyens de propagande; recruter de nouveaux adhérents et dans tous les domaines, obtenir une* élévation de l'activité politique *des organisations de base et des comités du Parti, — tels sont divers aspects des tâches incombant aux communistes pendant la campagne électorale.*

Nous allons à la bataille avec optimisme, avec tout l'enthousiasme des vainqueurs, en combattant dans nos propres rangs toute tendance à faire la moindre concession au fatalisme, à l'indifférence et à la passivité.

Les directions de certaines fédérations et sections qui ont sous-estimé l'importance politique des élections partielles peuvent se convaincre, sur l'exemple de Lorient, des possibilités de développement de l'influence du Parti qui nous sont offertes. L'augmentation constante du nombre des voix communistes témoigne des changements qui se produisent dans la conscience de millions de Français, en faveur d'une politique nationale de paix.

Il n'est en vérité aucune combinaison parlementaire, aucune réforme électorale capable d'endiguer la poussée populaire montante.

Un journaliste du Monde *l'a reconnu en termes qui sont à la fois un aveu du caractère formel et illusoire de la démocratie bourgeoise fascisante, et un avertissement pour tous les démocrates sincères amenés à saisir quelles menaces ferait peser sur eux-mêmes et sur le pays, l'élection truquée d'une Assemblée de fascisme et de guerre :*

> « Ce n'est pas en brisant un instrument de mesure électorale qu'on peut faire tomber la fièvre politique. Autrement dit, ce n'est pas en réduisant la représentation du parti communiste que l'on diminuera son importance, son influence. Et mieux vaudrait lui enlever des électeurs que des élus.
>
> « Peut-être serait-il plus clair et plus franc de décréter que les bulletins communistes vaudront le dixième des autres ou, plus brutalement encore, qu'ils seront jetés dans la poubelle le soir du scrutin par les soins des commissions de recensement. »

Pour faire échec au fascisme et à la guerre, les communistes appelleront hardiment tous les républicains, tous les patriotes, à serrer les rangs autour des candidats communistes et feront des prochaines élections, une étape victorieuse dans la grande bataille pour une politique nationale de paix.

Au cours de cette campagne, nous ferons connaître et aimer par les travailleurs nos objectifs finaux de lutte pour le triomphe du socialisme, pour l'instauration d'une société nouvelle dont seront à jamais extirpés, par la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, les racines de la misère, de l'oppression et de la guerre.

Nous renforcerons le Parti de la classe ouvrière, le Parti du peuple, le grand Parti qui lutte avec abnégation et certitude pour une France libre, indépendante et heureuse.

1951

L'APPEL DU CONSEIL MONDIAL DE LA PAIX

EN vue de répondre aux aspirations de millions d'hommes du monde entier, quel que soit le jugement porté par eux sur les causes qui engendrent les dangers de guerre mondiale,

POUR que la Paix soit affermie et que soit assurée la sécurité internationale,

NOUS réclamons la conclusion d'un pacte de la Paix entre les cinq grandes puissances : Etats-Unis d'Amérique, Union Soviétique, République Populaire Chinoise, Grande-Bretagne, France.

NOUS considérerions le refus de se rencontrer à cet effet comme la preuve des desseins agressifs du gouvernement de n'importe laquelle de ces grandes puissances qui s'en rendrait responsable.

NOUS appelons toutes les nations attachées à la Paix à soutenir la revendication d'un pacte de la Paix ouvert à tous les Etats.

NOUS apposons nos signatures sous cet appel et nous invitons à signer tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté, toutes les organisations qui aspirent à la consolidation de la Paix.

LE PRÉSIDENT :

Adopté à l'unanimité par le Conseil Mondial de la Paix au cours de sa session à Berlin le 25 février 1951.

Marius PATINAUD

LA REVENDICATION D'UN PACTE DE PAIX ET L'EXEMPLE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Le solennel avertissement formulé par Staline, dans son interview à la *Pravda,* commande toute analyse de la situation actuelle.

Staline, soulignant le danger, insiste sur le rôle déterminant de l'action des peuples sans l'intervention résolue desquels « la guerre peut devenir inévitable ».

Dissiper le brouillard dont les impérialistes entourent la préparation de la guerre, démolir leurs mensonges, rendre sensibles les dangers réels, proposer les moyens pour y faire échec et convaincre de leur efficacité, entraîner un nombre sans cesse plus grand d'hommes et de femmes à cette lutte effective pour la paix est donc une tâche « d'une importance primordiale ».

Comme tout l'échafaudage de la préparation à la guerre repose sur le mensonge que l'U.R.S.S. menace la paix du monde, il est indispensable de répondre non par des haussements d'épaule, mais avec patience, inlassablement, et de convaincre par le rappel des faits qui prouvent le contraire.

Chaque jour, chaque heure, chaque difficulté donnent un contenu à la lutte pour la paix, car la politique de guerre, l'économie de guerre étendent leurs conséquences néfastes, meurtrières souvent, à tous les aspects de la vie des Français et des Françaises. Le lien qui relie les difficultés quotidiennes à la politique de guerre est de mieux en mieux perçu, ainsi qu'en témoignent les succès enregistrés et le chemin parcouru depuis le premier vote pour la paix.

LES CONTRADICTIONS ACTUELLES DE L'IMPÉRIALISME.

L'opposition des peuples à la politique de guerre et de misère grandit sans cesse et confirme la possibilité d'isoler les fauteurs de guerre et de leur imposer la paix. Les contra-

dictions de l'impérialisme s'accentuent. Staline, dans *Les questions du léninisme,* avait montré que parmi ces contradictions il en est trois qu'il faut considérer comme les plus importantes.

La première contradiction est celle qui existe entre le Travail et le Capital. Les luttes revendicatives d'un caractère sans cesse plus élevé se développent contre les conséquences de l'économie de guerre. Une vague de grèves revendicatives a déferlé dans les pays capitalistes, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en France, en Italie, en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Japon. Le « coup de tonnerre de Barcelone », la grève glorieuse de Catalogne a marqué la volonté du peuple espagnol de ne pas servir de chair à canon aux impérialistes américains. Les travailleurs perçoivent de plus en plus clairement la cause du mal, la politique de guerre. En liant intimement la lutte pour les revendications et la lutte contre la guerre, des coups toujours plus rudes seront portés à la politique des impérialistes.

La deuxieme contradiction est celle qui existe entre les différents groupes financiers et puissances impérialistes dans leur lutte pour les sources de matières premières, pour les territoires d'autrui.

La bataille qui se mène actuellement pour le pétrole du Moyen-Orient illustre cette contradiction. De même que la France fournit l'exemple de la subordination complète des pays marshallisés envers les trusts des Etats-Unis. Les occupants qui pénètrent chez nous sans visa bénéficient en outre du privilège d'exterritorialité, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas soumis aux lois françaises.

Le gouvernement dit français a cédé aux Américains des bases nombreuses : constitution au sud de Bordeaux du plus grand dépôt de munitions d'Europe (camp du Poteau); aménagement à La Rochelle d'un immense dépôt d'essence ; utilisation des ports de Bordeaux, La Pallice, Cherbourg; actuellement quarante départements français subissent l'occupation américaine.

M. Vincent Auriol, au cours d'un voyage qui est une insulte à la misère des Français et à la dignité de la France, a multiplié à l'égard des milliardaires américains les déclarations de dévouement inconditionné. Pas un de ses discours qui ne contienne une attaque contre le pays et les peuples grâce auxquels la France fut libérée. Le socialiste de droite président de la République offre la France comme champ de bataille, trop heureux de pouvoir faire abandon total de la souveraineté nationale dans l'espoir de rendre possible la guerre antisoviétique.

Des Français et des Françaises sans cesse plus nombreux comprennent, devant ces faits, l'absolue nécessité de s'unir et de lutter pour l'indépendance nationale, contre l'asservissement économique, politique et militaire aux Etats-Unis.

La troisième contradiction est celle qui existe entre les puissances impérialistes et les peuples opprimés des colo-

nies. Le mouvement de libération nationale se développe en Asie, où il a remporté des succès considérables, et en Afrique. Le devoir nous incombe d'intensifier notre soutien actif à la lutte des peuples coloniaux. Leur action affaiblit grandement les arrières des impérialistes.

En présence d'une telle aggravation de leur situation, il est de plus en plus difficile pour les impérialistes de se ruer impunément dans la guerre.

La destitution de Mac Arthur constitue un important succès des forces de paix devant la puissance desquelles Truman fut contraint de manœuvrer. L'accord de fond des deux personnages n'est pas douteux.

C'est avec l'autorisation de la censure du G.Q.G. américain que le journaliste Robert Allen dévoila dans le journal japonais *Mainichi* une partie du plan d'agression américain en Asie :

> « *La guerre engagée contre la Chine communiste va désormais être étendue au territoire chinois lui-même...*
>
> « L'OBJECTIF FINAL DE CES OPÉRATIONS EST UNE INVASION GÉNÉRALE DE LA CHINE.
>
> « *Les forces nationalistes actuellement à Formose seraient utilisées pour l'établissement de ce second front. Elles seraient aidées par la marine et l'aviation américaines...*
>
> « *Voici ce qu'il est possible de publier sur ce qui va être fait :*
>
> « *Organisation, armement et large appui au mouvement de résistance anticommuniste en Chine. Cela comprend sabotages et activités secrètes, particulièrement en Mandchourie...*
>
> « *Préparation d'un* water lift, *pont naval pour l'invasion d'une force de trois cent mille hommes.*
>
> « IL PEUT ÊTRE ÉGALEMENT RÉVÉLÉ QUE L'ANGLETERRE, LA FRANCE ET QUELQUES AUTRES NATIONS ONT ÉTÉ INFORMÉES DE CES OPÉRATIONS. »

La lourde faute que Truman reproche à Mac Arthur, c'est de n'avoir pas RÉUSSI à vaincre en Corée. C'est parce que l'agresseur a été tenu en échec par le peuple coréen et les volontaires chinois, c'est parce qu'il n'a pu, devant le calme et la force de l'Union Soviétique et de la République populaire de Chine, étendre la guerre qu'il a été sanctionné. Truman a été contraint de révoquer Mac Arthur de son poste en raison de son incapacité à venir à bout de l'héroïque peuple coréen luttant farouchement pour son indépendance.

Truman caresse aussi l'espoir d'épaissir, par cette éviction, le mystère de la préparation à la guerre, de tromper l'opinion publique. En même temps qu'il affirme que sa politique est inchangée, alors que les bombardements de villes chinoises continuent, la presse des fauteurs de guerre présente son geste comme un acte de paix. Il s'agit, en réalité, de tenter de démobiliser les partisans de la paix, de rassurer les peuples en essayant de les persuader des intentions pacifiques des impérialistes.

LA CONFÉRENCE DES QUATRE SUPPLÉANTS ET LA CONTINUITÉ DE LA POLITIQUE DE PAIX DE L'U. R. S. S.

La Conférence des suppléants des quatre ministres des Affaires étrangères, qui siège à Paris, fournit une autre preuve de la volonté belliciste des « Occidentaux ».

L'U.R.S.S., qui mène inflexiblement une politique tendant à prévenir la guerre et à maintenir la paix, se heurte, à cette conférence convoquée sur son initiative, à la volonté nettement arrêtée des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France de discuter sur un accord tout en cherchant mille prétextes pour ne pas conclure d'accord.

Le 6 novembre 1944, Staline indiquait déjà qu'il ne suffisait pas de gagner la guerre mais qu'il fallait aussi rendre impossible une nouvelle agression et une nouvelle guerre.

Il proposait :

> « *Outre le désarmement complet des nations agressives, il n'existe qu'un seul moyen : créer une organisation spéciale composée des représentants des nations pacifiques pour défendre la paix et garantir la sécurité...*
>
> « *Cela ne doit pas être une réédition de la Société des Nations de triste mémoire... (mais) une organisation internationale nouvelle, spéciale, investie de pleins pouvoirs et disposant de tout ce qu'il faut pour défendre la paix et prévenir une nouvelle agression.*
>
> « *Ils le seront si les grandes puissances qui ont porté sur leurs épaules le fardeau principal de la guerre contre l'Allemagne hitlérienne continuent à agir dans un esprit d'unanimité et de concorde. Ses actes ne seront pas effectifs si l'on viole cette condition expresse.* »

C'est sur ces bases que l'U.R.S.S. a participé à l'élaboration des accords de Téhéran, de Yalta et de Potsdam.

C'est également en vertu de ces principes qu'elle lutte pour l'application des statuts de l'O.N.U., adoptés par 52 nations le 26 janvier 1945 à San-Francisco.

La règle d'unanimité qui a comme corollaire le droit de veto, tant décrié par les fauteurs de guerre, n'est que la conséquence reconnue du fait que la paix ne peut être assurée sans l'accord complet des grandes puissances qui ont supporté « le fardeau principal de la guerre contre l'Allemagne hitlérienne ».

Pour avoir volontairement méconnu cette réalité, saboté la règle d'unanimité et pratiqué la politique du fait accompli, l'O.N.U. a failli à sa tâche.

Staline, dans son interview à la *Pravda*, a caractérisé ainsi cette transformation de l'O.N.U. :

> « *L'Organisation des Nations Unies, créée pour être le rempart de la paix, se transforme en instrument de guerre, en un moyen pour déclencher une nouvelle guerre mondiale...*

« L'Organisation des Nations Unies s'engage de cette façon sur la voie peu glorieuse de la Société des Nations. Par là elle enterre son autorité morale et se condamne à la désagrégation. »

Il est bon de rappeler qu'au cours de la session de 1947 de l'Assemblée générale de l'O.N.U., Andréi Vychinski, protestant contre la non exécution des décisions prises l'année précédente sur l'initiative de la délégation soviétique, — à savoir : la réduction générale des armements ; l'interdiction de l'arme atomique ; le retrait des troupes étrangères stationnant en territoire non ennemi, etc. — avait dénoncé ce sabotage. L'affaiblissement de l'O.N.U., soulignait Andréi Vychinski, « répond indubitablement aux plans » de la politique du Département d'Etat américain et de celle du Foreign Office qui la seconde. Et Andréi Vychinski démontrait que le « bloc anglo-saxon » procédait à un sabotage systématique et prémédité de la coopération internationale.

Ce sabotage a été illustré, une fois de plus, par le comportement des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la France multipliant les obstacles pour faire échec à l'initiative soviétique du 3 novembre 1950, de convoquer une Conférence à quatre qui aurait pour but de rechercher un accord en vue de la solution pacifique du problème allemand.

En même temps, Washington faisait savoir que « *le réarmement de l'Allemagne serait poursuivi même si une conférence des ministres des Affaires étrangères des Quatre devait avoir lieu* ».

Le *New York Times* du 7 avril était cependant obligé de constater :

« L'opinion publique en Europe réclamait à grands cris des conversations avec la Russie quand la session de Paris s'est ouverte »,

rendant ainsi un involontaire hommage à la ténacité de l'U.R.S.S., à la résonnance qu'avait eu sa proposition dans le cœur des millions de simples gens, qui obligèrent les « Occidentaux » à accepter que se tienne la conférence préliminaire des quatre suppléants chargée de préparer l'ordre du jour des travaux des ministres.

Andréi Gromyko présenta l'ordre du jour suivant :

1) Application par les quatre puissances de l'accord de Potsdam sur la démilitarisation de l'Allemagne et sur l'interdiction de la remilitarisation de l'Allemagne ;

2) Accélération de la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne et, en conformité avec cela, retrait des forces d'occupation en Allemagne ;

3) Amélioration de la situation en Europe et passage immédiat à la réduction des forces armées des quatre puissances, U.R.S.S., Etats-Unis, Grande-Bretagne et France.

C'est Ernest Davies qui proposa l'ordre du jour présenté par les « Trois ».

1) Examen des causes de la présente tension internationale en Europe et des moyens d'assurer une amélioration réelle et durable des relations entre l'U.R.S.S., les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ;

2) Achèvement du traité pour le rétablissement d'une Autriche indépendante et démocratique ;

3) Problème concernant le rétablissement de l'unité allemande et préparation d'un traité de paix.

Le projet d'ordre du jour des occidentaux ne faisait pas mention de la démilitarisation de l'Allemagne, ni du désarmement.

Au contraire la délégation soviétique proposait pour les Quatre un plan de travail efficace portant sur l'application des accords existants et sur la réduction des forces armées des quatre puissances.

La presse de la guerre en reprochant à l'Union Soviétique de « faire de la propagande » reconnaît que les solutions proposées sont conformes aux désirs des peuples épris de paix.

Le *News Chronicle* l'avouait en effet :

> « *Pour les peuples inquiets de l'Europe, combien plus attrayante semble, à première vue, la liste des propositions soviétiques : pas de réarmement allemand, retrait des troupes d'occupation, réduction des armements. Que veut-on de plus ? Dans la liste des propositions occidentales on ne trouve aucune de ces propositions alléchantes.* »

Le souci des Trois sera de façon constante de « noyer le poisson » pour empêcher un accord, sans en prendre la responsabilité ouverte aux yeux des peuples. D'où leurs tentatives d'escamoter, derrière des formules générales, les questions essentielles.

Le journal *Les Echos* du 6 mars en dévoilait les raisons en déclarant :

> « *qu'une interruption de la politique de réarmement américain... provoquerait inévitablement une chute profonde des prix. Les experts estiment que cette dépression serait infiniment plus grave que celle de* 1929 ».

Contre cette volonté de conduire la conférence à un échec, la délégation soviétique multiplia les preuves de conciliations, amenant, le 14 mars, les Trois eux-mêmes à reconnaître « les efforts de M. Gromyko en vue d'un accord ».

Et *le Monde*, peu suspect de sympathie à l'égard de l'Union Soviétique, les confirmait, tout en soulignant l'importance d'une telle attitude aux yeux des masses.

> « *La conférence des suppléants qui traînait depuis dix jours désespérément en longueur a fait, mercredi, grâce à M. Gromyko, d'appréciables progrès... Le nombre apparemment impressionnant des concessions qu'il (Gromyko) vient de faire met en effet les Occidentaux dans l'obligation soit de les refuser et d'endosser alors la responsabilité d'un échec éventuel de la conférence, soit d'y répondre par des concessions qui pourront difficilement se faire sur des points secondaires, puisque M. Gromyko a déblayé le terrain.* »

Le journal *Combat* titrait « *Concessions décisives des Russes* » et *le Monde* à nouveau, sous le titre « *L'heureuse proposition de M. Gromyko* », précisait :

> « *On ne peut nier que les concessions de M. Gromyko ne soient substantielles et ne rendent désormais un accord*

possible. Les Occidentaux peuvent contester tel ou tel point, obtenir une meilleure rédaction de tel ou tel passage, mais ils sont pratiquement au pied du mur. Ils ne sauraient désormais opposer de refus véritable à la proposition soviétique sans endosser devant l'opinion mondiale la responsabilité d'un éventuel échec. »

Ainsi, jour après jour, l'Union Soviétique, à la tête du camp de la paix, apporte une contribution décisive à la lutte pour démasquer les agresseurs aux yeux des peuples.

UNE NOUVELLE PHASE DE LA LUTTE DES PEUPLES : LA CAMPAGNE POUR UN PACTE DE PAIX ENTRE LES CINQ.

L'Appel du Conseil mondial de la Paix pour la conclusion d'un Pacte de paix entre les cinq grandes puissances est une nouvelle phase de la lutte pour la paix, une phase décisive.

Un tel appel aux peuples fut rendu possible par les succès obtenus pour la signature de l'appel de Stockholm. Par cette campagne mondiale sans précédent et aussi, dans une moindre mesure, par la campagne contre le réarmement allemand, par l'obligation faite aux « Occidentaux » de participer à la Conférence préliminaire des Quatre, dont les Etats-Unis ne voulaient pas, des millions de simples gens ont pris une plus claire conscience des dangers réels de guerre, de la nécessité de lutter et de la possibilité de s'opposer aux plans des fauteurs de guerre.

Maurice Thorez, dans son rapport au Comité Central, en septembre dernier, avait insisté sur cet aspect des campagnes de signatures.

> *« A quoi bon des signatures ? disaient les sceptiques influencés par le battage des fauteurs de guerre. Ceux-là manquaient de foi dans les possibilités de la classe ouvrière et du mouvement mondial des Partisans de la Paix. Ils ne voulaient pas ou ne pouvaient pas comprendre qu'*AU-DELA DES SIGNATURES, IL S'AGISSAIT DE GAGNER DE NOUVEAUX COMBATTANTS A LA CAUSE DE LA PAIX ET DE LA LIBERTÉ. » (Souligné par moi, M. P.)

L'objectif est d'obtenir des signataires des efforts permanents pour la cause de la paix, ce qui exige, par conséquent, qu'ils aient de mieux en mieux conscience que la lutte pour la paix les concerne, directement, qu'elle est une obligation absolue, qu'elle peut et doit être victorieuse.

Depuis l'Appel du Conseil mondial, des résultats considérables ont été obtenus dans de nombreux pays. Les peuples savent par expérience que la course aux armements, l'accroissement du temps de service militaire, les appels de réservistes, l'économie de guerre mènent à la guerre et qu'il n'est pas vrai que pour avoir la paix il faille préparer la guerre.

Les peuples qui ont présentes sous les yeux les horreurs de la guerre, qui voient ce que le criminel Mac Arthur a fait de la Corée, les peuples veulent la paix, exigent la paix.

De nombreuses organisations et personnalités se sont déjà prononcées pour la conclusion du Pacte de paix. Mais il faut porter l'Appel à la connaissance de chaque Français et de chaque Française.

Dans des milliers et des milliers de petites assemblées, dans les ateliers et les immeubles, dans les bureaux et les quartiers, dans les fermes, l'Appel doit être débattu afin que sa ratification soit la conséquence de l'approbation consciente, INDIVIDUELLE, de chaque participant.

LE TRAVAIL D'EXPLICATION, pour que chacun connaisse le texte et comprenne l'importance de la signature apposée, aura une immense importance.

C'est à ce travail qu'a convié tous les amis de la paix le Conseil national de la Paix, dans sa session du dimanche 15 avril. Laurent Casanova, dans *l'Humanité* du 20 avril, a résumé ainsi les propositions du Conseil national :

— Des milliers de petites assemblées populaires convoquées sur l'initiative personnelle de tous les amis de la paix se tiendront dans tout le pays. L'appel du Conseil mondial de la Paix y sera discuté et approuvé. Cette approbation sera consignée dans un procès-verbal mentionnant le nombre de citoyens présents.

— Ces procès-verbaux, recensés par les Conseils communaux et départementaux de la paix, seront transmis officiellement au gouvernement français et aux représentants des cinq grandes puissances à Paris, par des délégations départementales. Ces délégations demanderont audience dès que les premiers résultats importants seront connus, sans attendre la fin de la campagne.

— Chaque assemblée populaire désignera ses représentants mandatés au grand Rassemblement national pour le Pacte de paix convoqué le 15 juillet à Paris. Les centaines de milliers de représentants de la paix arriveront à Paris porteurs des premières signatures individuelles qu'ils auront recueillies personnellement jusqu'au 15 juillet.

Cette phase nouvelle de la lutte pour la paix, dont le but est de contraindre les gouvernements des grandes puissances à prendre des engagements importants pour la sauvegarde de la paix, exige que toute la masse des membres du Parti y consacrent leurs forces.

Les communistes, dont la fierté est d'être les meilleurs dans cette lutte pour la paix, doivent se trouver au premier rang des initiateurs et des organisateurs des assemblées populaires où se recruteront des centaines de milliers de collecteurs de signatures approuvant la proposition du Pacte à cinq.

Tous les membres du Parti considéreront comme un impérieux devoir d'aider puissamment la progression du mouvement pour la paix, dont les dizaines et les dizaines de milliers de délégués, MANDATÉS DANS LES ASSEMBLÉES POPULAIRES ET PORTEURS DE MILLIONS DE SIGNATURES, exprimeront, le 15 juillet, à Paris, la volonté des Français et des Françaises d'exiger la conclusion d'un Pacte de paix entre les cinq Grands.

Roger GARAUDY

LES TÂCHES ET LES MÉTHODES DE NOTRE PROPAGANDE

« *Nous devons opposer à la propagande du mensonge la propagande de la vérité* », proclamait Jacques Duclos dans son rapport au Comité Central du 14 février 1951.

Et cela définit le premier caractère de notre propagande : elle a pour objet de révéler « la réalité telle qu'elle est, sans aucune addition étrangère ».

Il ne peut en être ainsi que pour une classe qui n'a rien à craindre de la réalité et de l'histoire. A la phase pourrissante du capitalisme, il n'y a pas pour la classe ouvrière de réquisitoire plus écrasant contre ses ennemis que « d'expliquer ce qui se passe », comme le dit si simplement Kalinine dans son beau livre « *l'Education communiste* ».

Face aux hommes de la décadence, contraints à la falsification, on ne doit pas se lasser de « révéler tous les mystères de la préparation à la guerre », de démasquer, selon l'expression de l'organe du Bureau d'Information des Partis communistes et ouvriers, « la physionomie bestiale, les idées et les théories des fauteurs de guerre », et enfin d'expliquer ce qu'est le « mode de vie américain ».

La propagande de la vérité.

La cause fondamentale de l'efficacité de la propagande communiste, c'est que les communistes ont raison.

C'est ce que soulignait Lénine au XIe congrès du Parti bolchévik :

« *Lorsque nous voyons nos adversaires reconnaître que nous avons fait des miracles dans notre travail d'agitation et de propagande, ce n'est pas dans des causes extérieures qu'il faut en chercher la raison, en disant que nous avons eu à notre disposition beaucoup de propagandistes et du papier en surabondance, mais il faut regarder les choses de l'intérieur et voir que la vérité contenue par notre agitation a pénétré dans le cerveau de tous — cette vérité, on n'a pas pu l'éluder.* »

Cette tâche — faire pénétrer dans le cerveau de tous « cette vérité que l'ennemi ne pourra plus éluder » — fait partie de l'action communiste, elle en est un moment.

Cette conception marxiste-léniniste de la propagande a une première conséquence pratique : elle en détermine le style.

Le style de Maurice Thorez donne le modèle de cette propagande. Ce qui la caractérise, c'est sa simplicité et sa pureté. Et ce n'est pas par hasard! Les porte-parole d'une classe décadente ont besoin d'enfler le ton parce qu'ils ont quelque chose à cacher ou à mystifier. Les mots sont donc chez eux plus grands que les choses ou différents des choses. Chez Maurice Thorez les mots collent aux faits et aux actions, ils sont parfaitement ajustés à la bataille des événements et des actions de la classe ouvrière. Il n'a pas le souci de fleurir la réalité, mais celui d'être transparent. Cette adhérence de la parole à l'événement, c'est la définition du classicisme, qui est le propre d'une classe montante assurée de sa force et de l'autorité historique de son action, alors que la préciosité, le maniérisme et l'emphase sont le propre des classes qui ont achevé leur rôle historique.

Faire de la propagande, c'est pour les classes décadentes mettre en œuvre une technique du mensonge; et cette technique du mensonge repose sur deux principes : falsifier la réalité et anesthésier la conscience. Hitler avait porté à un haut degré de perfection cette technique de l'obssession par la répétition du mensonge. C'est pourquoi ses successeurs, les impérialistes américains et leurs chiens de garde, en sont réduits à reprendre les mêmes procédés.

Pour nous, faire de la propagande c'est au contraire aider les masses à prendre conscience de la réalité. Mais ce « réalisme », dans la propagande comme dans les arts, ne consiste pas à « photographier » la réalité, mais à la représenter dans son mouvement et sa vie. L'action pour changer la réalité fait partie de la réalité. Voilà pourquoi la propagande part de l'action et va à l'action.

La première qualité du propagandiste c'est donc de comprendre et de montrer ce qui est en train de se faire. Etre lié aux masses, c'est savoir les écouter, avant de savoir leur parler.

« *Notre tâche*, dit Lénine, *est d'utiliser toutes les manifestations de mécontentement, de rassembler, d'étudier, d'élaborer jusqu'aux moindres éléments d'une protestation, fût-elle embryonnaire.* » (*Que faire?*, p. 245.)

Ce qui détermine les grands courants d'opinion publique, ce ne sont pas des campagnes de propagande. Les masses s'instruisent d'abord sur la base de leur propre expérience : dans la lutte les traîtres se démasquent, et l'idéologie de l'ennemi, colportée par les traîtres, se brise contre les faits eux-mêmes. Deux jours de grève des cheminots ont fait éclater les contradictions des dirigeants réformistes de F.O. et de la C.F.T.C. avec plus de force que des mois d'explications. L'action est ce qu'il y a de plus révélateur de la réalité. Et la propagande doit être mise à sa juste place : aider à créer les conditions de l'action, et tirer de l'action tous les enseignements qu'elle comporte. Sous cet aspect encore la propagande n'a de sens que dans le va-et-vient de l'action à l'action; et son rôle, qui est immense, consiste chaque fois à porter l'action à un niveau plus haut de conscience et d'efficacité.

Enfin, sous ce premier aspect : analyse de la situation, étude du rapport des forces, la propagande a le devoir de ne sous-estimer jamais les forces de ce qui, dans l'histoire, est en train de naître et de se développer.

Jdanov, dans son rapport au Bureau d'Information, nous a mis en garde contre ce danger, le plus grand de tous, qui est de sous-estimer nos forces. Oublier cet avertissement serait compromettre toutes les

possibilités de la propagande, en particulier, rendre impossible cette autre tâche fondamentale : ouvrir des perspectives.

Ouvrir les perspectives.

Le propagandiste communiste, c'est un homme qui sait où il va, alors que nos adversaires sont désorientés.

Le capitalisme pourrissant se débat dans ses convulsions d'agonie. Et l'organe du Bureau d'Information nous indiquait, le 19 décembre 1950, que la propagande communiste « *servira d'autant mieux la cause de la paix et de la démocratie, les intérêts des travailleurs, qu'elle montrera plus clairement et plus profondément aux masses la faiblesse grandissante du camp impérialiste, ses contradictions intérieures et la condamnation historique de l'impérialisme* ».

Il est clair aujourd'hui que ni l'impérialisme américain ni ses agents dans tous les pays capitalistes ne peuvent ouvrir à aucune couche sociale aucune perspective d'avenir : si loin que l'on porte le regard sur la voie de l'impérialisme, on ne voit que des faillites, des misères, des servitudes, des catastrophes, des ruines et des deuils. Notre propagande doit éclairer fortement cette « loi de développement ».

Et, en même temps, éclairer l'autre voie : celle qui n'aboutit pas à la sanglante impasse de l'impérialisme, mais à la construction socialiste du bonheur pour tous, de la paix et de la liberté sans mensonge.

La mise au point du programme agraire du Parti au Congrès de Gennevilliers et les résultats obtenus chaque fois que ce programme a été mis en discussion dans un village, fournissent une démonstration concluante : la défense des revendications n'a toute sa force, tout son son sens et, par conséquent, toute sa puissance d'entraînement que lorsqu'elle « *subordonne la lutte pour les réformes comme la partie au tout, à la lutte révolutionnaire pour la liberté et le socialisme* ». (*Que faire?*, p. 224.)

Esquiver la discussion sur les perspectives d'avenir enlève à la propagande sa force de pénétration. Un paysan devant qui l'on ne préciserait pas nos intentions lorsque le Parti Communiste aura un rôle déterminant, aurait le droit de dire : votre position actuelle sur mes revendications me satisfait, mais où cela va-t-il me mener? Si je me joins à vous pour ces objectifs limités et si cela amène le triomphe de votre Parti, qu'est-ce qu'il va m'arriver? Répondre sans équivoque à cette question, c'est donner une assise solide au rassemblement des masses, c'est créer les conditions d'une unité d'action réalisée sur des bases loyales. Il importe que nos alliés, même s'ils ne veulent faire qu'un pas avec nous sur un problème déterminé, sachent avec clarté ce que nous voulons et où nous allons.

Opposer au « mode de vie américain » avec les exploitations, les oppressions et les agressions qu'il comporte, la construction du communisme en Union Soviétique, en montrant quelles énergies humaines il libère, quelle prospérité il crée au service de tous, quelle liberté concrète il réalise, et quelle décivise force de paix il constitue, doit être une des tâches constantes de notre propagande.

De plus en plus notre parti apparaît ainsi comme le seul capable de montrer une issue aux angoisses de tout notre peuple. Il est le

Parti de la grande espérance. Et c'est ce qui lui donne sa puissance d'attraction et de rayonnement.

Et cela implique le style de notre action comme propagandiste. Le militant communiste seul est capable de soulever l'enthousiasme des masses pour lutter et vaincre, parce qu'il est lui-même un homme passionné et confiant dans la grandeur de la cause qu'il sert. Il a une âme de vainqueur. Un communiste triste serait un triste communiste.

Alors que le capitalisme enferme ceux qui le servent dans l'individualisme et le désespoir, dans le sentiment de l'impasse, de la fin du monde, du néant, à la manière de Mauriac, de Sartre ou de Miller, le communiste a trouvé dans son Parti le sens de sa vie, et la vraie joie, celle que l'on éprouve quand on a quelque chose à faire de sa vie. Karl Marx écrivait déjà :

« *Celui qui n'éprouve pas une joie plus grande à bâtir l'univers et à être le créateur du monde qu'à s'agiter éternellement dans sa propre peau, celui-là est privé de la jouissance éternelle de l'esprit et il est obligé de se chanter à lui-même des berceuses sur sa félicité privée et de rêver la nuit de lui-même.* » (Matériaux pour la thèse du doctorat, 1840.)

Le communiste est étranger à cette mentalité décadente de ceux qui « rêvent la nuit d'eux-mêmes », parce qu'ils n'ont rien à faire de leur vie. Staline dans son rapport au XVIIIe Congrès, dresse au contraire le portrait de ce « *militant politique passionné du destin de son pays, au courant des lois de l'évolution sociale, capable d'utiliser ces lois, qui doit aspirer à participer activement à la direction politique du pays* ».

C'est ce visage de notre Parti que doit refléter notre propagande, c'est ce qui lui donne le style de la grandeur.

Cette claire conscience des perspectives de notre marche en avant est l'âme d'une propagande efficace. Lénine campe magistralement, dans *Que faire?*, le rôle du propagandiste :

« *... sachant réagir contre toute manifestation d'arbitraire et d'oppression, où quelle se produise, sachant généraliser tous les faits pour en composer un tableau complet de la violence policière et de l'exploitation capitaliste, sachant profiter de la moindre occasion pour exposer, devant tous, ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques, pour expliquer à tous et à chacun la portée historique et mondiale de la lutte émancipatrice du prolétariat* » (p. 239).

Mais il ne suffit pas d'appeler à marcher en avant. Il faut aussi éclairer chaque pas de cette marche, c'est-à-dire indiquer les moyens d'atteindre le but fixé.

Indiquer les moyens d'atteindre le but fixé.

Nous venons de voir que la propagande avait pour tâche de montrer les perspectives. Mais si elle se contente de montrer le but, si le phare n'éclaire que le terme de la route nous buterons contre tous les obstacles. Il faut éclairer aussi chaque pas de cette marche, répondre à chaque instant à la question : qu'est-ce qu'il faut faire ? et être capable de proposer un programme d'action positif.

Un tract, un article, une brochure, un discours de propagande,

n'est bon que si, après l'avoir lu ou écouté, chacun sait exactement ce qu'il a à faire.

A l'un de nos camarades qui venait d'exposer le programme agraire du Parti, un paysan déclara : « Je suis d'accord avec votre programme. Je veux vous aider. Vous nous avez dit : voilà ce que feront les communistes quand ils seront au pouvoir. Bravo ! Alors maintenant expliquez-nous comment vous allez arriver au pouvoir et ce que je dois faire pour vous y aider. »

Si nous ne répondions pas à une telle question, les conclusions de nos auditeurs risqueraient de ne pas nous rapprocher du but. L'un pourrait se dire : « Attendons les élections pour voter pour eux ! », un autre : « Graissons notre fusil de chasse! » Si nous ne voulons pas de ces solutions, il faut en donner d'autres, et les donner avec précision, pour développer l'action en rassemblant les masses : un comité d'action contre telle saisie, ou contre les impôts abusifs, ou telle autre forme d'action adaptée à la situation locale et au niveau politique de ceux à qui nous nous adressons.

Plékhanov distinguait l'agitation et la propagande en des formules que Lénine a reprises :

« *Le propagandiste inculque beaucoup d'idées à une seule personne ou à un petit nombre de personnes; l'agitateur n'inculque qu'une seule idée ou qu'un petit nombre d'idées ; en revanche il les inculque à toute une masse de personnes.* »

A partir de chaque revendication de chaque couche sociale du peuple de France, en aidant chacun à prendre plus profondément conscience du mal dont il souffre et de ses causes, la propagande communiste entraîne chaque « *couche d'opposition à prêter effectivement à la lutte générale, ainsi qu'à notre Parti, toute l'aide dont elles sont capables.* » (*Que faire?*, page 243.)

Il appartient à un Parti d'avant-garde, révolutionnaire, de transformer, par l'agitation, par la propagande, par l'éducation, les mécontentements spontanés en autant de « déclarations de guerre au gouvernement », selon l'expression de Lénine. (*Idem*, p. 246.)

Les méthodes de propagande.

Ces principes posés, quelles sont les formes et les méthodes de propagande qui en découlent, en fonction des tâches qui se posent à nous ?

Rappelons ces tâches :

1° Faire approuver la proposition d'un Pacte de paix entre les cinq Grands par des millions d'hommes et de femmes. Organiser le mouvement de la paix en un rassemblement permanent, actif, vigilant. Renforcer ainsi le camp de la paix en développant l'opposition grandissante à la politique de guerre des impérialistes américains.

2° Ouvrir la perspective d'un changement politique possible par l'action des masses, en rassemblant des milliers de Français dans la lutte contre les conséquences économiques, sociales et nationales de la politique de guerre — c'est-à-dire en intensifiant la résistance à la colonisation de la France, à la vie chère, aux bas salaires et aux lourds impôts, conséquences des préparatifs de guerre, de la militarisation de l'économie.

3° Défendre les libertés démocratiques contre la fascisation de l'Etat.

Pour remplir ces tâches, il faut constituer partout des Comités d'action à la base avec tous ceux qui entendent lutter sur l'un de ces plans : Comités de paix pour un Pacte entre les cinq Grands, comités d'action dans les chantiers sur le modèle des Comités d'action de la R.A.T.P., comités d'action de commerçants ou de paysans contre les impôts abusifs, comités de lutte pour les libertés démocratiques (Comités Henri Martin, etc...).

Au moment où s'ouvre la campagne électorale, il est indispensable de souligner fortement qu'il ne faut pas la mener dans un esprit étroitement électoraliste : la période de bouillonnement politique des élections nous fournit au contraire l'occasion de développer notre propagande en direction de nos objectifs politiques fondamentaux. Une réunion électorale justement menée doit permettre de recruter de nouveaux militants pour le Parti et d'orienter les auditeurs vers la forme d'unité d'action correspondant à leur volonté.

Nous devons mettre à profit cette période électorale pour combler le retard de notre propagande par rapport au mouvement des masses.

Les conditions sont réalisées pour que nous obtenions un immense succès, car le fossé s'approfondit chaque jour entre la politique du gouvernement (qui est la politique exigée par les dirigeants américains) et la masse du peuple.

Pour obtenir le succès il faut reviser complètement la conception du propagandiste. « *Nous devons revoir les méthodes de la propagande orale,* disait Maurice Thorez au Comité Central du 29 septembre 1950, *ne pas nous en tenir à quelques grandes réunions publiques, mais organiser une véritable armée de propagandistes, pour répandre la vérité dans les usines et dans les villages.* » Nous avons eu, en effet, trop longtemps tendance à confondre la propagande avec les meetings, et le propagandiste avec l'orateur.

Le propagandiste, c'est tout simplement le militant qui parle du Parti partout où il se trouve. Chaque militant doit être un propagandiste. Il suffit pour cela qu'il ait le sentiment de son devoir de parler du Parti, d'arracher les hommes un à un à l'influence de l'idéologie ennemie.

Ainsi seulement, peut être levée « l'armée de propagandistes » que demande Maurice Thorez. LA SPHÈRE D'ACTIVITÉ DE CHAQUE PROPAGANDISTE, de chaque militant, CE SONT SES AMITIÉS, ses relations personnelles AVEC LES OUVRIERS NON-COMMUNISTES OU LES GENS NON-COMMUNISTES DE SON ENTOURAGE. Car la propagande doit partir de ce qu'il y a dans la tête des gens qui ne sont pas communistes, et il n'est pas possible de faire du bon travail si l'on reste entre soi, sans discussion politique avec d'autres gens que les membres de la cellule. La « *Lettre à un travailleur socialiste* », écrite par le camarade Pierre Emile de Carmaux à son camarade socialiste Roger Babau, est un bon instrument de lutte contre le sectarisme, car elle montre sur quel ton fraternel on parle à des non-communistes : un ouvrier, même s'il est trompé par les calomnies de l'ennemi, ne peut pas être un ennemi pour un communiste.

Un militant qui a des amitiés de ce genre dans son entreprise ou dans son quartier est déjà bien armé pour faire le porte à porte. La campagne de signature pour l'appel de Stockholm nous a fait faire un grand pas en avant pour humaniser et diversifier notre

travail de propagande. Ceci doit être acquis pour notre travail quotidien. LE PORTE A PORTE pour faire pénétrer dans chaque foyer notre « *Programme électoral* » et pour en discuter avec chaque famille doit être considéré comme la MÉTHODE PRINCIPALE DE NOTRE PROPAGANDE ÉLECTORALE.

C'est elle qui est au point de départ des PETITES ASSEMBLÉES POPULAIRES DE DISCUSSION. Deux, trois ou quatre familles réunies pour discuter du Pacte à cinq, des revendications locales, du programme électoral du Parti, c'est déjà une petite assemblée populaire. Et il ne faut pas ici s'enfermer dans des schémas : dans le coron d'Albi, au Breuil, les femmes de l'Union des Femmes Françaises font des réunions les jours de beau temps dans un terrain vague où les mamans surveillent les jeux de leurs gosses et tricotent tout en écoutant et en discutant. Voilà une assemblée populaire. A l'arrêt d'un autobus parisien peut s'en faire une autre sur un sujet limité en quelques minutes. A la campagne, la diversité est plus nécessaire encore; aux repas en commun quand on « dépique » le blé, ou dans les veillées de la « despeloufrado » où l'on égrène le maïs en buvant une bouteille de vin et en racontant des histoires, on peut tenir ces petites assemblées populaires de discussion. Notre propagande doit être diverse et riche comme la vie. Elle doit s'adapter au caractère des hommes et au rythme des saisons.

Le Comité Central s'efforce de perfectionner les instruments de vulgarisation de notre propagande; les FICHES HEBDOMADAIRES de *France nouvelle* facilitent le travail des propagandistes déjà éprouvés et aide à former des milliers de propagandistes nouveaux. Il faut encore que nous rendions ces fiches plus simples, plus vivantes aussi et que nous fournissions des éléments pour des RÉUNIONS « SPÉCIALISÉES », en direction de couches sociales particulières. La fédération de l'Ardèche a déjà pris l'initiative de nombreuses réunions spécialisées : aux commerçants, aux vieux, aux prisonniers, aux Anciens Combattants, etc... C'est un travail efficace.

Les Fiches de propagande apportent une aide aux JOURNAUX DE CELLULES : elles s'efforcent de donner l'argument qui « cloue » l'adversaire. Chaque cellule peut ainsi, et en particulier *les cellules d'entreprises*, élever la conscience politique des ouvriers au cours de leur lutte et à partir de leur propre expérience, à condition de localiser le contenu de ces fiches.

D'autres fédérations ont lancé DES DIZAINES DE NOUVEAUX PROPAGANDISTES : la Meurthe-et-Moselle, le Tarn, le Lot-et-Garonne ont fait de grands efforts. A Castres, la cellule Augustin a lancé un défi à d'autres cellules pour le nombre de propagandistes formés, de réunions tenues, d'adhésions recueillies. Elle a déjà créé une cellule nouvelle, fait sept adhésions et recueilli des milliers de francs.

Lancer ainsi des propagandistes nouveaux a posé dès maintenant des problèmes : dans les réunions qu'ils tiennent, des questions ont été posées auxquelles ces camarades ont honnêtement répondu qu'ils s'informeraient avant d'apporter une solution. Ils ont soulevé ces problèmes en réunion de cellule et une discussion politique s'en est suivi. Pour aider les militants à répondre à toutes les questions, il est possible d'organiser des CONSULTATIONS : lorsque la cellule ou la section ont discuté sur une question sans pouvoir y répondre, elle doit écrire à *France nouvelle* et la réponse sera donnée comme le fait *l'Humanité* dans sa « campagne de vérité ». Aucune question ne doit rester sans réponse, Jdanov l'a souligné avec force :

« *Les différentes mesures prises par notre Parti,* dit-il, *nous valent toujours nombre de questions, de nombreux avis, et dans les comités de Parti, on dresse des listes de ces questions; mais très souvent on n'y répond pas, on élude les questions difficiles. C'est là une faute. Notre agitation doit être véridique, elle doit répondre à toutes les questions des ouvriers. Nous devons leur prêter attention et ne pas les laisser sans réponse. Car si nous n'y répondons pas, il se trouve quelqu'un d'autre pour y répondre; « la nature a horreur du vide... ».*

L'une des tâches décisives de notre propagande, c'est d'aider à la formation de « COMITÉS ÉLECTORAUX DANS LES ENTREPRISES ». Pour chaque grande corporation ouvrière : mineurs, métallurgiques, ouvriers du textile, cheminots, personnel de l'Electricité et du Gaz de France, etc..., il est aisé de faire la démonstration que les députés communistes se sont comportés à l'Assemblée en défenseurs conséquents des intérêts du peuple.

C'est parce qu'il est l'obstacle dressé contre la politique de guerre des impérialistes que le parti américain tout entier, du R.P.F. à la S.F.I.O., veut, sur l'ordre des milliardaires américains, écarter le Parti Communiste du Parlement. Il appartient donc à la classe ouvrière toute entière de prendre position pour défendre ses élus, ses délégués au Parlement comme elle défend ses délégués devant le patron. Une série de brochures, en direction de chaque corporation, aideront dans leur tâche les Comités électoraux d'entreprise. A partir de chaque revendication concrète, il est aisé de voir qui a bataillé pour elle.

Toute notre propagande doit être animée du même esprit : être enracinée dans les masses.

Une affiche n'est pas un article de journal. Une image, résumant concrètement les sentiments des masses et renvoyant à un mot d'ordre, à une action, est souvent plus efficace qu'un long texte. L'affiche du nazi qui vous met en joue avec sa mitraillette et qui évoque physiquement ce sentiment : vous aussi vous êtes visés, n'a besoin que de quelques mots : « *Contre ça... démilitarisation de l'Allemagne.* »

Tous ces instruments de travail, pour avoir toute leur efficacité, ne doivent pas rester dans les placards des fédérations, sections et cellules.

LES JOURNÉES D'ÉTUDES pour la propagande et la préparation de la campagne électorale ont pour objet d'organiser cette utilisation maxima de nos moyens de propagande.

Ces journées d'études permettront d'adapter le plan de travail fédéral aux nécessités de la campagne électorale, en traçant fortement les perspectives immédiates et lointaines du Parti.

Elles aideront les camarades à utiliser les Fiches publiées dans *France nouvelle* en les adaptant aux conditions locales, et à lancer de nouveaux propagandistes pour des milliers de petites réunions.

Elles prépareront, pour le collage des affiches, le porte à porte des brochures, la diffusion des tracts et de la presse, la mobilisation de masse du Parti pour la propagande, en vue de l'action de masse.

(Cet article a laissé délibérément de côté le problème de LA PRESSE qui exige une étude spéciale, mais il est bien évident que la presse et sa diffusion constituent une des armes essentielles de la lutte contre le mensonge et que L'HUMANITÉ est le PRINCIPAL ARSENAL DU MILITANT.)

Elles organiseront l'utilisation maxima des magnétophones, des tournées cinématographiques et des écoutes collectives des « VOIX DE

LA PAIX. » Inviter quelques voisins autour d'une tasse de café et leur faire écouter Budapest ou « Ce soir en France », avec les questions et réponses que cette audition soulèvera, c'est encore une forme de la « petite assemblée populaire ».

Enfin elles lieront très étroitement la souscription électorale à la diffusion de notre matériel de propagande. Les moyens mis en œuvre par les fauteurs de guerre pour nous combattre sont très grands : ils ont l'argent, nous avons les hommes. Mais cette lutte exige un effort sans précédent de notre Parti.

Le financement de notre campagne électorale reposera sur ce principe : UNE BROCHURE DONNÉE RAPPORTE PLUS QU'UNE BROCHURE VENDUE.

Au lieu d'installer la traditionnelle « table de littérature », il est recommandé aux camarades de distribuer gratuitement dès l'entrée dans nos réunions les brochures, adaptées au caractère de la réunion. Il faut pour cela utiliser le matériel édité spécialement pour la campagne électorale, mais aussi *vider les placards*. La table de littérature ne doit donc subsister que pour la vente des livres.

Cette distribution faite, il est nécessaire que l'orateur ou le président explique le financement de la propagande des autres : par l'Amérique, par les fonds secrets, par les trusts, et montre comment vit notre Parti, comme l'a fait magistralement Jacques Duclos lorsqu'il cloua Jules Moch au pilori dans sa brochure : « *Qui donc reçoit des fonds de l'étranger?* »

L'Humanité publiera une série d'articles pour donner à chacun toutes les informations nécessaires sur ces points.

L'intérêt de cette démonstration sera double : d'abord elle établira, sur des faits incontestables, le caractère de trahison et de guerre de la propagande ennemie en montrant qui la paye. Et elle révélera le caractère profondément national et populaire de notre Parti. Et un appel lancé sur cette base politique décuplera le rendement de la collecte. La collecte des fonds est un acte politique étroitement lié au contenu même de notre propagande et de notre action. Elle sera le meilleur témoin de l'efficacité de notre travail.

Telles sont les tâches et les méthodes de notre propagande.

Toute notre propagande doit être orientée en vue de créer les conditions d'un rassemblement de masses pour l'action.

« *La politique bolchévik,* disait Lénine, *consiste à guider les masses, non à les tenir en tutelle, mais à les conduire. Il ne s'agit pas de commander, mais de montrer aux masses le chemin, de les aider à trouver le juste chemin, un chemin réel vers un avenir réel, et à y progresser.* »

Le rôle de notre propagande dans cette action générale, c'est que la science marxiste-léniniste des lois du développement de la société, de la victoire du socialisme devienne le bien des masses populaires les plus larges, les inspire, les organise en vue de la lutte contre les forces sociales condamnées par l'histoire, en vue de la lutte pour la victoire du socialisme.

A la propagande de haine, de chauvinisme et de racisme bestial des fauteurs de guerre, les communistes opposent l'idée lumineuse de fraternité et d'amité entre les peuples. Et c'est le gage de notre victoire.

Nous allons plus loin, en avant, vers le communisme.
STALINE

Georges COGNIOT

LA CONSTRUCTION DU COMMUNISME ET LE ROLE DE L'ÉTAT SOVIÉTIQUE

Journellement, l'Etat soviétique montre à toute l'humanité quelles grandes victoires un peuple remporte lorsqu'il a secoué le joug de l'esclavage capitaliste. Le peuple de l'U. R. S. S. représente, dans le monde, le rempart principal de la paix, de la démocratie et du socialisme ; il appuie avec la plus grande efficacité la lutte pour l'indépendance des peuples asservis ou menacés par l'impérialisme, la résistance à la politique de conquête, le combat général pour la paix : tel est l'un des brillants résultats de la construction, depuis trente-trois ans, du premier Etat socialiste de l'histoire.

Comment cet Etat s'est-il édifié et s'édifie-t-il ? Quelles sont en particulier ses fonctions à l'étape actuelle ? Nous allons essayer de répondre à ces questions.

La fonction constructive de l'Etat socialiste

Marx a lui-même caractérisé le gouvernement de la période de transition du capitalisme au communisme. Il écrit :

> « *Entre la société capitaliste et la société communiste se situe la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond également une période de transition politique, où l'Etat ne saurait être autre chose que* LA DICTATURE RÉVOLUTIONNAIRE DU PROLÉTARIAT » (1).

La théorie de l'Etat ouvrier, de la dictature du prolétariat comme démocratie d'un type nouveau et supérieur a été précisée et enrichie, comme on sait, par Marx et Engels eux-mêmes, en particulier d'après l'expérience de la Commune de Paris.

Pour l'époque de l'histoire postérieure à celle qu'avaient connue Marx et Engels, l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, les développements nouveaux de la théorie ont été l'œuvre de Lénine et de Staline, qui ont donné un aspect achevé à la science de l'Etat.

Lénine a découvert le pouvoir des Soviets en tant que forme de la dictature du prolétariat. Il a insisté sur les alliés nécessai-

(1) Karl MARX : *Critique du programme de Gotha*, IV.

res à la classe ouvrière et défini cette dictature du prolétariat comme un mode particulier de l'alliance de la classe ouvrière avec les masses laborieuses (paysans et ensemble des couches petites-bourgeoises), sur lesquelles s'exerce son rôle dirigeant.

D'après Lénine, l'Etat est une donnée historique transitoire ; il n'est pas éternel. L'auteur de *L'Etat et la Révolution* établit les points suivants :

1. — La société capitaliste comporte un Etat. L'Etat est indispensable à la bourgeoisie, qui s'en sert pour maintenir le régime capitaliste de la production en réprimant les masses exploitées. De nos jours, l'Etat de la bourgeoisie, en protégeant un système économique et social qui a fait son temps, qui se survit à lui-même, freine le développement de la société et agit comme une force réactionnaire, vouée à la perte en dernière instance.

2. — La dictature du prolétariat est un Etat de type tout différent. L'Etat est indispensable au prolétariat. Mais cet Etat-ci, résolvant les problèmes qu'a fait mûrir le développement de la vie matérielle de la société et organisant la construction du socialisme et du communisme, agit comme une puissante force de progrès, qui accélère le rythme de la marche de la société au communisme.

3. — Dans la perspective de la société communiste, dépérissement de l'Etat.

En d'autres termes, l'Etat dépend étroitement de la société : Lénine montre « *le rôle d'outil joué par l'Etat comme organisation de la classe régnante* » (1). L'Etat et le droit se définissent par les rapports économiques existants ; ils sont l'expression concentrée des exigences économiques de la classe régnante, rendues par elle obligatoires pour tous les membres de la société.

Cette définition s'applique aussi à la dictature du prolétariat, qui réalise la domination de la classe ouvrière sur la bourgeoisie moyennant la sympathie et l'appui des masses laborieuses. Mais cette domination, cette violence destinée à écraser la résistance des exploiteurs, ne constitue pas, à elle seule, tout le contenu de la dictature du prolétariat. Dans son *Salut aux ouvriers hongrois*, qui avaient, en 1919, arboré dans leur pays le drapeau du pouvoir des Soviets, Lénine écrit :

> *« ... Ce n'est pas la violence seule, ni principalement la violence, qui fait le fond de la dictature du prolétariat. Son essence principale réside dans l'esprit d'organisation et de discipline du détachement avancé des travailleurs, de leur avant-garde, de leur unique dirigeant, le prolétariat. Son but est de créer le socialisme, de supprimer la division de la société en classes, de convertir en travailleurs tous les membres de la société, de priver de base toute exploitation de l'homme par l'homme* » (2).

Ainsi, un des aspects essentiels de la dictature du prolétariat selon Lénine est l'utilisation du pouvoir politique du prolétariat pour construire le socialisme.

---

(1) V.V. Nicolaiev : *Lénine sur l'Etat soviétique*, dans *Questions de philosophie*, 1950, n° 2, p. 52 (en russe).
(2) Lénine, *Œuvres choisies*, 1948, t. II, p. 575.

L'Etat organisateur de l'économie et éducateur de l'homme

En d'autres termes, l'Etat soviétique ne s'acquitte pas seulement de la fonction contraignante et liquidatrice à l'égard des anciennes classes exploiteuses ainsi que d'un rôle de défense de la société soviétique contre les ennemis du dehors. Il joue en même temps un rôle essentiellement réalisateur et créateur.

Lénine est parti de la différence profonde de la révolution bourgeoise et de la révolution prolétarienne pour définir avec force la gigantesque mission créatrice de l'Etat soviétique. Son raisonnement revient à montrer que le régime socialiste naissant sort sans doute du capitalisme, s'appuie sans doute sur des conditions matérielles qui se sont formées spontanément dans le sein du capitalisme (nouvelles forces productives, socialisation du travail), mais que pourtant les socialistes arrivant au pouvoir ne trouvent pas l'économie nouvelle constituée, comme ce fut le cas autrefois pour les révolutionnaires bourgeois. Le socialisme doit se construire consciemment, d'après un plan d'Etat, comme fruit de la création des masses que dirige le parti marxiste, armé de la science économique et sociale. Dans le cas de la révolution bourgeoise, la superstructure politique s'adapte à une base économique déjà formée ; dans le cas de la révolution prolétarienne, le socialisme triomphe d'abord dans le domaine politique et seulement ensuite dans le domaine économique. Lénine écrit :

> *« Ce qui distingue précisément une révolution socialiste d'une révolution bourgeoise, c'est que celle-ci a des formes toutes prêtes de rapports capitalistes, tandis que le pouvoir soviétique — prolétarien — ne bénéficie pas de rapports tout prêts, à moins que l'on ne tienne compte des formes les plus développées du capitalisme qui, au fond, n'ont gagné que quelques sommets de l'industrie et n'ont encore touché que très peu l'agriculture. L'organisation du recensement, le contrôle sur les grosses entreprises, la transformation de l'ensemble du mécanisme économique de l'Etat en une seule grande machine, en un organisme économique fonctionnant de telle sorte que des centaines de millions d'hommes sont dirigés d'après un plan unique — voilà l'immense tâche d'organisation qui nous incombait. Dans les conditions actuelles du travail, elle ne pouvait en aucune façon être accomplie par un « coup d'audace », comme nous avions pu le faire pour les tâches de la guerre civile »* (1).

On sait que Staline a établi la théorie complète de l'Etat socialiste. Commentant le texte ci-dessus de Lénine et d'autres semblables, il écrit :

> *« La tâche fondamentale de la révolution bourgeoise consiste à s'emparer du pouvoir et à le faire concorder avec l'économie bourgeoise existante, tandis que la tâche fondamentale de la révolution prolétarienne consiste, après s'être emparé du pouvoir, à édifier une économie nouvelle... ce pouvoir étant utilisé comme levier pour la refonte de la vieille économie et l'organisation de la nouvelle »* (2).

Parallèlement à sa mission de défense des conquêtes des

---

(1) LÉNINE, *Œuvres choisies*, t. II, pp. 344-345.
(2) STALINE, *Les Questions du Léninisme*, Paris, 1947, tome premier, pp. 121-122.

travailleurs contre l'ennemi intérieur et extérieur, l'Etat soviétique apparaît donc, dès le début, comme l'instrument principal de la construction de l'économie nouvelle, celle du socialisme et du communisme.

En élaborant la théorie de l'industrialisation socialiste, en montrant que l'industrialisation consiste essentiellement dans le développement de l'industrie lourde et de son noyau essentiel : la construction mécanique, Staline a créé la base matérielle du socialisme et assuré l'indépendance économique de l'U. R. S. S. En partant du plan de coopération dû à Lénine, il a formulé et appliqué la théorie de la collectivisation de l'économie agricole.

En même temps s'amorçait l'éducation communiste des masses. Lénine lui-même avait attaché la plus grande importance à la formation de la nouvelle discipline de travail ; il avait souligné la valeur de principe des « samedis communistes » comme expression de l'attitude nouvelle, de l'attitude communiste, par rapport au travail ; il avait posé la question de l'émulation socialiste.

D'un côté, donc, l'œuvre de l'Etat socialiste consiste à pratiquer une politique de progrès technique, à mettre sur pied une technique puissante. De l'autre côté, il faut former à l'esprit du communisme les hommes, maîtres de cette technique. Tels sont les deux facteurs qui ont déterminé et déterminent — étant donné la propriété sociale des instruments et moyens de production, si favorable au développement pratiquement illimité des forces productives — les rythmes d'accroissement élevés de la production socialiste. En U. R. S. S., la cadence annuelle d'augmentation de la production industrielle globale a été, depuis vingt ans, de 20 % en moyenne, soit dix fois plus qu'aux Etats-Unis.

Les deux phases de l'Etat soviétique

Cependant, une distinction s'impose. L'expérience historique a montré que dans le développement de l'Etat soviétique, dans la destruction des classes, il y a deux étapes, deux phases principales. Chacune des deux reflète un état déterminé de l'économie et de la structure de classe de la société : ce sont ces facteurs socio-économiques qui, joints à l'existence d'un entourage capitaliste de l'U. R. S. S., commandent dans chaque période les fonctions et la forme de l'Etat soviétique ; les changements radicaux, les changements qualitatifs de la société qui constituent la différence des phases, sont l'œuvre de l'Etat soviétique, mobilisant la classe ouvrière et les masses laborieuses.

Au cours de la première phase, toutes les classes exploiteuses (capitalistes et gros propriétaires fonciers, puis koulaks) sont liquidées comme classes par voie révolutionnaire et on élimine les *principales* différences entre la classe ouvrière et la paysannerie : cette phase est celle du passage du capitalisme au socialisme. Au cours de la deuxième phase, on voit l'économie socialiste se construire dans tout le pays, et disparaître progressivement les différences qui avaient subsisté entre la classe ouvrière et la paysannerie, ainsi que celles qui existent entre

ces classes et les intellectuels : cette phase est celle du passage graduel du socialisme au communisme. C'est la liquidation des koulaks comme classe sur la base de la collectivisation massive qui a marqué à la fois l'achèvement de la première phase et l'entrée dans la seconde, le « *bond effectué de l'ancien état qualitatif de la société à un nouvel état qualitatif, équivalant par ses conséquences à la Révolution d'octobre* 1917 » (1).

Dans la première phase, la phase inférieure de l'Etat soviétique, la dictature du prolétariat a pour mission principale, à l'intérieur du pays, d'un côté, d'écraser la résistance des classes exploiteuses renversées du pouvoir et de limiter méthodiquement leur développement économique en vue de les exproprier et de les liquider définitivement ; d'un autre côté, de guider les masses de travailleurs petits-bourgeois, surtout les masses paysannes, de façon à les faire entrer progressivement dans l'organisation de l'économie socialiste (exploitation coopérative). Le prolétariat vient seulement de s'ériger en classe dominante ; et parallèlement à la fonction de l'Etat soviétique en politique extérieure, — fonction qui est elle-même l'expression de la lutte de classe soutenue par le prolétariat victorieux contre l'impérialisme international, — la fonction de ce même Etat en politique intérieure consiste encore, pour une part primordiale, dans la lutte acharnée contre les classes exploiteuses.

Au terme de la première phase, cette fonction d'écrasement de l'ennemi intérieur dépérit, pour faire place à la fonction de protection de la propriété socialiste contre les voleurs et les dilapidateurs du bien public (loi du 7 août 1932) ; le mode de production socialiste est victorieux à la ville et à la campagne. C'est-à-dire que la classe ouvrière, la paysannerie kolkhozienne et les intellectuels soviétiques sont unis, en tant qu'ils travaillent tous dans le cadre d'un système économique unique, celui du socialisme. Le rapprochement économique a fourni la base inébranlable du rapprochement spirituel et idéologique ; les changements de fait survenus dans les rapports des ouvriers, des paysans et des intellectuels ont abouti à l'unité politique et morale de la société soviétique.

Dans la deuxième phase, la phase supérieure de l'Etat soviétique, la double fonction organisatrice et éducative du pouvoir, qui n'avait pas encore pu prendre « un sérieux développement » au cours de la première phase (2), devient fondamentale. Le centre de gravité est transféré, à l'intérieur du pays, de la lutte contre la bourgeoisie au « travail paisible » (3) : politique économique et formation communiste des masses, — sans que diminue, bien entendu, l'importance de la fonction extérieure de défense.

A chaque phase correspond une forme particulière de l'Etat soviétique. La Constitution de 1918 de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie et la Constitution de 1924 de l'U. R. S. S. définissent une forme d'Etat adaptée à la première phase, à la période où la mission fondamentale de l'Etat à l'intérieur du pays est l'écrasement de la résistance des exploi-

---

(1) *Histoire du P.C.* (b), chap. XI, § 2. (Edition de Moscou, 1949. p. 337.)
(2) STALINE, *Les Questions du Léninisme*, éd. citée, t. II, p. 304.
(3) *Ibid.*

teurs renversés, que ces constitutions privent du droit de vote. La Constitution stalinienne de 1936 définit une forme d'Etat adaptée à la deuxième phase, à la période où les classes exploiteuses sont déjà liquidées, où se réalise, sur la base des changements radicaux survenus dans l'économie et dans la composition de classe de la société, l'épanouissement total de la démocratie socialiste, avec suffrage universel, égal et direct, et vote secret.

« *Le temps est arrivé*, disait le camarade Molotov, en 1939, au XVIIIe Congrès du Parti bolchévik, *où passent en avant les tâches de caractère éducatif, les tâches d'éducation communiste des travailleurs.* »

Le rôle de l'Etat dans le passage graduel du socialisme au communisme

C'est l'Etat socialiste qui, sous la direction du Parti de Lénine et de Staline, est l'instrument principal du passage graduel du socialisme au communisme, de l'effacement des limites entre la classe ouvrière, la paysannerie et les intellectuels.

Ce passage du socialisme au communisme dépend de profondes transformations tant dans le domaine de la production matérielle que dans celui des superstructures idéologiques.

Dans le premier de ces deux domaines, on doit réaliser non seulement un immense accroissement du volume de la production, pour aboutir à l'abondance des biens matériels, mais une modification qualitative de sa base technique : c'est là une condition indispensable pour faire jouer le processus d'effacement des contradictions entre la ville et la campagne, comme aussi pour détruire la contradiction entre le travail manuel et le travail intellectuel, destruction exigeant encore plus de temps que la précédente.

Le développement économique de l'U. R. S. S. en direction du communisme est caractérisé notamment par l'œuvre grandiose de l'Etat soviétique en ce qui concerne la transformation de la nature, la modification de l'aspect de la terre soviétique dans l'intérêt du peuple. Les décisions de l'année 1950 sur l'établissement de gigantesques stations hydro-électriques, sur l'irrigation, sur le creusement d'immenses canaux s'intègrent à l'œuvre de création de la base matérielle et technique nécessaire pour réaliser l'abondance des produits et effacer la contradiction entre la ville et le village. Le passage de la première à la deuxième phase du communisme est lié en particulier à l'électrification de l'industrie et de l'agriculture : c'est pourquoi l'Etat soviétique attache tant d'importance à cette question. En 1940, l'U. R. S. S. produisait vingt fois plus d'énergie électrique qu'en 1913 ; le plan quinquennal d'après guerre prévoyait pour 1950 une production supérieure de 70 % à celle de 1940 ; en fait, la production a dépassé celle de 1940 de 87 %. Ainsi se constitue la base d'une mécanisation et d'une automatisation complètes de la production, qui doivent permettre la disparition des différences de classe entre ouvriers et paysans. Jamais encore

la science ne s'était vu assigner un tel rôle ; pour la première fois, elle est en mesure d'accomplir librement et pleinement sa mission : non seulement interpréter le monde, mais le transformer.

Les contradictions partielles qui se manifestent dans l'économie de l'U. R. S. S., de la société socialiste, ne sont pas des contradictions antagonistes : c'est pourquoi elles se résolvent non par les heurts des classes, mais par l'activité consciente des millions de citoyens, organisée par l'Etat et le Parti, dans les conditions nouvelles de l'unité morale et politique du peuple, unité qui, pénétrant toute la société, représente une force de développement d'une puissance sans précédent dans l'histoire.

Comme exemple des contradictions partielles dont nous parlons, F. V. Constantinov (1) cite la contradiction entre, d'une part, la technique avancée appliquée aujourd'hui dans l'agriculture, les énormes possibilités du système kolkhozien, et, d'autre part, l'existence d'une multitude de petits kolkhoz, qui rend difficile l'utilisation pleine et entière de la technique moderne et l'exploitation de toutes les possibilités tant économiques que culturelles du socialisme. Or, comment cette contradiction se résout-elle présentement ? Elle se résout grâce à l'Etat soviétique et au Parti bolchévik, par de paisibles voies d'organisation, moyennant le renforcement des kolkhoz.

Pour surmonter la contradiction entre la ville et la campagne, pour hausser le village au niveau de la ville socialiste et rapprocher entièrement le travail rural du travail industriel, il faut avant tout assurer le progrès des forces productives en agriculture, poser les conditions techniques du développement qui aboutira à la fusion des deux formes actuelles de la propriété socialiste, la propriété de l'Etat socialiste et la propriété coopérative des kolkhoz.

Un temps viendra, en effet, où la forme kolkhozienne de la propriété sociale disparaîtra en cédant la place à la propriété nationale des moyens de production. Ce passage de la forme inférieure à la forme supérieure se prépare d'ores et déjà dans la mesure où l'importance relative de la propriété nationale augmente dans l'économie rurale en raison de l'agrandissement du parc des stations de machines et tracteurs, des progrès de la mécanisation, tandis que diminue l'importance relative des moyens de production appartenant aux coopératives kolkhoziennes.

Le Parti et le gouvernement n'épargnent aucun effort pour accélérer la mécanisation de l'économie rurale. Dès 1940, les travaux de préparation des champs à l'ensemencement étaient mécanisés à 66,6 % pour les cultures de printemps et 82,1 % pour les cultures d'automne. Dans les kolkhoz, plus de 90 % de tous les labourages de la campagne 1950 ont été faits au tracteur et la moitié des superficies cultivées en céréales ont été récoltées à l'aide des machines « combinées ». Ces améliorations techniques aident à rapprocher la forme kolkhozienne de la propriété et sa forme d'Etat, à lier celle-là à celle-ci. Les stations de machines et de tracteurs, entreprises d'Etat où sont

(1) F.V. CONSTANTINOV, *Contre le dogmatisme et la science des écritures saintes*, dans *Questions de philosophie*, 1950, n° 3, p. 106 (en russe).

concentrés les principaux instruments de la production agricole (tracteurs, machines combinées, etc.), jouent le rôle d'introducteurs de la haute technique industrielle dans l'économie rurale.

L'accroissement des forces productives sur l'initiative de l'Etat soviétique est donc la première condition du passage graduel du socialisme au communisme ; de la liquidation des différences entre ouvriers et paysans, ainsi qu'entre le travail physique et le travail intellectuel ; de la transition de la société socialiste, où il y a encore des classes et des différences entre les classes, à la société sans classes, avec complet effacement des stigmates du capitalisme et réalisation du principe : « *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.* »

Un tel passage équivaut à un bond, à un changement de qualité, mais dans les limites d'une seule et même formation socio-économique, sur la base d'un seul et même mode de production : le mode socialiste. L'effacement des différences de classe se produit par la lutte du nouveau contre l'ancien ; toutefois « cette lutte se distingue radicalement de la lutte de classe dans la société antagoniste ainsi que de cette lutte de classe qui s'est déroulée en U.R.S.S. dans la période de passage du capitalisme au socialisme, jusqu'à la liquidation des classes exploiteuses » (1). Toute l'acuité de la lutte de classe, en ce qui concerne l'U.R.S.S., est transférée maintenant sur l'arène internationale.

Le bond qualitatif à l'intérieur s'accomplit sans explosion puisqu'il a lieu *sur l'initiative et sous la direction de l'Etat socialiste.*

Aux moyens économiques, l'Etat socialiste joint les moyens éducatifs. Son but est de rendre tous les ouvriers et tous les paysans instruits et cultivés, de les élever au niveau qui est celui des techniciens et des ingénieurs. Le mouvement stakhanoviste, en particulier, sert à hausser les paysans et les ouvriers à ce niveau supérieur. Les liens de la science et de la production se renforcent sans cesse.

Il n'y a plus en U.R.S.S. de classes hostiles ; par conséquent, il n'y a plus de heurts de classe à l'intérieur du pays. Mais il reste la force des vieilles habitudes et routines ; il reste des survivances du capitalisme dans les consciences, et ces survivances, l'entourage capitaliste s'acharne à les rendre actives, à les perpétuer, à en profiter.

Les survivances de l'esprit du propriétaire privé se sont manifestées dans la vie économique, et de temps en temps se manifestent encore, sous la forme de dissipation des terres des kolkhoz, d'attitude non socialiste par rapport à la propriété publique, de violation de la discipline du travail, de refus de l'individu de travailler selon ses capacités. A la différence des ouvriers, liés uniquement à la forme supérieure de la propriété socialiste : la propriété nationale, les paysans kolkhoziens sont liés, dans leur travail, à la fois à la propriété nationale (Stations de machines et tracteurs, terre appartenant à l'Etat) et à la propriété coopérative (moyens de production appartenant à

---

(1) T. Goubariev, *De la destruction des différences de classe en U.R.S.S.*, dans *le Bolchévik*, 1951, n° 5, p. 28 (en russe).

chaque kolkhoz) et ils diffèrent des ouvriers par le degré de conscience et d'organisation ; tous n'ont pas pu se défaire d'un coup de la psychologie du petit propriétaire. Dans la vie politique, les survivances du capitalisme s'expriment par des phénomènes le bureaucratie qui sapent l'initiative créatrice des masses, par des violations de la légalité socialiste, etc. Une lutte analogue se déroule aussi sur le secteur idéologique : on y livre bataille aux théories bourgeoises qui freinent le développement de la philosophie et de la science, de la littérature et de l'art soviétiques et gênent l'éducation communiste des masses. Les débats sur les questions de philosophie, de biologie, de linguistique, de physiologie, ont montré que la science la plus avancée du monde, la science soviétique, se développe dans une lutte incessante contre l'idéalisme, la métaphysique, toutes les conceptions réactionnaires qui règnent dans les pays capitalistes.

La complexité de tels problèmes fait sentir toute l'importance du rôle de l'Etat soviétique dans la phase actuelle de son développement. Par sa double fonction d'organisateur de l'économie et de propagateur de la culture communiste, l'Etat apparaît comme l'instrument capital de l'élimination des différences de classe subsistantes et du passage graduel du socialisme au communisme.

Le renforcement nécessaire de l'Etat soviétique

De même que Marx et Engels, en ce qui concerne la lutte révolutionnaire contre le régime capitaliste, avaient déjà souligné l'importance extraordinaire des conditions subjectives du succès : conscience socialiste du prolétariat, degré d'organisation et de cohésion de ce prolétariat autour de son parti politique, de même le rôle des facteurs subjectifs, — Etat soviétique et Parti bolchévik en tête, — est primordial, nous venons de le voir, dans la lutte pour la construction de l'économie du communisme et l'élimination des différences de classe.

On ne saurait trop rappeler les indications que Lénine lui-même prodigue, dès 1918, sur le renforcement nécessaire de l'Etat soviétique. Au VIIe Congrès du Parti, le 8 mars, Lénine réfute les tentatives pernicieuses de Boukharine d'inclure dans le programme du Parti un point sur le dépérissement de l'Etat en déclarant :

> « *A l'heure actuelle, nous défendons absolument l'Etat... Proclamer par avance le dépérissement de l'Etat sera une violation de la perspective historique.* »

A l'appel de Lénine, les propositions de Boukharine furent rejetées.

> « *La prise du pouvoir,* écrit de son côté Staline, *n'est que le commencement de la tâche. La bourgeoisie, renversée dans un pays, reste longtemps encore, pour bien des raisons, plus forte que le prolétariat qui l'a renversée. C'est pourquoi* LE TOUT EST DE GARDER LE POUVOIR, DE LE CONSOLIDER, DE LE RENDRE INVINCIBLE. » (1) (souligné par moi, G. C.).

(1) STALINE, *Les questions du léninisme*, éd. citée, t. I, p. 34.

Renforcer l'Etat soviétique, tel est donc l'objectif central. Dans son rapport au XVIe Congrès du Parti bolchévik (1930), Staline décrit avec une parfaite netteté la tendance fondamentale du développement de l'Etat socialiste :

> « *Nous sommes pour le dépérissement de l'Etat. Et dans le même temps, nous sommes partisans du renforcement de la dictature du prolétariat, qui est le pouvoir le plus puissant et le plus vigoureux de tous les pouvoirs d'Etat ayant existé jusqu'à ce jour. Le développement suprême du pouvoir d'Etat afin de préparer les conditions pour le dépérissement du pouvoir d'Etat, telle est la formule marxiste.* » (1).

De même, au XVIIe Congrès du Parti (1934), Staline souligne que la société sans classes ne viendra pas spontanément :

> « *Il faut la conquérir et la bâtir par les efforts de tous les travailleurs, en renforçant les organismes de la dictature du prolétariat, en développant la lutte de classe, en supprimant les classes, en liquidant les restes des classes capitalistes, en luttant contre l'ennemi aussi bien intérieur qu'extérieur.* » (2).

En novembre 1936, dans son rapport sur le projet de constitution de l'U.R.S.S., Staline réfute la critique bourgeoise de la Constitution nouvelle :

> « *Si l'élargissement de la base de la dictature de la classe ouvrière et la transformation de la dictature en un système plus souple, et par conséquent plus puissant, de direction politique de la société, sont interprétés par eux, non comme un renforcement de la dictature de la classe ouvrière, mais comme son affaiblissement ou même son abandon, il est permis de demander : ces messieurs savent-ils en général ce que c'est que la dictature de la classe ouvrière ?* » (3).

Concluons : l'idée du renforcement de l'Etat soviétique se retrouve dans toutes les déclarations de Staline relatives à la question de l'Etat.

En dressant le bilan de l'Etat soviétique dans sa lettre du 28 juillet 1950 au camarade Kholopov, Staline montre encore que,

> ...« *étant donné l'encerclement capitaliste, alors que la victoire de la révolution socialiste n'a eu lieu que dans un seul pays et que le capitalisme domine dans tous les autres, le pays de la révolution victorieuse doit non pas affaiblir, mais consolider par tous les moyens son Etat, les organismes d'Etat, les services de renseignements, l'armée, si ce pays ne veut pas être écrasé par l'encerclement capitaliste* » (4).

A maintes reprises, les espions boukhariniens et trotskistes ont tenté de rabaisser en U.R.S.S. le rôle de l'Etat socialiste comme instrument principal des ouvriers et des paysans pour édifier le socialisme et le communisme et défendre leurs conquêtes contre l'ennemi du dehors. Jouant aux talmudistes, aux partisans de la lettre du marxisme, les Zinoviev et les Trotski ont essayé en 1927 d'utiliser à leurs fins une vieille formule d'Engels sur le dépérissement de l'Etat après la victoire

---

(1) STALINE, *Les questions du léninisme*, édit. de 1939, t. II, p. 187.

(2) STALINE, *Les questions du léninisme*, édit. de 1947, t. II, p. 175.

(3) Ouvr. cité, t. II, p. 225.

(4) STALINE, *Trois lettres sur la linguistique*, dans *Cahiers du Communisme*, n° 9, 1950, pp. 20-21.

de la révolution socialiste. Staline les confondit en montrant que, si Engels était vivant, il renoncerait lui-même à sa formule dépassée : « Au diable les vieilles formules, vive la Révolution victorieuse en U.R.S.S. ! »

La Révolution ne s'est pas produite dans tous les pays avancés simultanément, ou dans la majorité, comme Engels le supposait ; elle s'est produite d'abord dans un seul pays, placé dans un entourage capitaliste, et ce pays doit donc renforcer son Etat s'il ne veut pas périr. Les commentateurs de textes sacrés et les talmudistes demandaient au Parti bolchévik de préparer le dépérissement le plus rapide de l'Etat et de ses organes ; ils demandaient la suppression de l'armée permanente, la dissolution des Soviets locaux et leur remplacement par les directions de kolkhoz, etc. Tout le monde constate aujourd'hui que si le Parti bolchévik avait suivi ces laudateurs du dogme ancien, il se serait trouvé désarmé devant l'ennemi au jour de l'épreuve. La formule d'Engels ne s'applique pas à des conditions toutes nouvelles, totalement imprévues d'Engels. Elle n'est bonne que pour la période où

> ...« *la victoire progressive du socialisme dans différents pays conduira à la victoire du socialisme dans la plupart des pays.* » (1).

Ainsi, sous la direction de Staline, le Parti bolchévik a réduit à néant les tentatives d'affaiblir l'Etat soviétique.

Stabilité du pouvoir soviétique

L'Etat soviétique, en tant qu'Etat socialiste, se caractérise par sa stabilité. Il n'est pas sujet, — nous l'avons déjà indiqué plus haut, — aux explosions, aux ruptures révolutionnaires violentes. Staline montre que, par exemple, la transformation révolutionnaire du village s'est accomplie en U.R.S.S. sur l'initiative du pouvoir existant et non contre lui. Ce bond, qui a porté la société soviétique à un nouvel état qualitatif, a été organisé d'en haut, c'est-à-dire par l'Etat soviétique lui-même, avec l'appui d'en bas, c'est-à-dire l'appui de la masse fondamentale des paysans.

Sous la direction du Parti bolchévik, l'Etat soviétique a préparé graduellement le passage du village du régime bourgeois au régime socialiste ; il a réalisé avec patience et ténacité les conditions nécessaires pour liquider les éléments capitalistes ; il a rendu possible l'adhésion des masses paysannes à la collectivisation en créant les prémisses matérielles et politiques requises. Les meilleurs dirigeants de l'Etat et du Parti ont notamment dénoncé et ruiné les « théories » favorables aux koulaks et visant à la restauration du capitalisme : Staline a démasqué l'ennemi du peuple, Boukharine, qui prêchait le passage spontané et automatique du village au socialisme en réduisant à néant le rôle transformateur de l'Etat soviétique.

Staline a montré que, si dans le passé, le village avait suivi spontanément la ville capitaliste, cela tenait en ce temps à l'unité de type de la ville et du village, ce dernier ayant lui aussi pour base la propriété privée des moyens de production ; au

(1) *Ibid.*, p. 21.

contraire, le village, tant qu'il conserve cette même base, ne suivra jamais spontanément la ville socialiste : il y faut l'influence consciente et méthodique de la ville socialiste, de l'Etat socialiste sur le village en train de se transformer, leur aide organisée. La révolution rurale se fait par en haut, — moyennant, bien entendu, l'appui d'en bas.

> « *Il faut dire, en général,* écrit Staline, *à l'intention des camarades qui se passionnent pour les explosions, que la loi présidant au passage de la qualité ancienne à une qualité nouvelle au moyen d'explosions n'est pas seulement inapplicable à l'histoire du développement de la langue, mais qu'on ne saurait non plus l'appliquer toujours à d'autres phénomènes sociaux se rapportant à la base ou à la superstructure. Elle est obligatoire pour une société divisée en classes hostiles. Mais elle ne l'est pas du tout pour une société qui ne comporte pas de classes hostiles. Pendant huit à dix ans, nous avons effectué dans l'agriculture de notre pays le passage du régime bourgeois, du régime de l'exploitation paysanne individuelle, au régime kolkhozien, socialiste. Ce fut une révolution, qui a liquidé l'ancien régime économique bourgeois à la campagne et créé un régime nouveau, socialiste. Cependant cette transformation radicale ne s'est pas faite par voie d'explosion, c'est-à-dire par le renversement du pouvoir existant et la création d'un pouvoir nouveau, mais par le passage graduel de l'ancien régime bourgeois à la campagne à un régime nouveau. On a pu le faire parce que c'était une révolution d'en haut, parce que la transformation radicale a été faite sur l'initiative du pouvoir existant avec l'appui de la masse essentielle de la paysannerie.* » (1).

Quelle richesse dans ces quelques lignes ! Le rôle créateur, le rôle révolutionnaire grandiose de l'Etat socialiste, — sa particularité d'être appuyé en toute initiative par la masse des travailleurs, — sa cohésion et sa solidité sans précédent, tout est mis ici en lumière avec la netteté et la force de conviction qui caractérisent le camarade Staline.

Qu'adviendra-t-il de l'Etat sous le communisme ?

Ainsi que Staline l'a exposé au XVIIIe Congrès du Parti bolchévik, l'Etat sera conservé si le communisme triomphe en U.R.S.S. avant que la révolution socialiste ne réussisse dans les pays européens en retard et en Amérique, c'est-à-dire s'il arrive que l'entourage capitaliste subsiste et que le danger d'attaques militaires de l'extérieur n'ait pas disparu. Dans ces conditions, on aura affaire à « *un puissant Etat communiste montant la garde de la paix et de l'indépendance de la société communiste* » (2).

Ce qui est sûr en tout cas, c'est que le développement de l'U.R.S.S. s'accomplit en suivant en tout point la ligne du renforcement de l'Etat soviétique. Il n'en va pas autrement, comme l'expérience l'indique, des nouveaux Etats de démocratie populaire.

L'Etat socialiste, force de liberté

Les analyses qui précèdent nous montrent que le régime socialiste introduit une qualité entièrement nouvelle dans les

(1) STALINE, *A propos du marxisme en linguistique*, dans *Cahiers du Communisme*, n° 8, 1950, p. 28.
(2) F.V. CONSTANTINOV, art. cité, p. 102.

rapports entre la base économique et la superstructure idéologique comprenant le pouvoir d'Etat. Dans les conditions de la société soviétique, reposant sur la propriété socialiste des moyens de production, l'Etat apparaît comme une force décisive, exerçant une action consciente, planifiée et créatrice sur le développement économique de la société, ce qui est absolument exclu dans le régime capitaliste où l'Etat est soumis à l'économie. Agissant sous l'impulsion du Parti bolchévik, force dirigeante de tout le système de la dictature du prolétariat, l'Etat soviétique réalise l'unité de la direction politique et de la direction économique de la société. En régime socialiste, les lois du développement économique et social cessent d'agir comme des forces aveugles et fatales, indépendantes des hommes et régnant sur eux. Ce sont maintenant des forces connues des hommes et dociles à leur volonté : elles sont utilisées et dirigées par l'Etat soviétique au service de la construction du communisme. L'Etat et la société soviétiques sont maîtres de tous les leviers d'action (1). En ce sens déjà, le socialisme donne la liberté à l'humanité.

Mais la liberté s'affirme aussi dans les méthodes politiques du socialisme.

En effet, nous avons constaté que Parti bolchévik et Etat soviétique utilisent en premier chef, pour construire le communisme, la méthode d'éducation et de diffusion de la culture, la méthode de conviction. Diriger, d'après Staline, c'est convaincre les masses de la justesse de la politique qu'on applique, Si la direction bolchévique est forte et invincible, c'est parce qu'elle repose sur l'union inébranlable avec les masses. La méthode de conviction est ainsi la méthode fondamentale pour faire une réalité des buts grandioses de l'Etat soviétique : la vie, la création, la pensée active des masses, tel est son secret, loin qu'il puisse avancer par les procédés formels, le commandement, la bureaucratie. L'Etat soviétique dans la phase actuelle est caractérisé essentiellement par la fonction d'éducation, en même temps que par la fonction d'organisation de l'économie et par celle de défense contre l'ennemi du dehors. En ceci apparaît une nouvelle différence fondamentale entre l'Etat socialiste et l'Etat impérialiste, dont les fonctions, à l'intérieur, se réduisent de plus en plus à l'emploi de la contrainte et de la violence pour maintenir les privilèges ébranlés de la classe régnante.

A la méthode capitaliste de la matraque s'oppose la méthode soviétique de la conviction ; à la réaction du régime impérialiste, la liberté du régime socialiste.

---

(1) G.A.S. Fédosséiev, *A propos du rôle créateur de l'Etat et du droit soviétique dans la construction de la société socialiste et communiste*, dans la revue *l'Etat et le droit soviétique*, 1949, n° 11.

André VIEUGUET

LA LUTTE CONTRE LA PROVOCATION POLICIÈRE

Dans sa résolution sur la provocation policière de Grenay publiée dans *l'Humanité* du 7 avril dernier et reprise en « Document » dans ce numéro, le Bureau Politique appelait une fois de plus tous les membres du Parti à tenir compte en toutes circonstances de l'avertissement donné par notre secrétaire général, Maurice Thorez, au XIIe Congrès du Parti :

> « *Le Parti doit faire preuve d'une ferme vigilance révolutionnaire pour dépister, démasquer et rejeter loin de lui les éléments troubles, policiers, mouchards, provocateurs que la bourgeoisie cherche et cherchera à introduire dans nos rangs.* »

Cet avertissement de Maurice Thorez était fondé sur sa connaissance approfondie de l'expérience du mouvement ouvrier, sur sa clairvoyante appréciation de l'aggravation très aiguë de la lutte de classes dans notre pays et sur sa ferme application des enseignements de Lénine et de Staline.

La provocation dans les rangs de la classe ouvrière et du mouvement démocratique est un des moyens utilisés par la bourgeoisie pour assurer sa domination de classe dès la naissance du prolétariat.

Dès le début elle est dirigée contre les forces les plus progressives dans le moment donné.

La provocation dans l'histoire du mouvement ouvrier français

Le premier ministère de la police est à peine créé, au début de l'année 1796, qu'il glisse un policier dans la conjuration dirigée par Babeuf, le plus grand des précurseurs du communisme à l'époque de la Révolution bourgeoise française, qu'il monte une provocation sanglante au camp de Grenelle et qu'il exécute par la guillotine et les fusillades les chefs héroïques de la Conjuration des Egaux.

En mars 1848, la police fabrique le faux Taschereau pour porter atteinte au prestige d'Auguste Blanqui, le plus grand lutteur révolutionnaire de toute la période qui s'étend entre 1827 et 1881 (1).

Sous le second Empire le recours aux méthodes de la provocation policière devient plus fréquent. C'est la période du grand essor du

(1) Voir l'étude d'André MARTY : « Quelques aspects de l'activité de Blanqui », *Cahiers du Communisme* d'avril 1951, p. 397.

capitalisme, de la croissance rapide du prolétariat. En juin 1848, la classe ouvrière avait mené ses premières grandes luttes indépendantes. La police s'attaque avec violence et sans merci aux sections françaises de la première Internationale en formation.

En 1871, pour la première fois, avec la Commune de Paris, « *au lieu de continuer d'être l'agent du gouvernement central, la police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un agent de la Commune, responsable et à tout instant révocable* » (Karl Marx : *La Guerre civile en France*).

A partir de 1876, quelques années seulement après la grande saignée et la terreur qui vinrent à bout de l'héroïque Commune de Paris, des congrès ouvriers nationaux se succèdent. Les syndicats renaissent. En 1880, avec Jules Guesde, le Parti Ouvrier Français est fondé. C'est le premier parti politique de classe, avec un programme, une organisation, une discipline.

Le gouvernement a besoin du vote rapide des « lois scélérates » pour diriger sa répression contre les militants socialistes. Il obtiendra ce vote grâce aux services de sa police qui feront exploser plusieurs bombes à Paris.

En 1893, la bombe de l'anarchiste Vaillant éclate en pleine Chambre des Députés. Sans qu'il s'en doutât, les éléments de cette misérable « boîte à clous » avaient été fournis par le laboratoire municipal.

Au cours des dernières décades du XIXe siècle et au début du XXe, le capitalisme de libre concurrence se transforme en capitalisme de monopole. C'est l'époque de l'impérialisme qui permet la corruption de l'aristocratie ouvrière grâce à un gigantesque surprofit tiré de l'exploitation des pays coloniaux et dépendants. A cette époque du capitalisme pourrissant, la bourgeoisie essaiera systématiquement d'introduire ses agents au sein du mouvement ouvrier pour y provoquer ou maintenir la scission, pour provoquer ou aggraver la rupture entre les organisations syndicales en plein essor et le parti ouvrier guesdiste.

Dans la série des renégats, Briand figure en bonne place. Voici ce qu'écrivait au ministre de l'Intérieur le préfet de la Loire-Inférieure dans une lettre du 28 octobre 1894 écrite au lendemain du Congrès de Nantes :

> « *Un antagonisme profond, des rivalités aiguës se sont révélés entre la Fédération des Bourses du Travail et la Fédération des Syndicats... Par la suite il serait possible de tirer parti de ces divisions qui ne semblent pas devoir s'éteindre de sitôt. Il convient de remarquer que M. Briand qui les a entretenues et envenimées pourrait être utilisé dans le but de les perpétuer. Besogneux, ayant des passions ardentes, dominé par de grands appétits, d'une inconstance morale rare, il ne paraît pas être à l'abri des besoins d'argent. Aux élections de* 1889, *candidat contre M. Fidèle Simon, il a permis de constater que des tentatives pouvaient être faites avec succès dans ce sens auprès de lui* » (1).

Voilà un exemple précis des méthodes employées par les polices bourgeoises dans la lutte antiouvrière.

---

(1) Voir l'article de Pierre DEYON dans *la Nouvelle Critique*, n° 16.

Les trahisons des Briand, Millerand ou Viviani n'ont cependant pu arrêter l'essor du mouvement ouvrier.

Malgré la répression violente, les arrestations préventives, l'emploi de la force armée contre les travailleurs, les fusillades de Fourmies, la journée du 1er mai 1891 eut un retentissement considérable dans toute la classe ouvrière.

La Confédération Générale du Travail est constituée au Congrès de Limoges en 1895.

Le Parti Socialiste Unifié se forme en 1905.

Le 1er mai 1906, on dénombre officiellement 120.000 grévistes à Paris; malgré l'état de siège maintenu par un service d'ordre de 50.000 hommes, l'activité de la capitale est complètement arrêtée. Les travailleurs du Livre obtiennent ce jour-là la journée de neuf heures.

La bourgeoisie a peur. Sa « belle époque » est de plus en plus menacée!

Clemenceau embrigade dans sa police politique comme délateur et provocateur Lucien Métivier, secrétaire du syndicat des biscuitiers de la Seine. Pendant plusieurs années, en particulier de 1908 à 1911, ce flic camouflé réussira à occuper des postes de confiance dans les organisations syndicales, à se glisser dans les manifestations et il pourra faire impunément de nombreuses victimes et préparer des arrestations massives.

La classe ouvrière française n'avait pas encore son véritable parti révolutionnaire capable de l'armer en face des traîtres et des provocateurs.

Provocations antisoviétiques et anticommunistes

Après la victoire de la Révolution Socialiste d'Octobre en Russie, l'histoire est dominée par la grande compétition historique des deux systèmes : le capitalisme et le socialisme.

L'Internationale Communiste est constituée en mars 1919.

Des Partis communistes se forment dans le monde entier.

Le mouvement national de libération se développe dans les colonies.

Dès lors, la bourgeoisie de tous les pays capitalistes dirigera ses provocations contre l'U.R.S.S., contre les communistes et, dans les pays coloniaux et dépendants, contre les forces de libération nationale.

Dans l'histoire du mouvement ouvrier international, les provocations sont nombreuses au cours des années d'essor révolutionnaire de 1918 à 1921, mais elles prendront encore plus d'ampleur à partir de 1927 quand les pays capitalistes verront dans l'affermissement de l'économie socialiste de l'U.R.S.S. une menace pour l'existence même du système capitaliste.

En mai 1927, les conservateurs anglais organisent un raid de provocation au siège de « l'Arcos » (Société Soviétique pour le Commerce avec l'Angleterre). Le 26 mai, le gouvernement annonce la rupture des relations diplomatiques et commerciales de l'Angleterre avec l'U.R.S.S. Le 7 juin, à Varsovie, un garde blanc russe naturalisé polonais assassine l'ambassadeur de l'U.R.S.S., Voïkov. En même temps, des espions et des agents de diversion anglais jettent des bombes dans le club du Parti à Léningrad.

Au cours de l'été, des raids furent accomplis presque simultané-

ment sur les ambassades et les représentations commerciales soviétiques de Berlin, Pékin, Shangaï, Tien-Tsin.

Autant d'actes procédant du désir de provoquer une guerre contre l'Union Soviétique.

C'est seulement grâce à la ferme politique de paix de l'U.R.S.S. que ces manœuvres provocatrices des fomentateurs de guerre ont fait fiasco (1).

Ce sont les Russes blancs qui sont au premier rang pour fournir les espions et les assassins dont les impérialistes ont besoin pour préparer la guerre contre le premier Etat socialiste victorieux.

Le 6 mai 1932, c'est un cosaque blanc, Gorgoulov, qui assassine le Président de la République, Paul Doumer.

Tardieu lance un communiqué où on présente l'assassin comme un « néo-bolchévik », agent de la IIIe Internationale et où l'on va jusqu'à accuser *l'Humanité* de complicité... parce qu'elle a trop vite dénoncé l'action terroriste des blancs! L'attentat a lieu en pleine agression japonaise en Mandchourie et en Chine, après deux attentats de même nature : l'un tenté contre l'ambassadeur japonais, l'autre exécuté contre un conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Moscou, en plein essor de la quatrième et dernière année du premier plan quinquennal en U.R.S.S. La date de l'assassinat de Doumer tombe entre le premier et le deuxième tour des élections en France. (C'est ainsi que, grâce à la confusion créée par la presse gouvernementale, notre camarade Jacques Duclos fut battu de 140 voix au second tour par Déat.)

Le but antisoviétique, anticommuniste du crime est clair!

Il s'agissait à la fois d'étrangler le Parti Communiste Français et de provoquer à la guerre contre l'Union Soviétique.

Des précisions décisives arrivent de l'U.R.S.S. : Gorgoulov est un assassin notoire de révolutionnaires, un cosaque blanc du général Liakhov, dont la famille habite chez le juge d'instruction Fougery que Tardieu a fait justement désigner pour instruire l'affaire. Grâce à la clarté faite par l'Union Soviétique et à l'action de notre Parti, la provocation des fauteurs de guerre a finalement échoué.

En janvier 1933, Hitler accède au pouvoir en Allemagne. La bourgeoisie qui n'est plus en mesure d'exercer le pouvoir par les vieilles méthodes de la démocratie bourgeoise est obligée d'avoir recours aux méthodes terroristes de gouvernement. Ne pouvant plus trouver d'issue dans une politique extérieure de paix, elle se lance dans la politique de guerre et l'aventurisme criminel.

En incendiant le Reichstag le 27 février 1933, en accusant Dimitrov et en montant le procès de Leipzig, le fascisme allemand prétend au rôle de gendarme européen contre le communisme.

> « *En bref, le procès fut une provocation, comme le fut aussi l'incendie du Reichstag. Le procès était destiné à couvrir les incendiaires. On voulait rejeter sur d'autres son propre crime. Cependant, conformément aux lois de la dialectique, aux lois de la lutte de classe du prolétariat, le procès a tourné en son propre contraire...*
>
> « *Ce procès anticommuniste est devenu une grandiose démonstration antifasciste.* » (Déclaration de Dimitrov à son arrivée à Moscou, le 27 février 1934.)

---

(1) Voir *l'Histoire du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.*, chap. X, § 1.

Dimitrov donna l'exemple de l'attitude que doivent avoir les communistes devant un tribunal bourgeois. Sa libération fut le résultat de la pression prodigieuse du mouvement ouvrier mondial.

Une remarque s'impose : alors qu'il suffisait d'un capitaine de demi-brigade et de deux ou trois provocateurs pour que le gouvernement du Directoire exterminât la Conjuration des Egaux avec Babeuf à sa tête, il ne suffit plus, à peine cent quarante ans plus tard, de la mobilisation totale de tous les appareils de la police, de la justice, du ministère de la propagande et du parti nazi, appareils colossaux de la machine d'Etat hitlérienne, pour réussir la mise en scène d'un « complot communiste international ».

La bourgeoisie a développé ses méthodes de provocation avec une grande ampleur, en raison même de son affaiblissement en face de l'essor du mouvement ouvrier, mais la classe ouvrière de tous les pays dispose alors de véritables Partis communistes et ouvriers, guidés par l'Internationale Communiste, par l'exemple du glorieux Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.

C'est le Parti de Lénine et de Staline qui apporte au mouvement ouvrier international l'expérience la plus élevée de la lutte contre les traîtres, les espions et les provocateurs.

Les procès de Moscou, en 1936-1937, révélèrent que les provocations, les sabotages, les assassinats perpétrés en Union Soviétique durant vingt années, l'avaient été avec le concours et sous la direction de Trotski, de Zinoviev, de Kamenev, de Boukharine, de Rykov et de leurs suppôts, sur les ordres des services d'espionnage bourgeois de l'étranger.

Ces procès étaient l'aboutissement d'une lutte tenace menée depuis trente années sous la direction de Lénine et de Staline.

Cette lutte avait d'abord pour but l'écrasement politique du trotskisme en tant que courant petit-bourgeois et contre-révolutionnaire. Quand il fut écrasé comme courant politique, le trotskisme devint « *une bande forcenée et sans principes de saboteurs, d'agents de diversion et d'assassins agissant sur ordre des services d'espionnage des Etats étrangers.* » Le Parti Communiste de l'U.R.S.S. prit alors les mesures pour aboutir à la liquidation de ces traîtres à double face.

L'utilisation par les services d'espionnage des Etats impérialistes, par les hitlériens en particulier, de provocateurs et de saboteurs trotskistes ne pouvait pas se limiter au territoire de l'Union Soviétique. Dès avant la dernière guerre mondiale, les groupes trotskistes existant dans les divers pays du monde se livrent à une activité conforme en tous points aux intérêts de l'hitlérisme et du fascisme.

Ainsi, en France, ils ne cessent de renchérir sur les adversaires de l'unité d'action, de combattre le Front Populaire et de calomnier l'U.R.S.S.

Sous l'occupation, les hitléro-trotskistes appelleront à la fraternisation avec les envahisseurs nazis, appuieront la « relève » et dénonceront des patriotes antifascistes.

L'expérience du Parti Communiste Français

En France, comme dans la plupart des pays impérialistes, au cours de l'année 1927, la grande bourgeoisie poussait à la guerre contre l'Union Soviétique. Pour tenter de briser les efforts courageux

de notre Parti qui dénonçait cette politique agressive, le gouvernement le frappait de l'extérieur en même temps qu'il organisait la pénétration de l'ennemi à l'intérieur.

Profitant de la dispersion des militants les plus responsables poursuivis ou emprisonnés, des éléments corrompus qui s'étaient glissés dans le Parti avaient organisé un « groupe » occulte. Le « groupe » dirigé par Célor, démasqué ensuite comme policier, et l'aventurier Barbé sabotaient les décisions du Comité Central, notamment en ce qui concerne le travail en vue de la réalisation du front unique. Ces fourbes s'efforçaient de détruire toute démocratie dans le Parti. Ils encourageaient à dessein le sectarisme pour isoler le Parti des masses et provoquer sa décomposition. Cherchant à écarter les militants honnêtes, ils soutenaient les rares éléments « trotskistes » qui avaient réussi à se maintenir dans le Parti.

Sous la direction de Maurice Thorez, élu secrétaire général du Parti en juillet 1930, le Comité Central engagea la lutte à fond contre le « groupe ».

Les articles publiés par Maurice Thorez dans *l'Humanité* (« *Pas de mannequins dans le Parti!* », « *Que les bouches s'ouvrent!* ») ont eu une importance décisive (1).

Ils dénonçaient le sectarisme, condamnaient la politique néfaste du groupe et appelaient tous les membres du Parti à lutter aux côtés du Comité Central pour l'assainissement de la vie intérieure des organisations. Le Parti répondit à cet appel avec un grand enthousiasme. Très rapidement le « groupe » fut isolé, brisé, ses chefs démasqués et chassés du Parti.

Ce groupe de traîtres avait été organisé et introduit jusque dans la direction du Parti par le policier Doriot.

Au soir du 12 octobre 1925, jour de la grève générale de protestation contre la guerre du Maroc, Doriot alors membre du Bureau Politique et député de Saint-Denis avait, en se défendant, frappé d'un coup mortel un agent de police qui mourut quelques semaines plus tard. Arrêté et passé à tabac, il était remis en liberté au bout de 48 heures. Pour éviter le bagne, il s'était vendu à la police.

> « *Le Parti Communiste Français n'avait que cinq ans d'existence, nous n'avions pas l'expérience que nous avons aujourd'hui et n'avons pas attaché à cette époque l'importance qu'il eût fallu à la libération de Doriot* »,

déclarera le camarade Gaston Monmousseau en reprenant cet enseignement du passé pour éclairer notre attention sur des trahisons plus récentes et fortifier notre vigilance (2).

Doriot masquait son travail de désagrégation dans notre Parti par des phrases hypocrites sur l'unité, présentant le front unique comme une manœuvre subalterne.

Puis, après plusieurs années d'une ferme lutte politique, menée sous la direction de Maurice Thorez avec l'aide de l'Internationale Communiste, en 1934, la Conférence Nationale du

---

(1) Voir : Maurice THOREZ, *Œuvres*, livre deuxième, tome II, pp. 102 à 109.

(2) Voir *l'Humanité* du 23 septembre 1949 : « *De Doriot à Tito et de Rajk à « Franc-Tireur.* »

Parti condamne l'attitude scissionniste et antiunitaire de Doriot. Exprimant la volonté unanime du Parti elle demanda au Comité Central son exclusion. Doriot, démasqué et exclu, suivit la voie de Trotski.

Répondant à une question posée par le directeur d'une grande revue catholique, notre camarade Maurice Thorez déclara en 1936 : « *Le Parti Populaire Français du renégat Doriot est une entreprise de Hitler.* » Les événements confirmèrent par la suite la clairvoyance de cette appréciation. Doriot endossera l'uniforme hitlérien sous lequel il laissera sa peau en Allemagne.

En 1939, poursuivant son œuvre de trahison de la France, caressant l'espoir de s'entendre avec Hitler pour faire la guerre à l'Union Soviétique, la bourgeoisie eut besoin d'abord de faire la guerre au peuple français et, pour y parvenir, elle tenta d'écraser notre Parti placé à la tête des forces populaires et nationales. Elle combine une fois de plus l'attaque de l'extérieur avec les tentatives de décomposition de l'intérieur en essayant d'utiliser les rares agents qu'elle avait réussi à maintenir dans les rangs du Parti. C'est ainsi qu'elle fut obligée de démasquer les policiers Gitton, Vassart, S. Dewez, etc. Elle essaya également d'utiliser les quelques éléments faibles ou corrompus. Mais les traîtres et les lâches ne parvinrent nullement à ébranler les rangs du Parti. Notre Parti était devenu un grand parti de masse après avoir chassé de ses rangs les provocateurs du « groupe ». Le Parti était instruit dans l'esprit d'une lutte implacable contre toutes les formes de la provocation policière et trotskiste. Ainsi il put, dans les conditions de l'illégalité, au milieu d'une oppression sans précédent, déployer une lutte héroïque qui s'élargit avec ampleur contre l'hitlérisme et le fascisme, pour une France libre, démocratique et indépendante.

Les services d'espionnage de l'impérialisme et la préparation d'une nouvelle guerre

Après la deuxième guerre mondiale, avec les nouveaux et profonds changements dans le rapport des forces entre les deux systèmes, le capitalisme et le socialisme, l'impérialisme américain prend la tête du camp impérialiste et antidémocratique. Dans sa prétention à la domination mondiale, il se heurte à un obstacle qui grandit sans cesse, le camp de la paix, de la démocratie et du socialisme, avec à sa tête l'Union Soviétique. Pour faire la guerre à l'Union Soviétique et à tous les peuples attachés à leur indépendance nationale, le camp impérialiste et antidémocratique, rongé de contradictions, sombrant dans la crise économique, est de plus en plus poussé dans son affaiblissement, à recourir aux moyens extrêmes.

Les services d'espionnage américains prennent la relève des hitlériens à la direction de la provocation policière à l'échelle internationale.

Le trotskiste américain Burnham prétend au rôle de « théoricien » auprès de Truman, comme Rosenberg le jouait auprès de Hitler. Selon lui :

> « *Le but du plan général est la défaite de la puissance communiste; pour l'atteindre, il faut agir dans tous les domaines appropriés.* »

Soulignant « *l'importance des méthodes non traditionnelles* », il déclare :

> « IL EST PLUS IMPORTANT DE DÉTACHER UN SEUL MEMBRE DU PARTI COMMUNISTE QUE DE SIGNER UN TRAITÉ AVEC UNE GRANDE NATION ET D'Y DÉPENSER DES MILLIARDS SI L'ON NE PEUT LUI FAIRE CONFIANCE. »

Ces mesures « *ont, en vérité, une très longue tradition... Ce qui les fait paraître nouvelles à notre époque est leur plus grande échelle, leur plus grande quantité, leur continuité et leur poids relatif plus lourd dans la lutte sociale.* » (1)

On ne peut pas avouer plus cyniquement que les impérialistes, qui se sentent condamnés par l'Histoire et tentent de sauvegarder leurs privilèges le plus longtemps possible, veulent à tout prix introduire des traîtres et des provocateurs à l'intérieur des Partis communistes et ouvriers ; qu'ils continueront à incendier, saboter, assassiner comme par le passé, mais en permanence et avec toute l'ampleur des moyens qu'ils seront capables d'utiliser.

Les exemples d'application sont déjà nombreux.

Dès 1948, on a publié aux Etats-Unis le « plan X » du sénateur Bridges. Dans ce plan, il est dit clairement que l'assassinat de personnalités démocratiques, des dirigeants communistes en premier lieu, fait partie intégrante de la politique américaine en Europe. Le 25 mai 1948, la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants a publié la liste de cinq cents dirigeants des Partis communistes contre lesquels devaient être portés les coups des bandits recrutés par les impérialistes. Dans cette liste figuraient en bonne place Maurice Thorez, Palmiro Togliatti, Jacques Duclos, Tokuda et Julien Lahaut.

Le « syndicaliste » de Truman, Irwing Brown, s'était déjà distingué en finançant la scission des Jouhaux et Bouzanquet, en payant les « témoins » de David Rousset. Il passe aujourd'hui à un nouveau stade de provocation en organisant ouvertement, sous le couvert de « syndicats libres » des bandes fascistes du plus pur style hitlérien.

Dans l'accélération de la course aux armements en vue de la préparation d'une nouvelle guerre, les gouvernements marshallisés ont de plus en plus de difficultés à contenir la poussée grandissante des masses populaires qui s'opposent à la politique de misère, de fascisation et de guerre. Les impérialistes américains accroissent partout les effectifs et l'armement de leurs troupes d'occupation.

Pour tenter de faire supporter cette nouvelle occupation, c'est à l'appareil policier que l'on a surtout recours.

Dans une lettre confidentielle datée du 28 février 1951 et adressée par le ministre de l'Intérieur à ses inspecteurs généraux, Queuille insiste pour que ses flics facilitent « les relations entre la population et les membres des forces armées américaines » (2).

La lutte pour la paix, pour le pain et les libertés est donc étroitement liée à une lutte plus vigilante contre la provocation policière.

---

(1) James BURNHAM, cité dans *le Monde* du 9 novembre 1950.

(2) Voir l'article d'Auguste LECŒUR dans *l'Humanité* du 10 avril 1951.

Une clique particulière d'espions et de provocateurs : Les titistes

Enfin, dans le plan d'action anticommuniste des fauteurs de guerre, une place particulière est accordée à une large utilisation des agents titistes.

Tito et sa clique, en tant que relève du trotskisme, ne devaient pas seulement arracher leur pays au camp de la paix et du socialisme, mais ils devaient organiser des complots dirigés contre les nouveaux régimes dans les pays de démocratie populaire. Les faits révélés au procès de Budapest, dans la République populaire bulgare, dans la République populaire roumaine et les autres républiques populaires ont montré avec évidence que Rajk, Brankov, Kostov, Patrascanu et leurs partisans ont transformé leurs pays en bases d'agression contre l'Union Soviétique, et cela pour le compte des impérialistes américano-anglais.

Une autre tâche fixée à Tito était de tenter de jeter le trouble dans le mouvement ouvrier international et dans le vaste mouvement mondial des Partisans de la Paix.

L'échec de Tito et de sa clique hors de la Yougoslavie, vient de se compléter d'un récent échec dans les rangs du Parti Communiste Italien. La diversion de Cucchi et de Magnani s'est complètement retournée contre ses organisateurs.

Des nids d'espions ont été démasqués dans le Parti Communiste Tchécoslovaque. Les rapports des camarades Gottwald, Kopecki et Bastovansky à la session du Comité Central du Parti Communiste Tchécoslovaque contenaient le compte rendu d'une enquête qui a fait apparaître l'ex-ministre des Affaires étrangères Clementis, comme un agent payé par les services français de renseignements, pour le compte desquels il travaillait depuis 1939. Ainsi s'explique pleinement, maintenant, le parjure de cet individu à l'égard de l'Union Soviétique en 1939. Il ne s'agissait pas de « déviation politique », mais de fil à la patte impérialiste.

De même il est avéré que le traître Sling, ancien secrétaire de l'organisation du Parti dans la capitale de la Moravie, à Brno, s'est rendu à Londres en 1939 pour s'y mettre à la disposition de l'Intelligence Service. Le complot de Sling avait déjà pris des formes nettes; il s'agissait de prétexter la nécessité de mesures pour renforcer le Parti, de lancer le mot d'ordre d'une direction « nouvelle et jeune » pour obtenir la convocation d'une conférence extraordinaire du Parti. A cette conférence, Sling se serait efforcé, à l'aide de secrétaires fédéraux qui lui étaient dévoués, d'imposer par un coup de force un changement de la direction du Parti, ce qui eût signifié en même temps un changement de la direction du gouvernement. Les candidats au poste de secrétaire général du Parti et au poste de président du Conseil étaient déjà désignés. Le camarade Gottwald devait être assassiné. C'était, en pratique, la restauration du capitalisme qui était projetée; la Tchécoslovaquie aurait pris le chemin de la Yougoslavie.

En écrasant le complot, le Parti Communiste Tchécoslovaque a

démontré non seulement sa force, son unité inébranlable, mais en même temps la nécessité d'une extrême vigilance.

L'avertissement de Lénine et de Staline, repris par le camarade Gheorghiu-Dej à la réunion du Bureau d'Information des Partis communistes et ouvriers, en novembre 1949, doit tenir sans cesse notre vigilance en éveil :

> « *Il est indispensable de se rappeler sans cesse qu'il faut, comme l'enseigne le bolchévisme, en finir avec la quiétude opportuniste découlant de la supposition erronée qu'au fur et à mesure que grandissent nos forces, l'ennemi s'apprivoiserait et deviendrait inoffensif. Une telle supposition est absolument fausse.* IL FAUT SE RAPPELER QUE PLUS LA SITUATION DES ENNEMIS EST DÉSESPÉRÉE ET PLUS VOLONTIERS ILS AURONT RECOURS AUX MOYENS EXTRÊMES. »

Le recours aux méthodes terroristes de gouvernement en France

S'inspirant de cet enseignement de Lénine et de Staline et analysant des faits récents, le camarade Auguste Lecœur écrivait dans *France nouvelle :*

> « *Les tentatives de provocations policières du gouvernement ne se sont pas amenuisées depuis le XIIe Congrès, au contraire; au fur et à mesure que le gouvernement s'isole de la nation, comme c'est le cas présentement, il a recours aux méthodes terroristes de gouvernement.* »

Préparer des provocations policières devant faciliter les mesures de répression, voilà ce qui constitue une grande part de l'activité gouvernementale.

Nous l'avons vu déjà avec les quelques exemples cités brièvement, le but de toutes les provocations est d'entraver les luttes de la classe ouvrière et du peuple en frappant en premier lieu les organisations et les hommes d'avant-garde.

Actuellement, le but est donc, dans notre pays, de tenter d'entraver les luttes pour la paix, le pain et les libertés, en portant les coups d'abord à notre Parti communiste. Les principales méthodes actuelles de provocations contre notre Parti et le mouvement ouvrier sont fournies dans les directives adressées par le secrétaire d'Etat « socialiste » Thomas aux services de la police et aux préfets, directives révélées par *l'Humanité* du 11 décembre 1950 et rappelées, avec des faits qui les confirment, dans la récente série d'articles du camarade Auguste Lecœur. (Voir *l'Humanité* du 14 au 20 mars.)

L'objectif commun de ces méthodes diverses est de faire apparaître notre Parti comme un parti à double face, à double politique. La ligne politique exprimée ouvertement dans les documents publics serait destinée à camoufler une activité conspiratrice que les flics de Thomas sont donc contraints de fabriquer eux-mêmes à l'aide de faux et de provocations.

Ce n'est pas nouveau comme procédé ! Mais ce serait une naïveté aux conséquences criminelles de croire que des calomnies lancées dès

la naissance de notre Parti et martelées plus fort que jamais, ne méritent plus d'être détruites aussi souvent qu'elles sont reprises.

L'ennemi ne se contente pas de la propagande de la calomnie avec des moyens renforcés. Plus il se sent faible en face de nos forces, de notre autorité grandissante, plus il fabrique de faux, plus il espionne, plus il sabote, plus il tue, pour tenter de donner de la prise à ses calomnies.

Jules Moch n'a aucune répugnance à utiliser, en novembre 1948, de vulgaires ragots de police devant l'Assemblée Nationale pour nous accuser d'avoir reçu des directives secrètes de Jdanov et de l'argent de l'étranger. Notre Parti, par la voix de Jacques Duclos, à l'Assemblée et devant le pays, ne s'est pas contenté, avec des faits et des chiffres à l'appui, de confondre Moch le calomniateur, de déjouer la méprisable manœuvre ; il exigea une enquête sur *le Populaire*, la feuille de la police, il demanda la création d'une commission chargée de procéder à un examen minutieux des ressources et des activités de tous les partis politiques. En repoussant nos ordres du jour, les députés, du Parti socialiste au R.P.F., se sont condamnés eux-mêmes et une nouvelle preuve de notre honnêteté a été mise en pleine lumière.

Pour nous accuser de sabotage, le coup monté contre Henri Martin est un exemple caractéristique des procédés de basse police du gouvernement.

Le second-maître Henri Martin, usant de ses droits de citoyen, a distribué des tracts et papillons dans le but de faire connaître la vérité sur la guerre du Viet-Nam. Il est faussement inculpé de « tentatives de démoralisation de l'armée » et arrêté le 13 mars 1950. Avec ces seuls griefs, le procès soulèverait l'indignation populaire et risquerait de se terminer par un acquittement.

Le gouvernement, qui est le véritable démoralisateur de l'armée, veut frapper un grand coup pour tenter d'effrayer les marins et soldats mécontents. Pour cela il a recours à une provocation. Il introduit parmi les marins travaillant en liaison avec Henri Martin le quartier-maître Liebert, agent provocateur. Celui-ci entraîne le quartier-maître Heimburger à commettre une tentative de sabotage à bord du porte-avions « Dixmude » et fait une déclaration mensongère à l'instruction, ouverte le 20 avril, pour que Henri Martin soit accusé de complicité.

Le 17 octobre, dans un sursaut d'honnêteté, le quartier-maître Heimburger, qui regrette sa faiblesse d'un moment, au cours de l'instruction, déclare :

> « *J'avais chargé Martin pour tenter de me disculper. Je reconnais que je suis seul coupable de cet acte de sabotage. Je regrette ce que j'ai fait, mais je ne veux pas qu'un innocent paie la peine que je dois supporter si je suis condamné.* »

L'accusation s'effondre. Deux officiers de marine déclarent H. Martin non coupable. *Le tribunal a dû prononcer l'acquittement* sur l'accusation de « complicité de sabotage » montée par le gouvernement et par son mouchard Liebert. Mais il a condamné Henri Martin à cinq ans de réclusion pour les tracts !

Pour monter sa provocation, la police a comme premiers serviteurs les dirigeants socialistes de droite et leurs alliés des bandes fascistes (R.P.F., titistes, trotskistes...)

Ainsi Pronnier, le provocateur policier de Grenay, « était le collaborateur du social-fasciste Thomas et du dirigeant R.P.F. Florent Guilly, agissant pour le compte de son organisation et du directeur des houillères de Liévin, Michaux, qui se trouve être en même temps l'un des responsables du syndicat F.O. des ingénieurs ».

La collusion des socialistes de droite et des fascistes n'est pas seulement occasionnelle. Pour développer le mouchardage et les provocations, elle s'opère d'une façon organique et avec tout l'appui de l'appareil d'Etat dans la formation de la Milice en France, en Italie.

De plus, pour que les agents américains se tendent la main, *le Populaire*, feuille de basse police et de provocation, écrivait récemment : « *Nous avons le droit et le devoir de nous expliquer et peut-être aussi de nous entendre avec Tito.* »

Le 21 mars, Guy Mollet, secrétaire général de la S.F.I.O., recevait Pjade, le lieutenant de Tito, et il demandait que cette prise de contact « fût suivie à l'avenir d'échanges nombreux et fructueux ».

Avec les appuis qu'elle trouve à l'extérieur, la police s'attache surtout à la provocation de l'intérieur, dans les rangs du Parti, des organisations ouvrières et démocratiques.

Paul Pronnier, qui, dans la nuit du 16 au 17 février dernier, provoqua trois incendies à Grenay et tua le fermier Beauchamp sur les ordres de la police et du R.P.F., pouvait exhiber la carte du Parti, en raison des « négligences coupables de la fédération du Pas-de-Calais », comme le souligne la déclaration du Bureau Politique.

Licencié des mines voici trois ans, Pronnier avait été réembauché peu après, non plus au fond, mais aux ateliers centraux, avec l'appui de l'ancien croix de feu Florent Guilly. Il travaillait rarement et pourtant il dépensait beaucoup. Ses dépenses au café-restaurant « Mercredi » à Liévin, étaient toutes réglées par une tierce personne. C'est dans ce lieu, puis dans un café-tabac situé à proximité du domicile de Florent Guilly que, deux fois par mois depuis trois ans, Pronnier fournissait à la police des rapports sur son activité de provocateur au sein du Parti communiste et des syndicats et qu'il recevait les ordres pour la préparation de ses crimes.

Cette provocation s'inscrit dans le plan de fascisation accélérée du régime en vue de la préparation à la guerre. Il s'agissait de créer de toutes pièces :

1° des justifications aux mesures de répression ;

2° des campagnes pour tenter d'isoler le Parti, afin de le frapper;

3° une atmosphère d'excitation propice aux attentats fascistes.

La réaction énergique du Parti a permis de démasquer rapidement cette provocation, mais il y a là un avertissement sérieux.

La bourgeoisie a déjà corrompu dans le passé, et cherche toujours à corrompre, les éléments les plus faibles dans le Parti et les organisations progressistes. Un honnête travailleur ne peut jamais être au service des policiers.

La bourgeoisie cherche et cherchera encore à introduire des ennemis dans nos rangs. Elle les recrute en particulier parmi les rebuts de la société, les exclus, les traîtres, les aventuriers et les criminels. Pronnier était un donneur au service de la Gestapo, un meurtrier, un voleur.

Il faut renforcer la vigilance

Cette nécessité de renforcer la vigilance révolutionnaire, constamment rappelée par Lénine et Staline, par Maurice Thorez dans son rapport au XIIe Congrès et au Comité Central du 29 septembre dernier, vient d'être posée une fois de plus avec force et urgence par les enseignements tirés de l'affaire Pronnier et d'autres provocations récentes comme celles de l'Eure-et-Loir (1).

Quelques conditions doivent être absolument réalisées dans tout le Parti, dans chacune de ses organisations :

1° Il faut développer la haine du flic.

Les policiers sont des agents de l'Etat bourgeois. Parmi les organismes spéciaux de son appareil d'Etat, la bourgeoisie s'appuie de plus en plus sur sa police, dont elle gonfle les effectifs pour tenter de prolonger sa domination de classe qu'elle sent de plus en plus menacée.

Pour imposer sa politique de guerre, de misère et de répression, le gouvernement a besoin de policiers qui n'ont plus la moindre moralité. Il faut donc considérer un policier, quel qu'il soit, comme un ennemi de classe capable, comme la classe dont il exécute les ordres, de tous les crimes. Les méthodes perfides des polices secrètes fascistes : la Gestapo en Allemagne, l'Ovra en Italie, la « défensive » polonaise..., ne doivent pas être oubliées, car elles servirent de modèle à la police de Vichy et elles servent toujours de modèle à la police de Jules Moch. Il faut une lutte tenace pour en finir avec les illusions, la naïveté à l'égard de la police ; il faut développer la haine de classe vis-à-vis des policiers.

2° Il faut renforcer l'esprit de parti.

> « *Les mauvaises habitudes de clan, de copinerie, peuvent conduire à la politique de groupe ou de fraction. Et les groupes et les fractions sont un terrain propice pour la provocation policière ; puisqu'on se couvre mutuellement, puisqu'on substitue la discipline de groupe à la discipline du Parti.* » (M. Thorez, au Comité Central de Saint-Denis, le 10 décembre 1949.)

Mais, pourront dire des camarades, parlant de l'organisation à laquelle ils appartiennent : « Ici nous n'avons pas de clan, nous nous connaissons tous et nous nous entendons bien ! » De quelle entente s'agit-il ?

Dans son rapport au Comité Central du 20 octobre 1950, le camarade Auguste Lecœur combattait cette ligne de conduite adoptée par certains : « Ne me touche pas et je ne te toucherai pas non plus. »

Le fait qu'un certain nombre de responsables fédéraux de l'Eure-et-Loir, qui connaissaient le comportement passé et récent de l'ex-secrétaire fédéral Elie Michel, n'aient rien dit à son sujet révèle tout le danger de cette complaisance mutuelle.

---

(1) Voir l'article de Léon Feix dans *France Nouvelle* du 17 mars.

La fraternité communiste suppose l'emploi constant de la critique et de l'auto-critique, le contrôle permanent de l'exécution des décisions prises. Il faut liquider la copinerie et l'esprit de famille comme principe de choix et de montée des cadres.

D'autre part *« la tendance à la secte, c'est-à-dire la méfiance vis-à-vis des masses, a comme conséquence la méfiance à l'égard même du Parti et de ses militants. Elle fausse les principes du centralisme démocratique, en rendant illusoire la critique de la base. Elle aboutit consciemment ou non à la formation à l'intérieur du Parti, de petits clans fermés et étroits »*, écrivait Maurice Thorez dans son article *« Pas de mannequins... »* paru dans *l'Humanité* du 14 août 1931.

L'unité du Parti s'est constamment renforcée au travers de toutes les luttes menées depuis cette époque avec comme guide notre doctrine scientifique, le marxisme-léninisme.

Mais l'unité du Parti exige une lutte constante contre les déviations de droite ou de gauche. La lutte contre le sectarisme et l'opportunisme qui se rejoignent dans un même mépris des masses est d'autant plus nécessaire que la lutte des classes s'aggrave et que notre lutte politique de masse doit sans cesse se développer.

3° Il faut régler jusqu'au bout tous les cas.

La provocation policière de Grenay a montré quelles étaient les conséquences des négligences coupables du secrétaire fédéral du Pas-de-Calais qui avait un dossier Pronnier très précis et qui, par insouciance politique et mépris des avertissements de la population laborieuse, laissait cet ennemi dans les rangs du Parti.

L'exemple de l'Eure-et-Loir montre les conséquences graves dues au fait que deux exclus du Parti n'avaient pas été dénoncés comme il l'aurait fallu par la direction fédérale, en donnant toutes les explications politiques nécessaires.

Quand la direction du Parti conseille de porter la vigilance devant l'ensemble des communistes d'Eure-et-Loir, les bouches s'ouvrent et la discussion permet de préciser la ligne politique du Parti et permet en outre de découvrir deux agents de l'ennemi qui avaient réussi à accéder, dans le Parti, à des postes responsables.

Découvrir l'ennemi, le chasser de nos rangs, c'est seulement une première étape. Il faut prendre les mesures d'organisation indispensables pour déceler les liaisons, les soutiens dont pouvait bénéficier cet ennemi dans le Parti. Une bataille politique ouverte avec l'appui des masses est indispensable pour isoler complètement l'ennemi, pour le mettre hors d'état de continuer à nuire.

4° L'application de notre juste politique, la liaison constante avec les masses, le respect des principes du centralisme démocratique créent les conditions pour dépister et isoler les provocateurs.

Dans sa déclaration faite au sujet de la provocation policière de Grenay, le Bureau Politique de notre Parti insistait à nouveau *« pour que les organisations du Parti redoublent de vigilance et pour que chaque communiste et chaque sympathisant dénoncent immédiate-*

ment et publiquement comme provocateurs les policiers et agents de l'ennemi, quel que soit le masque dont ils se couvrent, qui pourraient leur proposer des méthodes d'action contraires aux principes du Parti, allant à l'encontre d'une lutte politique de masse et ne respectant pas les formes d'organisation statutaires du Parti, qui sont : les fédérations, les sections et les cellules d'entreprise ou locales » (1).

L'étude par toutes les organisations du Parti des formes diverses d'action de l'ennemi, en particulier des provocations dans le Pas-de-Calais et dans l'Eure-et-Loir, doit souligner pour tous les communistes, toute l'importance de cet avertissement du Bureau Politique.

Elle doit conduire à la mise en application immédiate de quelques tâches urgentes précisées par le camarade Auguste Lecœur (2) :

> « *Examiner la situation et les cadres dans chaque fédération et section du Parti ; liquider la copinerie et l'esprit de famille comme principe de montée des cadres.*
>
> « *Examiner avec plus de soin le comportement des directions et des militants dans l'application de la politique du Parti, dans la liaison avec les masses, en développant la critique et l'autocritique, en tenant grandement compte de l'opinion des membres du Parti à la base et des populations.* »

L'application de notre juste politique de masse, le respect des principes d'organisation du Parti, le contrôle permanent de l'exécution des tâches nous permettront à la fois de recruter en masse les hommes et les femmes honnêtes, et de découvrir rapidement tout ennemi qui se serait infiltré dans le Parti.

En retenant le sérieux avertissement de Staline, indiquant « *que plus la situation des ennemis sera désespérée, plus volontiers ils se raccrochent aux moyens extrêmes, comme unique recours de gens voués à leur perte* », nous devons tirer de l'expérience du Parti Communiste (bolchévik) de l'U. R. S. S., et de celle de notre Parti Communiste Français la grande leçon que toutes les provocations — qui n'ont jamais réussi et ne réussiront jamais à arrêter la marche en avant de l'Histoire — peuvent être déjouées et brisées par une lutte vigilante menée toujours avec l'appui de la classe ouvrière et des masses populaires.

---

(1) Publié dans *l'Humanité* du 12 mars 1951.

(2) Voir *France Nouvelle* du 10 mars 1951

René HOUZE

Contre la répression :
DÉFENSE POLITIQUE ET ACTION DE MASSE

Traitant de la nécessité d' « *organiser l'action pratique contre la préparation matérielle de la guerre antisoviétique et contre la poursuite de la guerre au Viet-Nam* », Maurice Thorez, dans son discours de clôture au Comité Central de Saint-Denis (le 10 décembre 1949), rappelait cette affirmation de Lénine : « *Il n'y a pas de lutte révolutionnaire, pas de victoire possible, sans sacrifices.* »

L'histoire du mouvement ouvrier international porte témoignage que ceux qui consentirent les plus lourds sacrifices dans la lutte contre l'exploitation et l'oppression capitalistes furent les communistes qui « *ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien* » (Manifeste Communiste).

Ils savent que la bourgeoisie, comme toute classe condamnée par l'histoire, compte sur la répression, la terreur, les massacres et la guerre pour tenter de prolonger sa domination, de sauvegarder ses privilèges. Ils savent aussi qu'en dépit de sa rage désespérée — et même si, parfois, dans certains pays et pour un certain temps, elle parvient provisoirement à endiguer le flot montant du mouvement révolutionnaire — la bourgeoisie ne peut faire tourner à reculons la roue de l'histoire. L'avenir appartient à la classe ouvrière, au socialisme et non à l'impérialisme.

Aussi, ni la répression, ni la terreur développée par les impérialistes et leurs valets en vue d' « assurer leurs arrières », ne sauraient détourner la classe ouvrière (en premier lieu les communistes) de son juste combat.

Par le rappel clairvoyant de l'affirmation de Lénine, le secrétaire général du Parti nous avertissait que l'appareil judiciaire, instrument de l'Etat, allait être utilisé à plein pour tenter d'imposer la politique des maîtres américains de préparation à la guerre et de paralyser l'opposition croissante de notre peuple.

A l'arsenal de lois en vigueur, puisées dans un code pénal qui remonte au premier Empire devait s'ajouter la loi scélérate du 11 mars 1950 (votée sous le signe de la violence policière et l'alliance de Gaulle-Bidault) et la provocation policière comme moyen supplémentaire de répression.

Aussi Maurice Thorez ne manque-t-il pas de mettre en garde les militants ouvriers contre le « légalisme » manifesté par exemple en 1927 par « *quelques camarades sans perspectives qui donnaient rendez-vous au commissaire de police pour se faire conduire en prison* », oubliant cette recommandation de Lénine : « *La lutte contre la police est l'ABC du militant révolutionnaire.* »

La défense accuse [1]

Les dirigeants du mouvement ouvrier international ont donné l'exemple du comportement exemplaire devant l'ennemi de classe, ses juges, ses geôliers et ses tortionnaires assassins.

L'auteur du *Manifeste Communiste* ne manque pas d'exalter la fière attitude de Babeuf et de Blanqui devant leurs juges, avant d'avoir lui-même l'occasion devant la cour d'assises de Cologne, en 1849, de défendre « *le point de vue révolutionnaire contre la légalité hypocrite du gouvernement* » (Engels).

Louise Michel, Jules Guesde et les premiers révolutionnaires russes avaient déjà suscité l'admiration de leur peuple et le respect de leurs juges lorsque Lénine, en 1904, par sa lettre à Helena Stassova et aux prisonniers de Moscou, exposa les règles de la défense des militants devant les tribunaux.

> « *Pas de défense personnelle. Défendre et servir le Parti. Les juges sont des ennemis qui n'ont pas droit à la vérité. N'expliquer que ce qui est explicable sans dommage pour notre cause. Parler de notre programme et de notre but en des protestations ouvertes et déterminées. Faire des professions de foi qui serviront à l'agitation de notre Parti. Tenir tête aux juges. Assumer seul la tâche de sa défense politique. N'accepter le concours d'un avocat, même libéral, que dans la mesure où il consentira à se confiner intelligemment dans son rôle de juriste.* »

De ces enseignements se sont inspirés de nombreux révolutionnaires qui ont éclairé et enrichi l'expérience de la lutte dans les prisons et devant les tribunaux et permis d'en dégager les règles essentielles.

Maurice Thorez dans les prisons de la Santé et de Nancy, André Marty dans les quatorze prisons où il fut enchaîné, démontrèrent comment un militant communiste peut se faire respecter et faire valoir ses droits de détenu politique (2).

Karl Liebknecht, Rakosi, Anna Pauker, Edgar André, Carlos Prestes et tant d'autres donnèrent de magnifiques exemples de défense politique de masse et offensive, confondant leur cause avec celle du mouvement ouvrier, brisant la consigne du silence et suscitant un vaste mouvement de solidarité.

Mais de tous ces procès politiques, celui du héros de Leipzig et de ses compagnons constitua la plus retentissante tribune et dégagea les plus riches enseignements. Par delà les frontières du IIIe Reich, malgré la censure, la voix de Georges Dimitrov porta le réquisitoire le plus implacable contre le fascisme. Dans le secret de sa prison, sans défenseur, et en dépit de tortures physiques et morales, Dimitrov sut préparer une défense de parti qui demeure un modèle de courage, de fermeté politique et de souplesse tactique (3).

---

(1) Titre du remarquable ouvrage de Me Marcel Willard, édité avant guerre aux E.S.I. et en cours de réédition.

(2) Voir *Fils du Peuple*, pages 62 et 63.

(3) Les circonstances, les phases essentielles de ce procès et son analyse sont contenues dans la brochure *Georges Dimitrov, un homme, un révolutionnaire* ou dans les *Cahiers du Communisme*, n° 8, août 1949.

Au procès de Leipzig :
le géant Dimitrov écrase le nain Gœring

Pas de défense personnelle : « *Je défends mes idées, mes conceptions communistes, je défends le sens et le contenu de ma vie. C'est pourquoi chaque phrase que je prononce devant le tribunal est le sang de mon sang et la chair de ma chair.* »

Dimitrov ne se borne pas à affirmer ses convictions, il ne s'offre pas en martyr résigné mais attaque, prend l'initiative dès le début et la conserve jusqu'au bout.

Georges Dimitrov *défend et sert l'Internationale Communiste*, dont il expose le programme.

Il accuse, écrase Goering, démonte et réduit en pièces la grossière provocation hitlérienne.

Enthousiasmées et passionnées, les masses populaires dans le monde entier voient en lui le porte-parole de l'humanité progressive, l'accusateur du fascisme dont il révèle le contenu social hideux.

Soutenu par le puissant mouvement de solidarité internationale, par son exemple, il ouvre la voie au front uni pour l'action, contre le fascisme et la guerre, dont il définira la tactique en 1935 au VIIe Congrès de l'Internationale Communiste.

En mars-avril 1940, devant le tribunal militaire de Paris, les députés communistes arrêtés arbitrairement au début de la « drôle de guerre » affirmèrent, avec une foi égale, leur fidélité aux principes du marxisme - léninisme.

Malgré le huis-clos institué par le gouvernement aux abois, « les députés communistes dénoncèrent impitoyablement les véritables buts des milieux dirigeants français, les rendant à juste titre responsables des malheurs qui s'abattirent sur le peuple français et sur la France » (1).

Georges Dimitrov avait dit sa fierté d'être un fils de la classe ouvrière bulgare et un militant de l'Internationale Communiste. François Billoux, Etienne Fajon, Waldeck-Rochet et Florimond Bonte au nom de tous leurs camarades proclamèrent leur patriotisme, inséparable de l'internationalisme prolétarien, de la solidarité indéfectible envers l'Union Soviétique « exemple vivant pour le peuple de France de ce que peut être et peut faire un peuple débarrassé de ses parasites ».

---

(1) Voir : Florimond Bonte : *Le Chemin de l'honneur.*

La répression, arme des fauteurs de guerre.

Dans la période présente, la participation des masses laborieuses à la lutte commune contre toutes les mesures de fascisation, pour la défense des droits des travailleurs et des libertés démocratiques, constitue un aspect important de la lutte de notre peuple pour la sauvegarde de la paix, ainsi que l'a souligné Jacques Duclos à la dernière session du Comité Central.

« Mater » la classe ouvrière ainsi que les peuples coloniaux et dépendants, tel est l'impératif des maîtres américains (qui, au demeurant, en donnent l'exemple) avoué par le journal *le Monde* du 21 décembre 1950, commentant la conférence de Bruxelles en ces termes :

> *« On en arrive à reconnaître que les pouvoirs du commandant suprême déborderont largement le cadre militaire et à poser le principe qu'ils comporteront des aspects politiques, administratifs, judiciaires, économiques, financiers. »*

Le but poursuivi postule :

1°) l'isolement de la classe ouvrière, en qui s'incarne l'intérêt national. En premier lieu, de son avant-garde éclairée, le Parti Communiste.

2°) l'intimidation des masses populaires et ses corollaires naturels, la passivité et la résignation.

De fait, répression, provocation et terreur policières se rejoignent, se complètent et deviennent le champ clos à l'intérieur duquel tous rivalisent de zèle, des socialistes de droite à de Gaulle. Les « précurseurs » de la trahison nationale ne s'excluent évidemment pas de la compétition. Aussi les Reynaud, Flandin, Paul Faure, Daladier et autres fossoyeurs crurent-ils le moment venu de faire voter par le récent congrès du R.G.R. une résolution demandant la mise hors la loi du Parti Communiste.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres !

La vague d'indignation, les témoignages de solidarité et de sympathie qui firent suite aux attentats perpétrés contre Jacques Duclos à Auch et contre l'avion transportant en Union Soviétique le secrétaire général de notre Parti, Maurice Thorez, témoignent de la solidité des liens qui rattachent le Parti aux couches les plus diverses de la nation.

L'expérience de la deuxième guerre mondiale, le souvenir de sa préparation par l'abolition des libertés dans les pays tombés sous la dictature fasciste, puis en France, demeurent vivaces dans les esprits.

Cette tragique expérience marquée de deuils et de ruines, rend les masses populaires vigilantes à toute tentative d'anéantissement des libertés démocratiques et des droits constitutionnels — dont la défense constitue un élément d'unité d'action de la classe ouvrière et de son union avec toutes les couches sociales intéressées au maintien et à l'élargissement des conquêtes démocratiques.

Les communistes, qui ne sauraient demeurer indifférents au fait que la sauvegarde de ces libertés démocratiques impliquent à la fois l'élargissement et le développement du combat général pour la paix et la réalisation de notre objectif final, doivent prendre partout l'initiative de l'action de masse à la base contre toutes les formes de répression et de fascisation.

L'action de masse peut faire reculer la répression.

Des exemples récents témoignent, en effet, que la répression peut être tenue en échec.

Aux victoires remportées contre le mouchardage et la répression patronale par la réintégration des ouvriers arbitrairement licenciés s'ajoutent celles remportées devant les tribunaux civils et militaires.

Après l'acquittement des combattants de la paix de Roanne, le Tribunal militaire de Paris acquitte successivement les journalistes de *France d'Abord,* de *Regards* et le capitaine Azéma, et les douze combattants de la paix de Saint-Brieuc, accusés les uns et les autres « d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat » et jugés en application de la loi scélérate du 11 mars 1950.

Le verdict rendu au procès des combattants de la paix de Nantes, par le même tribunal (différent des deux premiers par le fait qu'il aboutit à des condamnations) ne saurait atténuer l'ampleur de ces deux importantes victoires, ni infirmer les appréciations apportées plus loin, mais démontre que cette juridiction d'exception demeure un instrument dangereux aux mains du gouvernement.

A Chartres, quatre cheminots, traduits devant le tribunal correctionnel pour avoir manifesté et retardé le 20 avril dernier le départ d'un train de C.R.S. dirigé contre les dockers et les travailleurs de Saint-Nazaire, sont acquittés.

A Versailles, le tribunal correctionnel se refuse à donner suite à une inculpation de « démoralisation de l'armée », prenant prétexte d'une conversation entre un militant communiste et des militaires en instance de départ pour l'Indochine.

De nombreux jeunes, militants de l'U.J.R.F. ou d'autres organisations, inculpés pour leur action contre les 18 mois et menacés d'être déférés devant les tribunaux militaires, sont relaxés par les tribunaux de Nantes, Bourges, Château-Thierry. A la suite des poursuites engagées contre Louis Dupont, rédacteur à la *Voix de l'Est,* la Cour de Cassation a rendu un arrêt déclarant l'incompétence du tribunal militaire en matière de presse.

C'est la mise en échec de la loi scélérate du 11 mars que les tribunaux refusaient d'appliquer, reconnaissant en outre que le fait de dénoncer les abandons de la souveraineté nationale ne saurait comporter une atteinte à la défense nationale.

Au procès des manifestants de l'hôtel Astoria, le gouvernement entendait instituer une procédure aboutissant à sanctionner par voie judiciaire toute manifestation patriotique.

L'abandon des poursuites par le tribunal équivaut, de sa part, au refus de cautionner la politique de soumission à l'étranger contre laquelle s'étaient élevés les manifestants poursuivis lors de la venue de l'ambassadeur du réarmement allemand, Eisenhower.

La lutte contre la répression comporte cependant une certaine inégalité quant aux résultats acquis.

De lourdes condamnations, des décisions importantes sont parfois arrachées par le gouvernement, qui établissent une jurisprudence réactionnaire. Parfois, elles résultent en partie de la méconnaissance par les militants de leurs droits les plus élémentaires en présence de la police. En bien des cas l'inculpation, et par suite le procès, ne sont

rendus possibles que par les déclarations faites et signées dans les commissariats ou devant les commissions rogatoires (1).

D'autre part, la survivance de certaines illusions à l'égard de la « Justice » et de « l'égalité des citoyens devant la loi » conduit à négliger les recommandations de Maurice Thorez et les enseignements des dirigeants du mouvement ouvrier. C'est ainsi que parfois des militants se laissent jouer par le « bon garçonnisme » du commissaire ou chargent un quelconque avocat, surtout soucieux d'un succès personnel, du soin d'assurer leur défense.

La lutte contre la répression ne s'improvise pas mais s'organise.

Depuis la lettre de Lénine citée plus haut, et plus particulièrement depuis la Révolution d'Octobre, la classe ouvrière, sous la direction de notre Parti, développe son action dans des conditions historiques et politiques différentes. Elle ne saurait donc négliger l'action sur le plan juridique, visant à faire usage de toutes les possibilités qu'offre la légalité républicaine.

Les empiètements du pouvoir inquiètent maints juristes, l'arbitraire heurte leurs sentiments démocratiques.

D'autre part, des juristes progressistes et communistes mettent leur talent au service du mouvement ouvrier et démocratique, au service de la paix.

Cependant, les conseils de Lénine demeurent valables et efficaces, ainsi que l'ont démontré les récents procès relatés plus haut.

Raymonde Dien, les combattants de la paix de Roanne, Henri Martin (2), Michel Bottin, les combattants de la paix de Saint-Brieuc ont assumé pour une large part leur propre défense politique, tout en se faisant aider par leurs avocats dans la préparation de cette défense.

N'excusant pas mais légitimant leurs actes, dont ils proclamaient le contenu patriotique, ils se faisaient les accusateurs du gouvernement.

« *En me battant contre la guerre injuste au Viet-Nam, je défends l'honneur de la France* » répond Henri Martin au président du tribunal maritime, ajoutant qu'« *il n'y a pas de désobéissance quand il s'agit de lutter contre un gouvernement qui trahit les intérêts de la France. Ceux qui luttaient contre Vichy n'étaient pas des traîtres.* »

Par suite du large mouvement d'union à la base, prenant sa source dans la solidarité — morale, matérielle et juridique — exercée en leur faveur dès leur arrestation, ces inculpés, loin de se sentir isolés, confondaient leur cause avec celle de la nation tout entière, qu'ils ne sauraient trahir sans se trahir eux-mêmes.

« *Quel que soit le jugement qui sera rendu, le peuple français au nom duquel vous nous jugez nous a déjà approuvés. Nous ne deman-*

---

(1) Signalons à cet effet que le Secours Populaire Français a édité une brochure populaire *Défendons nos droits contre la répression*, résumant l'essentiel des droits de tout citoyen en matière de poursuites judiciaires. (Edition *La Défense*, 11, boulevard Montmartre, Paris (2e). Prix : 10 francs.)

(2) Lire à ce sujet la brochure de Paul Tillard : *Henri Martin.*

dons pas l'indulgence, mais la justice, car c'est le droit et le devoir de tous les Français de lutter pour la paix », lance Edouard Quemper, un des douze combattants de la paix de Saint-Brieuc.

De ce fait, leur défense, rattachée à l'ensemble du problème de la paix, devenait une défense de masse; une défense collective et offensive, c'est-à-dire attaquant, confondant les policiers exécuteurs des basses œuvres du gouvernement; réfutant l'accusation de « trahison » ou de « sabotage » portée contre eux en vue de discréditer l'action des combattants de la paix; repoussant également l'allusion aux « lampistes » visant à minimiser la portée de leurs actes et, éventuellement, à justifier de nouvelles mesures de répression contre les dirigeants de leurs organisations.

Portés par la solidarité populaire, ils suscitèrent en retour un développement accru de l'activité de masse contre l'application de la loi scélérate qui aboutit en substance à rétablir le système des otages.

A cette action de masse s'exerçant sous des formes multiples et variées, depuis la pétition jusqu'au débrayage (particulièrement à Lyon), participèrent des hommes et des femmes demeurés jusque-là à l'écart du combat pour l'indépendance nationale et la paix.

La préparation et l'organisation de la défense juridique, sa cohérence, son unité de vues devaient, par suite, permettre aux avocats de démontrer que de telles poursuites, et les textes sur lesquels elles s'appuyaient, étaient illégales et contraires à toute véritable défense nationale, laquelle ne saurait se concevoir en dehors et contre la nation.

Dès lors, et en raison de l'humiliation qu'ils ressentent du fait de la subordination de notre armée à un Etat-Major étranger, les officiers chargés de juger les combattants de la paix devenaient plus sensibles aux aspirations populaires rendues perceptibles.

A Lyon et à Paris, cette prise de conscience des juges et leur répugnance à accomplir la besogne gouvernementale conduisirent à des acquittements.

A Toulon, en dépit des pressions gouvernementales exercées par un des juges maritimes, le capitaine de frégate Bouraguet, trois officiers acquittèrent Henri Martin du chef d'accusation de sabotage, et deux de celui de « démoralisation de l'armée ».

La campagne pour sa libération va désormais se développer sous le signe de la lutte contre la guerre au Viet-Nam et selon l'exemple du gigantesque mouvement qui arracha du bagne les marins de la Mer Noire, avec à leur tête André Marty (1).

⁂

Ainsi donc :

> « *La lutte contre la répression a donné des résultats qui montrent l'efficacité de l'action des masses. Le développement de cette lutte est un facteur d'élévation du niveau de combativité des masses et de leur confiance dans l'issue de cette bataille.* » (2).

---

(1) André Marty, dans *France nouvelle* du 10 mars dernier, a donné toutes précisions sur le contenu et la forme que devait prendre cette campagne.

(2) Jacques Duclos : *La lutte contre le réarmement allemand et pour la défense de la paix*, rapport présenté le 14 février dernier, devant le Comité Central, pages 36 à 39.

La riposte immédiate et permanente à chaque cas d'arbitraire, à toute forme de répression, permet de faire prendre conscience à de nouveaux combattants rassemblés, sur la base d'objectifs précis et limités, dans des comités de soutien ou de défense, de la justesse de la lutte pour la paix et de la possibilité de la faire triompher.

Elle contribue à ouvrir de nouvelles perspectives aux membres du Parti quant aux possibilités et à l'efficacité de l'unité d'action et de l'union des masses populaires contre la répression.

Léon FEIX

LA LUTTE DES PEUPLES OPPRIMÉS ET LES MANŒUVRES DES IMPÉRIALISTES

La situation du Rassemblement Démocratique Africain

Jdanov déclarait, dans son rapport à la Conférence des Partis communistes tenue en septembre 1947 :

> « **La crise du système colonial, accentuée par l'issue de la seconde guerre mondiale, se manifeste par le puissant essor du mouvement de libération nationale dans les colonies et les pays dépendants. Par là même les arrières du système capitaliste se trouvent menacés.** »

Trente mois plus tard, le 23 mai 1950, l'éditorial de **Pour une paix durable, pour une démocratie populaire** pouvait affirmer que « **la liquidation de tout le système colonial de l'impérialisme est à l'ordre du jour** ».

Que s'était-il passé entre ces deux appréciations ?

Tout d'abord, un événement historique considérable : la victoire de la Révolution populaire chinoise, arrachant des griffes de l'impérialisme près de 500 millions d'hommes et des richesses incalculables.

Dans le même temps, la lutte armée s'était développée dans d'autres pays d'Asie. Au Viet-Nam, l'armée démocratique avait chassé les agresseurs français de 90 % du territoire. En Birmanie, plus de la moitié de la population s'était libérée. En Indonésie, en Malaisie, dans l'Inde et le Sud de la Corée, des millions d'hommes menaient un combat héroïque et remportaient des succès sur les impérialistes et leurs agents intérieurs. Dans le Moyen-Orient et en Afrique, le mouvement de libération gagnait en puissance et prenait une orientation de plus en plus progressive.

Depuis un an, cette lutte des peuples opprimés n'a fait que s'accentuer.

La situation en Corée et au Viet-Nam crée des difficultés croissantes aux impérialistes.

Dans les pays dépendants d'Asie, la lutte des masses populaires se développe contre toute politique servant les intérêts des impérialistes. Le mouvement est si puissant que les gouvernants eux-mêmes sont obligés d'en tenir compte. Il est remarquable que les délégués de l'Inde et de la Birmanie à l'O.N.U.

se soient prononcés contre la résolution déclarant la République populaire chinoise agresseur en Corée, cependant que les représentants de six autres pays dépendants — Afghanistan, Egypte, Indonésie, Pakistan, Syrie, Yémen — s'abstenaient, refusant ainsi sur une question essentielle, certains pour la première fois, de prendre position en faveur des fauteurs de guerre. Cette attitude nouvelle est un coup important infligé aux impérialistes. Parce qu'elle contribue à isoler le « noyau agressif de l'O.N.U. », suivant l'expression du camarade Staline dans son interview à la **Pravda.** Et parce qu'elle montre qu'il n'existe plus de « chasses gardées » pour les impérialistes : désormais, face aux manœuvres de ces derniers, se dresse la volonté des peuples, et c'est celle-ci qui devient partout le facteur décisif.

LES EVENEMENTS D'IRAN

La même constatation s'impose quand on examine les récents événements d'Iran et leurs répercussions.

Pendant longtemps, usant des manœuvres les plus diverses et de la répression, les impérialistes sont parvenus à freiner les mouvements de libération nationale dans le Proche et le Moyen Orient, région d'une extrême importance pour eux, en raison de sa situation stratégique et de ses ressources en pétrole (43 % des réserves mondiales).

Cette période paraît révolue. En imposant à ses députés et sénateurs le vote unanime de la nationalisation des pétroles, le peuple iranien a montré qu'il entendait prendre directement en mains la gestion de ses propres affaires.

Il en est de même en Irak où se développe également un puissant mouvement en faveur de la nationalisation des pétroles, propriété des trusts américains, et en Egypte où les masses demandent toujours plus fortement la nationalisation du Canal de Suez.

Bien entendu, le gouvernement travailliste anglais, « gérant loyal » des intérêts des impérialistes britanniques, n'est pas décidé à abandonner les pétroles d'Iran, dont dispose jusqu'ici la puissante Anglo-Iranian Oil Cy. Il a fait proclamer la loi martiale dans la zone pétrolifère. Il vient de faire assassiner de nombreux travailleurs. Des bâtiments de guerre anglais se trouvent dans le golfe Persique, prêts à intervenir. Mais le peuple iranien ne se laisse pas intimider. Sous la direction du parti progressiste Toudeh, très puissant bien qu'il soit illégal, il exige la nationalisation effective des pétroles et le départ des hommes des trusts étrangers. Le mouvement de grève de dizaines de milliers d'ouvriers de l'Anglo-Iranian, actuellement en cours, atteste de la puissance du mouvement.

Sans préjuger des manœuvres et des provocations que ne manqueront pas d'utiliser les impérialistes anglais et américains, il est possible d'affirmer que les événements d'Iran et leurs premières répercussions en Irak et en Egypte marquent une étape nouvelle de la lutte d'émancipation des peuples du Proche et du Moyen-Orient.

Les impérialistes ne s'y trompent pas, et le **New York Times** du 23 mars dernier traduit leur inquiétude lorsqu'il écrit : « **La**

terre tremble entre la mer Caspienne et le golfe Persique, et les difficultés sont beaucoup plus profondes que le plus profond des puits de pétrole ».

Ce n'est d'ailleurs pas seulement en Asie que croissent ces difficultés. En Afrique du Nord, les peuples marocain, algérien, tunisien se dressent toujours plus résolument contre l'oppression, contre l'envoi de soldats au Viet-Nam, contre les préparatifs de guerre sur leur sol. En Afrique Noire, aussi bien dans les colonies anglaises et belges que françaises, la lutte s'intensifie également.

Ainsi ressort de plus en plus nettement l'instabilité des arrières coloniaux de l'impérialisme.

D'ores et déja, le sol n'est plus solide sous les pieds des oppresseurs en quelque pays colonial ou dépendant que ce soit. Et cette situation ne peut que se développer.

En effet, les peuples opprimés ont fait une fructueuse expérience.

L'EXPERIENCE DES PEUPLES OPPRIMES

Plus aucun doute n'est aujourd'hui possible quant aux desseins des impérialistes. Il est loin le temps où certains pouvaient croire à la sincérité des promoteurs de la Charte de l'Atlantique, reconnaissant à chaque peuple le droit de disposer de lui-même. Il est également loin le temps où les pompeuses déclarations des négriers américains sur la « fin du vieux colonialisme » pouvaient être prises au sérieux. De même, la thèse suivant laquelle, dans les circonstances présentes, un peuple opprimé pourrait profiter des contradictions existant entre les divers impérialismes et se débarrasser de celui qui l'asservit directement grâce à l'appui d'un autre, est périmée.

Les impérialistes ont été contraints de se démasquer en Corée, au Viet-Nam, au Maroc et ailleurs. Ils apparaissent aujourd'hui tels qu'ils sont. Chaque peuple opprimé peut se rendre compte, suivant la formule de Mao Tsé-Toung, que **« l'impérialisme est un tigre qu'il faut abattre si l'on ne veut pas être dévoré par lui ».**

Or, il est possible de l'abattre : cela aussi fait partie de l'expérience des peuples opprimés. Les événements de Corée et du Viet-Nam prouvent qu'il est possible, même pour un petit peuple, de tenir tête aux brigands impérialistes. Et la Révolution populaire chinoise montre que la victoire nécessite l'alliance de lutte avec l'ensemble des forces anti-impérialistes et démocratiques, au premier rang desquelles se trouve l'Union Soviétique.

A la fois par leur propre expérience et par les leçons qu'ils tirent des événements internationaux, les peuples opprimés sont amenés à comprendre que le guide prestigieux du peuple chinois, Mao Tsé-Toung, a raison d'affirmer que « **dans le monde entier, et non pas seulement en Chine, on est du côté de l'impérialisme ou du côté du socialisme ; il n'y a pas d'exception à cette règle ».**

C'est ce qui explique que, dans tous les pays opprimés, les patriotes — communistes en tête, bien entendu — lient de plus

en plus leur lutte à la lutte générale des forces du camp anti-impérialiste. Et s'il est certain que le combat qu'ils mènent pour leur libération nationale constitue leur principal apport à cette lutte commune, leur participation au mouvement mondial pour la paix n'en est pas moins significative. Malgré les entraves de toutes sortes et la répression, 27 comités nationaux de la paix sont en effet constitués dans les pays coloniaux et dépendants et 13 nouveaux comités nationaux sont en voie de formation. Dans vingt-huit de ces pays, plus de six millions de signatures pour l'Appel de Stockholm ont été collectées.

Ainsi se réalise, dans les faits, le grand enseignement de Staline :

> « **Les intérêts du mouvement prolétarien dans les pays évolués et du mouvement de libération nationale aux colonies exigent que ces deux aspects du mouvement révolutionnaire s'unissent en un front commun contre l'ennemi commun, contre l'impérialisme.** » (1).

Ce « front commun » fait trembler les fauteurs de guerre. Les coups qu'ils ont reçus au cours des dernières semaines justifient d'ailleurs pleinement leur inquiétude.

D'une part, dans les pays capitalistes, de puissants mouvements de grève se déroulent : en France, aux Etats-Unis, en Angleterre, en Italie, au Japon et jusqu'en Espagne franquiste. D'autre part — et simultanément — alors que se développe la lutte contre les agresseurs impérialistes en Corée et au Viet-Nam, éclatent les événements du Maroc et du Moyen-Orient.

Et la conscience de cette solidarité de lutte ne fait que croître, au fur et à mesure que s'accentuent les préparatifs de guerre impérialistes avec leurs conséquences directes : une oppression et une misère accrues.

Aujourd'hui, chaque événement se produisant en un point quelconque du globe trouve immédiatement une résonance mondiale et contribue à renforcer la combativité de l'ensemble des forces anti-impérialistes, des forces de paix.

DIFFICULTES CROISSANTES DES IMPERIALISTES

Il est évident qu'une telle situation n'échappe pas aux fauteurs de guerre et que ceux-ci font tout pour essayer d'en enrayer le développement. Toutefois, leur tâche s'avère de moins en moins facile.

Bien sûr, ils disposent de la répression, celle-ci prenant dans les pays opprimés la forme odieuse d'assassinats massifs : 40.000 morts dans le Constantinois en mai 1945, 90.000 à Madagascar en 1947. Mais la répression est une arme à double tranchant. Si elle parvient à freiner provisoirement un mouvement national encore faible, elle n'aboutit qu'à souder et impulser un mouvement déjà puissant. Or, la plupart des mouvements nationaux de libération connaissent actuellement une ampleur et une vitalité extraordinaires. La répression n'est donc plus une mesure suffisante.

---

(1) STALINE : *Principes du Léninisme*, Editions Sociales, 1946, p. 59.

C'est pourquoi les impérialistes multiplient les efforts en vue de faire dévier les peuples coloniaux de la voie de la libération. La méthode n'est pas nouvelle. Elle est pratiquée depuis longtemps déjà par les gouvernements anglais et américains. Elle consiste à trouver des « collaborateurs » dans les pays qu'il s'agit de continuer à opprimer.

Les colonialistes français s'y sont essayés au Viet-Nam avec Bao Daï. Mais « l'empereur des boites de nuit », complètement coupé du peuple vietnamien, n'est qu'une planche pourrie, incapable de remplir le rôle qui lui est assigné.

Tenant compte de la leçon, les gouvernants français et leurs maîtres américains ont poursuivi leurs tentatives en s'entendant avec certains dirigeants du Néo-Destour, parti nationaliste tunisien disposant jusqu'ici d'une base de masse incontestable. Mais la politique dite de « réformes » pratiquée en Tunisie n'a rien donné, si ce n'est l'assassinat de plusieurs ouvriers agricoles et l'arrestation de militants progressistes, membres notamment du parti Néo-Destour. De plus en plus nettement, les masses tunisiennes condamnent la politique de collaboration avec l'impérialisme et les collaborateurs.

On a essayé d'étendre la même politique au Maroc : l'hostilité du peuple marocain a rendu jusqu'ici impossible la conciliation envisagée.

Enfin, l'Afrique Noire n'est pas restée en dehors des préoccupations intéressées des impérialistes.

PREPARATIFS DE GUERRE EN AFRIQUE NOIRE

L'Afrique occidentale et équatoriale présente un intérêt indéniable pour les fauteurs de guerre. Sa situation en bordure de l'Atlantique et l'immensité de ses territoires en font une base de stockage et de transit de premier choix dans les plans d'agression américains.

L'Economist du 15 juillet 1950 indiquait que plus de 4 millions de dollars avaient été accordés à la France, à l'Angleterre et à la Belgique au titre du plan Marshall, pour la construction de routes stratégiques dans cette partie de l'Afrique. Le journal ajoutait que chaque pays intéressé s'était engagé à verser, pour sa part, une contribution de cinquante fois supérieure aux sommes ainsi reçues. Selon le bulletin de l'E.C.A. **Rapports France-Etats-Unis**, la première tranche des travaux prévus en Afrique équatoriale comprend la construction de 5.000 kilomètres de routes.

Les ports de Dakar, de Konakry, d'Abidjan font l'objet de travaux très importants. **Le Monde** du 3 février dernier écrivait au sujet de l'aménagement du port d'Abidjan : « **Inutile de souligner l'intérêt stratégique d'un tel plan d'eau, où pourraient trouver abri de puissantes « task forces » et de nombreux convois.** »

Quant aux bases aériennes, le plan d'équipement prévoit — en dehors de celles existantes — la construction de 48 nouveaux aérodromes.

Si l'on ajoute à cela l'exploitation accélérée de la bauxite et du fer de Guinée, la prospection de plomb, de zinc, d'étain dans divers territoires et le fait que l'Afrique occidentale et équatoriale a fourni plusieurs centaines de milliers de tirailleurs au cours des deux guerres mondiales, on comprendra toute l'importance que les fauteurs de guerre attachent à l'Afrique Noire et tout le parti qu'ils espèrent en tirer. A une condition cependant, valable d'ailleurs pour tous les pays : disposer d'un « climat politiquement sûr ».

Or, les masses africaines ne sont pas restées en dehors de la lutte de l'ensemble des peuples opprimés.

Bien que le prolétariat soit encore relativement faible et dispersé, plus de 50.000 travailleurs sont organisés dans les syndicats. Des grèves importantes ont eu lieu, notamment celle des cheminots qui dura plus de cinq mois (octobre 1947 à mars 1948).

Sur le plan politique, le Rassemblement Démocratique Africain (R.D.A.) est la bête noire des impérialistes.

LA PUISSANCE DU R. D. A.

Dès sa naissance (septembre 1946), l'influence du R.D.A. fut considérable. Aux élections de novembre 1946, il obtint 10 sièges au Parlement français sur un total de 20 députés à élire pour l'ensemble de l'Afrique Noire. Fin 1949, il groupait 980.000 adhérents, dont 800.000 dans le seul territoire de Côte d'Ivoire dont la population est inférieure à 5 millions d'habitants.

Le programme du R.D.A. place au premier plan la lutte contre le colonialisme sous toutes ses formes : lutte pour les libertés individuelles, pour l'extension des droits des assemblées locales et territoriales, contre la spoliation des terres, pour des prix agricoles rémunérateurs, pour les revendications des travailleurs.

Par ailleurs, le R.D.A. a toujours affirmé dans ses documents officiels sa solidarité de lutte avec l'ensemble des forces qui, hors d'Afrique, sont susceptibles de soutenir son action. Sur le plan français, solidarité avec le mouvement progressiste, au premier rang duquel se trouve le Parti Communiste Français. Sur le plan international, solidarité avec les forces anti-impérialistes.

Sur la base d'un tel programme, des résultats importants ont été obtenus par les masses africaines. Citons, parmi les principaux :

— **la suppression du travail forcé.**

— **la suppression du Code de l'Indigénat,** grâce auquel les agents d'autorité pouvaient sans jugement infliger aux Africains des peines allant jusqu'à 15 jours de prison sous les prétextes les plus divers, et même les déporter.

— **la reconnaissance des libertés démocratiques élémentaires :** droit de réunion, droit syndical, liberté de la presse, etc.

— **la mise sur pied d'un organisme chargé de développer l'équipement économique et social (F.I.D.E.S.).**

Ces résultats furent obtenus grâce à la magnifique combativité des masses africaines, orientées par le R.D.A. et soutenues par la classe ouvrière française et son Parti communiste.

Bien sûr, les colonialistes, effrayés par l'importance des coups qui leur étaient ainsi portés et par l'ampleur du mouvement progressiste dans toute l'Afrique Noire, n'attendaient que le moment favorable pour passer à la contre-attaque.

A partir du moment où les ministres communistes furent évincés du gouvernement, les lois supprimant le travail forcé et le Code de l'Indigénat furent délibérément violées. Le F.I.D.E.S. ne fut bientôt plus qu'un paravent destiné à camoufler les investissements stratégiques. La répression s'abattit sur les militants du R.D.A.

Le Parti socialiste fit preuve d'un zèle tout particulier dans l'accomplissement de cette odieuse besogne. Il fournit de nombreux cadres à l'Administration colonialiste. Béchard, membre du Comité directeur de la S.F.I.O., Haut-commissaire en Afrique occidentale et Péchoux, gouverneur de Côte d'Ivoire, socialiste comme lui, sont les principaux responsables de la provocation de janvier 1950 qui fit dans ce territoire plus de 40 morts, plusieurs centaines de blessés et donna le prétexte à l'arrestation de près de 4.000 dirigeants et militants du R.D.A.

Les impérialistes pensaient parvenir ainsi à briser le R.D.A. et à freiner la volonté de lutte des masses d'Afrique Noire.

Toutefois, malgré la véritable terreur régnant sur des régions entières et bien que beaucoup d'organisations du R.D.A. en Côte d'Ivoire fussent décapitées par la répression, le mouvement tint remarquablement : très rares furent les militants qui abandonnèrent la lutte.

Comprenant alors qu'ils n'arriveraient pas à saper l'autorité du R.D.A. par la violence, les impérialistes s'efforcèrent d'atteindre le mouvement de l'intérieur, notamment en poussant les députés R.D.A. à abandonner la lutte.

POSITION ACTUELLE DES DEPUTES R. D. A.

L'affaire fut mise au point par Pleven, colonialiste forcené qui déclarait à la conférence de Brazzaville, en janvier 1944 : **« Dans la grande France coloniale, il n'y a ni peuples à affranchir, ni discriminations raciales à abolir. »**

Il ne s'agit pas pour nous, communistes français, de déterminer les raisons qui ont amené les députés R.D.A. à changer de position politique, ni de rechercher les conditions dans lesquelles un accord est intervenu entre ces députés et le gouvernement français : c'est là l'affaire du R.D.A. et des masses africaines.

Mais Staline nous a appris que

> **« la formation d'un front révolutionnaire commun est impossible sans le soutien direct et résolu — par le prolétariat des nations qui oppriment — du mouvement de libération des peuples opprimés... »** (1).

(1) STALINE : *Principes du Léninisme*, Editions Sociales, p. 59.

Cela crée pour nous de grands devoirs à l'égard des peuples d'outre-mer, des peuples d'Afrique Noire en particulier. Celui, entre autres, de ne pas laisser accréditer dans les masses africaines l'idée, propagée par les députés R.D.A., suivant laquelle le Parti Communiste Français serait d'accord avec leur position actuelle.

La ligne de conduite constante de notre Parti est parfaitement claire. Elle a été maintes fois affirmée par Maurice Thorez, sur la base des enseignements de Lénine et de Staline.

Le Parti Communiste Français soutient de toutes ses forces tout mouvement qui, dans les pays opprimés par les impérialistes français, tend **« à affaiblir, à renverser l'impérialisme et non à le maintenir et à le consolider ».**

Or, la position des députés R.D.A. tend-elle à affaiblir l'impérialisme ou bien à le maintenir et à le consolider ? Il suffit de relever quelques-uns de leurs votes récents pour répondre à la question.

Ils se sont abstenus dans le vote d'octobre 1950 clôturant le débat sur la guerre criminelle faite au peuple vietnamien.

Ils ont voté les 18 mois de service militaire.

Ils ont voté le programme gouvernemental de réarmement.

Ils ont voté l'investiture de Guy Mollet, chef du parti de Béchard et de Péchoux.

Ils ont voté l'investiture de Queuille, l'un des dirigeants du parti de Marc Rucart, qui ne cesse de hurler à la répression en Afrique Noire.

Il est clair qu'une telle politique va à l'encontre des intérêts des peuples africains comme de ceux, solidaires, des forces anti-impérialistes en France et dans le monde.

TENTATIVES DE JUSTIFICATION ET REALITE

Comme toujours en pareil cas, les députés R.D.A. essaient de « justifier » leur nouvelle position par des « nécessités » d'ordre tactique et autres. Mais les arguments qu'ils donnent ne résistent pas à un examen honnête.

Après les provocations de janvier et février 1950, les dirigeants du R.D.A. ont déclaré vouloir rechercher des formes de lutte nouvelles adaptées à la nouvelle situation créée par les colonialistes.

Ils ont également affirmé qu'ils voulaient essayer de réaliser une union aussi large que possible des élus africains, afin d'isoler au maximum la meute des oppresseurs et de leurs agents. Mais est-ce dans cette voie qu'ils sont véritablement engagés ?

Dans le moment présent où les impérialistes sont pris à la gorge par des difficultés sans cesse croissantes, une telle union ne peut être positive que dans la mesure où elle élargit les bases du mouvement anticolonialiste, tout en laissant au R.D.A. son entière indépendance d'action : c'est l'évidence même.

Or, dans les accords qu'ils ont souscrits avec les « Indépendants d'Outre-Mer », les députés R.D.A. font passer les « arran-

gements » électoraux avant les intérêts des populations africaines. Un document de ces « indépendants » — dont le leader est le sous-ministre des colonies Aujoulat — précise d'ailleurs : **« Il n'est pas demandé aux Indépendants de changer quoi que ce soit à leur position politique, c'est donc le R.D.A. seul qui change. »**

Toutefois, une question peut encore se poser. La nouvelle position des députés R.D.A. a-t-elle amené, ainsi qu'ils le prétendaient, une diminution de la répression ?

Le 7 février dernier, alors que de nombreuses personnalités officielles ripaillaient à l'occasion de l'inauguration du port d'Abidjan aménagé pour le compte des fauteurs de guerre, le Président de la République annonçait à Paris des « mesures de clémence ».

Or, depuis deux mois, la répression n'a fait que s'aggraver dans toute l'Afrique Noire. Non seulement aucune libération n'est intervenue à la suite de « mesure de clémence », mais encore de multiples arrestations se produisent un peu partout. Les députés R.D.A. eux-mêmes sont déjà mal récompensés de leur revirement, puisqu'il leur est souvent impossible, les salles leur étant refusées, de rendre compte de leur mandat d'élus. Cela ne concorde guère avec leur document du 8 décembre 1950, dans lequel ils déclaraient qu'il n'était pas question pour eux « d'accepter la moindre humiliation »...

Ainsi apparaît nettement la tactique gouvernementale : discréditer certains dirigeants du R.D.A., faire dévier le R.D.A. de la lutte anticolonialiste qu'il mène depuis cinq ans, semer la confusion et le découragement au sein des masses africaines.

Les colonialistes pensent, de la sorte, créer le climat politique leur permettant de mettre tranquillement sur pied leurs préparatifs de guerre en Afrique Noire. Mais leur plan sera déjoué.

LES AFRICAINS NE SONT PAS DUPES

D'ores et déjà, un grand nombre de militants du R.D.A. se désolidarisent de la position des députés. Beaucoup d'autres, qui ont pu hésiter un certain temps, comprennent aujourd'hui — et comprendront de mieux en mieux — qu'ils n'ont pas le droit de compromettre l'avenir de leur mouvement, c'est-à-dire l'avenir de l'Afrique Noire, en se fiant aux promesses des colonialistes, qui ne seront jamais tenues.

L'exemple de la Côte de l'Or (Gold Coast), colonie anglaise voisine de la Côte d'Ivoire, est d'ailleurs là pour montrer la seule voie du succès. En 1947, une provocation comparable à celle de la Côte d'Ivoire fit dans ce territoire plus de 30 morts et plusieurs centaines de blessés. La lutte se poursuivit. Et lors des élections du 11 février 1951, le parti progressiste de la Côte de l'Or obtint 34 sièges sur 38 à pourvoir, cependant qu'il arrachait la libération de nombreux militants.

Les Africains de la Côte d'Ivoire et des autres territoires placés sous le joug des colonialistes français ne peuvent que puiser dans ces faits une nouvelle confirmation de l'efficacité de la lutte.

Les émouvants témoignages d'affection adressés de toutes les prisons d'Afrique Noire au secrétaire général du Parti Communiste Français, à l'occasion de sa maladie, attestent que rien ne pourra briser la solidarité de lutte unissant les masses africaines et le prolétariat français.

Et les 300.000 signatures recueillies pour l'Appel de Stockholm sont une cinglante réplique à ceux qui voudraient entraîner l'Afrique dans le dispositif de guerre impérialiste.

> **« L'Afrique n'a pas encore dit son dernier mot. Sous sa chair chaude poussera drue la démocratie, la démocratie nouvelle qui, en supprimant les luttes, les guerres d'intérêts sordides, fera régner à jamais la fraternité entre les peuples. On peut ralentir une révolution, on ne peut l'arrêter. L'Afrique est en marche. »**

Ainsi s'exprimait, en octobre 1948, M. Félix Houphouet-Boigny, président du R.D.A. Les peuples d'Afrique font toujours leur cette déclaration.

LE DEVOIR DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS

Un grand devoir s'impose à la classe ouvrière française et, en premier lieu, aux communistes : celui d'aider au maximum les masses africaines dans leur lutte difficile.

Le 12 janvier dernier, Jacques Duclos et André Marty ont déposé, au nom du groupe parlementaire communiste, une proposition de loi portant amnistie pour tous les condamnés et cessation des poursuites à l'égard de tous les démocrates d'outre-mer poursuivis ou emprisonnés préventivement. Cette proposition intéresse plus de 2.000 progressistes d'Afrique Noire.

Le 15 février, une autre proposition de loi présentée également par Jacques Duclos et André Marty vise à donner en propriété la terre africaine aux Africains.

Par ailleurs, diverses manifestations ont eu lieu au cours des derniers mois, en particulier sur l'initiative du Comité pour la Défense des Libertés en Afrique Noire, protestant contre la terreur que font régner les Béchard, Péchoux et autres agents d'exécution des impérialistes.

Enfin, le Secours Populaire Français a déjà fait beaucoup pour adoucir, dans une certaine mesure, les conditions inhumaines de détention des emprisonnés.

C'est bien, mais encore insuffisant. Notre classe ouvrière et notre Parti doivent manifester plus encore leur solidarité effective à l'égard des peuples d'Afrique. En toutes circonstances, le gouvernement colonialiste doit sentir que notre peuple exige la fin de la politique pratiquée en Afrique Noire comme dans les autres pays d'outre-mer.

C'est là, avec le développement de la lutte contre la guerre criminelle du Viet-Nam, un aspect particulièrement important de l'internationalisme prolétarien qui doit nous animer, en même temps qu'une contribution à notre propre lutte pour la paix.

Roger PANNEQUIN

LA GRÈVE PATRIOTIQUE DES MINEURS DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS (1941)

Il y a dix ans se déroulait la grande grève patriotique des mineurs du Pas-de-Calais et du Nord.

Au pied du chevalement, dans la cour de la fosse Dahomey, à Montigny-en-Gohelle (fosse 7 de Dourges), un monument sobre et imposant, toujours fleuri, porte, inscrit dans sa pierre :

> « *Répondant à l'appel historique lancé sur le sol national par Maurice Thorez et Jacques Duclos,*
> *ici, en juillet* 1940,
> *l'embryon de la résistance prit naissance sur l'initiative de trois courageux F.T.P.F., dont Michel Brulé, fusillé le* 14 *avril* 1942.
> « *De ce puits,*
> *la lutte armée commença le* 26 *mai* 1941 *contre l'envahisseur et ses valets.*
> « *Français, n'oubliez jamais !* »

Depuis juillet 1940, le syndicat illégal était constitué à la fosse Dahomey; 99 % des mineurs adhéraient au Comité d'unité syndicale et d'action (C.U.S.A.). En septembre 1940, une délégation, conduite par Michel Brulé et par Noël, s'était fièrement rendue à l'*Oberfeldkommandantur* de Lille et avait exigé une amélioration du ravitaillement. Ainsi, leur pain et leur beurre, les mineurs ne les attendaient ni des délégués socialistes désignés par l'occupant, ni des dirigeants réformistes Prieu, Legay, Mériaux, Dumoulin et autres, qui venaient de prostituer aux hitlériens le vieux syndicat des mineurs du Pas-de-Calais. C'est aux communistes qu'ils avaient élus à la tête de leur syndicat illégal que les mineurs faisaient confiance pour défendre leur pain, face à l'ennemi.

Le 4 septembre 1940, un « coup de feu » tue deux jeunes galibots au fond de la fosse Dahomey. Le Comité d'unité syndicale décide la grève totale dans le puits le jour des funérailles. Au moment de la mise en terre, face aux mitrailleuses nazies, Michel Brulé prend la parole. Il appelle les mineurs à préserver leur unité, à exiger le respect des mesures de sécurité, à réclamer un meilleur ravitaillement et de meilleurs salaires.

Dans tout le bassin, les Comités d'unité syndicale et d'action se développent. Le journal *la Vie Ouvrière*, paraissant illégalement sous la direction de Benoit Frachon, les anime. Le journal communiste *l'Enchaîné*, tiré avec des moyens de fortune, avait fait connaître aux travailleurs l'appel du 10 juillet 1940 de Maurice Thorez et de Jacques Duclos. Les cellules s'étaient

réorganisées. La direction fédérale clandestine était assurée par Auguste Lecœur, prisonnier de guerre évadé, ancien volontaire de l'Espagne républicaine, arrêté en 1939 aux armées parce qu'il avait rédigé et signé le tract de la Fédération du Pas-de-Calais expliquant la vérité sur le pacte de non-agression germano-soviétique.

A ses côtés se trouvaient Gustave Lecointe, évadé de la forteresse de Sisteron, Julien Hapiot et Nestor Calonne, anciens combattants de l'Espagne républicaine. Cette direction clandestine avait réussi à lier le Parti à la masse des travailleurs par l'activité des Comités populaires, dans lesquels les femmes étaient très actives, et des Comités d'unité syndicale et d'action.

Pendant le mois de janvier 1941, une grève perlée avait duré vingt-cinq jours dans les puits des bassins de l'Escarpelle et d'Aniche. Les ouvriers ralentissaient considérablement la production pour protester contre l'extension de la journée de travail de 7 h. 45 à 8 h. 15.

C'est à cause de ce mouvement de janvier 1941 que la direction clandestine de notre Parti dans la région envisagea l'éventualité prochaine d'un mouvement de grève dans tout le bassin. En vue de ce mouvement, la décision fut prise d'organiser des groupes armés de protection, chargés d'assurer les piquets de grève et d'intervenir contre les forces de police. C'est Charles Debarge qui fut chargé de cette organisation spéciale.

LA TRAHISON DES COMPAGNIES MINIERES

Les compagnies minières exécutaient servilement les ordres des nazis. C'étaient ces mêmes compagnies qui avaient fait exploiter les veines de charbon les plus pauvres et les plus mauvaises au moment du Front Populaire; mais, dès la trahison de Munich, elles s'étaient empressées de mettre en exploitation les veines les plus riches pour que l'envahisseur hitlérien trouve de gros stocks de charbon et une machine de guerre toute prête.

Les compagnies minières voyaient, d'autre part, dans l'occupation ennemie le moyen d'exploiter toujours plus les travailleurs, la garantie d'augmenter leurs scandaleux bénéfices. Plus de mesures de sécurité, plus de respect des prix de tâches. La vie et le pain des mineurs sont à la merci des ingénieurs gardes-chiourmes. Les baïonnettes hitlériennes protègent la corruption des directions minières, qui se vautrent dans la plus honteuse collaboration.

Mais les ouvriers savent que leurs bras servent à alimenter la machine de guerre nazie. Ils savent que toute action revendicative qu'ils entreprennent gêne ou paralyse l'ennemi. Pour eux, les dirigeants des compagnies, les chefs syndicaux traîtres et l'occupant hitlérien ne font qu'un. Pour tous, la lutte pour de meilleures conditions de vie ne peut être séparée de la lutte contre les nazis et leurs valets.

Les publications illégales du Parti parlent du pays de Staline, montrent aux ouvriers que c'est à la fois là-bas et ici que sont les chances de libération de l'exploitation hitlérienne. Et, dès cette période, les mineurs du bassin savent tous que se

libérer de l'hitlérisme, c'est faire un pas pour se libérer de l'odieux régime capitaliste.

« VIVE STALINE ! VIVE LA FRANCE ! »

Le 1er mai 1941 devait éprouver la force d'action des Comités d'unité syndicale, des Comités populaires et des organisations illégales du Parti. A travers tout le bassin, malgré les patrouilles nazies et les patrouilles de la police dite française, des milliers de drapeaux rouges sont accrochés dans les fils électriques, au sommet des édifices publics, à la pointe des terrils. Les murs du bassin minier sont couverts d'inscriptions : « *Vive le 1er mai de lutte !* », « *Du pain !* », « *Vive l'unité !* », « *A bas Pétain !* », « *Vive Thorez !* » et, partout, cette inscription qui fait trembler l'envahisseur : « *Vive Staline, vive la France !* »

« *Vive Staline, vive la France!* » disent les travailleurs que l'hitlérisme veut plier sous sa botte, que les patrons des mines affament et tuent. Pour eux, en ce mois de mai 1941, on ne peut pas sauver la France du fascisme sans s'appuyer sur le pays de Staline, le pays du socialisme. L'expérience de quatre années de guerre devait prouver que les mineurs avaient eu raison le 1er mai 1941.

A cause du succès de cette journée, les dirigeants du Parti dans la région étudièrent la possibilité de déclencher un mouvement général de grève dans le bassin minier. Les Comités d'unité syndicale, en impulsant une action revendicative incessante, avaient soudé autour d'eux l'ensemble de la corporation minière. En conséquence, malgré toutes les précautions qu'ils avaient prises, les dirigeants socialistes et réformistes des syndicats légaux avaient fait la démonstration qu'ils n'étaient que les valets de l'occupant fasciste. Par là même, ils n'avaient plus guère de possibilité de scinder le mouvement. Notre Parti, par ses publications clandestines, avait semé la haine de l'occupant hitlérien et l'amour du pays des Soviets. Ainsi il avait montré et expliqué les perspectives de libération nationale et sociale.

Nos dirigeants définirent comme suit la tactique à employer : choisir un puits avec des revendications bien précises et faisant l'unanimité. Etendre le cahier de revendications et le porter à la connaissance de tous les autres puits. Les faire se solidariser aussitôt avec les grévistes. Cette tactique tenait compte du fractionnement du bassin en compagnies minières avec chacune leur direction, c'est-à-dire avec des revendications valables pour toutes les compagnies, mais aussi avec des revendications particulières à chacune d'elles, et même à chaque puits.

Il fallait choisir un puits avec des militants sûrs, ne reculant devant rien, même pas devant la mort.

Julien Hapiot proposa à ses camarades Lecœur, Lecointe et Calonne que le 7 de Dourges (fosse Dahomey) soit choisi et que le camarade Michel Brulé soit chargé de déclencher la grève.

Au 7 de Dourges, en plus des revendications générales sur le pain, le beurre, le savon, les toiles bleues, une revendication très importante faisait l'unanimité des ouvriers : l'occupation et la direction minière tentaient d'augmenter le degré d'exploi-

tation et de rogner encore plus les salaires par le système du « marquage des bois ».

LA GREVE ET SON BILAN

Le 26 mai, au poste du matin, avant la descente, le camarade Michel Brulé s'adresse à tous les ouvriers au nom du Comité d'unité syndicale. Il fait acclamer le cahier de revendications, et la grève est déclenchée.

Tout de suite, Feldgendarmerie, gendarmerie et police dites françaises, parcourent en camions les cités. De nombreuses rafles de grévistes ont lieu.

La direction du Parti prend immédiatement ses dispositions pour que la grève s'étende à tout le bassin.

Le 27 et le 28, les compagnies de Dourges, Ostricourt, l'Escarpelle, Courrières, Marles sont en grève.

Le 3 juin, les compagnies de Lens, Liévin, Béthune, Bruay, Auchel, Nœux entrent dans le mouvement. Le bassin du Pas-de-Calais est donc paralysé à 100 %. L'usine métallurgique Sartiaux, à Hénin-Liétard, qui fabrique du matériel pour les mines, se met en grève. Le Nord suit immédiatement. Le 4 juin, toutes les femmes de la compagnie de Courrières marchent sur les grands bureaux de Billy-Montigny pour appuyer les cahiers de revendications.

Mais laissons plutôt parler un ouvrier militant du Parti :

> « *Pendant la grève des mineurs de* 1941, *nous nous levions tous les jours à* 4 *heures du matin pour partir avec les femmes au piquet de grève de la porte du puits et aux piquets volants dans les corons, afin de renvoyer les quelques briseurs de grève. Le jeudi* 5 *juin, à* 6 *heures du matin, nous avons organisé une réunion de grévistes sur le terrain de La Perche, en face de la fosse* 3 *(de Liévin). Les délégués élus par les mineurs rendirent compte de l'entrevue de la veille avec la direction des mines. Le camarade Désiré Lemaire prit la parole pour exhorter les ouvriers à continuer la lutte jusqu'à satisfaction complète. Auparavant, le délégué mineur P. H..., S.F.I.O., délégué non élu, désigné par l'occupant, avait demandé aux mineurs de reprendre le travail et avait déclaré dégager toute responsabilité pour l'avenir. Les mineurs le huèrent. Après la réunion, le délégué P. H... pénétra dans la fosse* 3. *Quinze minutes plus tard, la police allemande sortait de la fosse et allait chez les militants pour les arrêter.* »

La grève avait porté un coup terrible à la machine de guerre hitlérienne. L'ingénieur en chef des mines Duhameaux, dans son rapport sur l'année 1941, dit à la page 13 :

> « *Une grève d'origine communiste, qui a atteint une grande ampleur, a sévi dans le bassin du* 26 *mai au* 10 *juin* 1941.
>
> « *La perte de production correspondante a dépassé un demi-million de tonnes; pour la seule semaine de juin, le déficit a été de plus de* 400.000 *tonnes. La marche des cokeries a été sérieusement affectée. La production du coke a été de* 49.600 *tonnes seulement pendant la première semaine de juin, contre* 70.000 *tonnes en temps ordinaire.*

Des mesures de restriction sur la consommation du gaz ont dû être imposées dans toute la région.

« Les journées perdues se sont réparties comme suit :

Journées perdues (fond) ..... 387.862.
Journées perdues (jour) ..... 85.231.

L'ingénieur en chef des mines :
DUHAMEAUX. »

Les compagnies minières avaient dû lâcher. Compagnie par compagnie, des avantages de salaire et de sécurité dans le travail avaient été accordés. D'une manière générale, le ravitaillement pour les ouvriers mineurs avait été amélioré.

Au cours d'une réunion de grévistes dans la compagnie de Bruay, un traître envoyé par l'ingénieur du puits dans le mouvement pour essayer de le briser et pour moucharder à l'occupant les noms des meneurs, prit la parole le 8 juin : « *Nous avons satisfaction sur le pain, la saucisse, le savon, les salaires. Que voulez-vous de plus ?* » Un ouvrier cria : « *Nous voulons des fusils !* »

100.000 ouvriers venaient de faire reculer la police vichyssoise et l'armée d'occupation. Et ces hommes, maintenant, réclamaient des fusils !

L'ETOILE CONDUCTRICE DE LA CLASSE OUVRIERE

Dans les fossés de la citadelle d'Arras, 218 plaques de marbre rappellent le sacrifice des héros de l'Artois fusillés contre ces murs. La profession est indiquée sur les plaques. Sur 162 plaques, on lit « mineur ».

A l'inauguration officielle de ce mémorial, Auguste Lecœur, parlant au nom de la Fédération régionale des Mineurs, déclarait :

« A aucune activité politique, les mineurs ne sont indifférents. Chaque fois, ils en font une affaire personnelle, au même titre que de leur salaire et que des conditions de vie de leurs enfants.

« Ainsi s'explique la grève des mineurs de mai 1941. Je précise : la grève des 100.000 mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, organisée et dirigée par nous, s'est déclenchée contre l'occupant en mai 1941, c'est-à-dire avant l'agression de l'Allemagne contre l'Union Soviétique.

« Je dois pourtant préciser encore que si cette grève n'avait pas été déclenchée avant l'agression hitlérienne contre l'U.R.S.S., nous l'aurions déclenchée le jour même, tant il est vrai que la corporation minière, en tout lieu et en tout temps, sautera à la gorge de tout agresseur du pays du socialisme... »

Les 100.000 mineurs venaient de montrer à tous le chemin de la lutte de masse pour la libération nationale.

Mais ce qu'ils ont fait, ils n'auraient jamais pu le faire sans l'existence de l'Union Soviétique, sans la confiance des dirigeants du Parti illégal dans la politique juste et dans l'invincible puissance du pays de Staline, sans l'action permanente du Parti pour faire connaître et aimer le pays du socialisme.

Dans le printemps, l'été et l'automne de 1941, l'*Organisation Spéciale*, dirigée par Charles Debarge, après avoir préservé la

grève, a multiplié les actions d'éclat. Quand ces patriotes se retournent sur ce passé de légende, ils ne se demandent jamais comment ils ont eu assez d'audace pour faire tout cela. Ils ne l'ont pas fait parce qu'ils étaient jeunes et audacieux. Ils ne l'ont pas fait simplement par discipline à l'égard de notre Parti. Ils ne l'ont pas fait seulement parce que des hommes comme Hapiot, Debarge, Lecœur leur en donnaient l'exemple. C'était la nuit de l'oppression, dit-on souvent. Hitler avait vassalisé une grande partie de l'Europe, sa force apparemment formidable écrasait maints peuples. Pour certains, c'était la nuit. Pas pour la classe ouvrière.

Pour elle, il y avait l'Union Soviétique. Combien de fois Debarge nous en parla ! Et c'est l'existence du pays du socialisme qui a donné à ces hommes leur espoir, leur certitude, quand tout poussait d'autres à désespérer. Seuls peuvent les considérer comme des hommes de légende ceux qui séparent leurs actions de 1941 de leur amour pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Tous les autres comprennent que ces mineurs ont agi ainsi tout simplement parce qu'ils n'ont jamais séparé leur patriotisme de leur fidélité au pays du socialisme.

PATRIOTES PARCE QU'INTERNATIONALISTES

Ainsi la grande grève de 1941 était un combat national et un combat de classe. En défendant leurs intérêts, les ouvriers mineurs défendaient les destinées de la nation tout entière. Le travail de leurs bras, Hitler voulait l'utiliser pour sa machine de guerre. Et, pour les ouvriers, cela s'appelait l'esclavage. Salaires de misère, pas de sécurité, exploitation renforcée. Les mineurs ont brisé cela. Le souvenir de leur grève de 1941 les a animés pendant toute l'occupation. Et, constamment, ils ont saboté la production. D'autres mouvements de grève ont éclaté en avril 1942, en octobre 1943, pour aboutir enfin à la grande grève insurrectionnelle.

L'Etat-Patron a remplacé aujourd'hui les anciennes compagnies minières. Et, comme les patrons capitalistes prétendaient faire produire pour ceux qui avaient mis la France en esclavage, le capitalisme d'Etat prétend aujourd'hui faire produire pour la machine américaine de guerre contre l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire. Pour les mineurs, cela s'appelle encore une fois l'esclavage, les salaires de famine, le mépris des mesures de sécurité, la négation des droits qui ont été reconnus dans un statut pourtant voté à l'unanimité par l'Assemblée Nationale. Aujourd'hui comme hier, les dirigeants réformistes se vautrent dans la collaboration de classe et tentent de diviser le mouvement.

Aujourd'hui comme hier, en défendant leurs intérêts, en disant : « *Pas de sous, pas de charbon* », les mineurs défendent le sort de toute la nation, le bien le plus cher à tous : la paix.

Les mineurs savent que si la France est trahie, c'est le peuple qui paie en larmes et en sang.

Et ceux-là mêmes qui se dressèrent les premiers contre l'oppression hitlérienne ont désigné dans l'enthousiasme leurs

délégués au Congrès franco-allemand des travailleurs contre le réarmement de la Wehrmacht, contre la guerre. Ils mènent l'action commune avec leurs frères allemands contre l'oppresseur commun : l'impérialisme américain.

De 1945 à 1947, ces hommes ont augmenté la production. Ils ont ainsi permis que la France conserve jusqu'en 1947 son indépendance et ne tombe pas d'elle-même sous la coupe des impérialistes étrangers, à la discrétion desquels elle a été mise depuis cette date non par la force des choses, mais par la trahison des dirigeants bourgeois et des chefs socialistes droitiers à la Ramadier. Les mineurs continuent aujourd'hui le même combat, en s'efforçant de rendre à leur pays son indépendance et de le ramener sur le chemin du progrès social, de la démocratie et de la paix.

LES CENTRES OUVRIERS, BASE DE LA RESISTANCE NATIONALE

Les ouvriers mineurs se souviennent de l'appel que Maurice Thorez et Jacques Duclos lançaient du sol national meurtri, le 10 juillet 1940 :

> « *Jamais un grand peuple comme le nôtre ne sera un peuple d'esclaves...*
>
> « *C'est autour de la classe ouvrière, ardente et généreuse, pleine de confiance et de courage, que peut se constituer le Front de la liberté, de l'indépendance et de la renaissance de la France.* »

A travers toutes leurs luttes, les ouvriers mineurs restent indéfectiblement fidèles à cet appel.

Comme Maurice Thorez le notait dans sa brochure de 1944 intitulée « *La France depuis la capitulation de Rethondes* » (1), la résistance nationale contre les occupants nazis et contre les traîtres de Vichy a débuté logiquement dans Paris (manifestations de juillet et du 11 novembre 1940, sabotages chez Renault et chez Gnome et Rhône, démonstrations de chômeurs aux mairies de banlieue) et dans les centres ouvriers « où la population était foncièrement antifasciste et où l'influence du Parti Communiste Français était grande ». Maurice Thorez relève le grand rôle de la grève des mineurs dans le développement de ce mouvement.

Il montre que c'est sur la base de cette lutte de la classe ouvrière que les patriotes de toute opinion tendaient à s'unir. En mai 1941, pour accélérer ce procès d'unification des forces nationales, le Parti Communiste Français, renouvelant son appel au peuple, précisait qu'il était prêt à s'unir avec toutes les organisations et tous les citoyens orientés « *dans le sens d'une lutte véritable contre l'oppression nationale et contre les traîtres* ». Le Front National naissait. Ses comités locaux et départementaux allaient comprendre des Français de toute opinion. Les comités populaires, bientôt, se multipliaient dans les entreprises sous l'égide des syndicats. La chaîne se formait pour la résistance

(1) Ce document a été reproduit dans les *Cahiers du Communisme*, numéros de mars, avril et mai 1945, sous le titre « *Pages d'histoire* ».

commune aux envahiseurs et aux traîtres. Le mouvement des Francs-Tireurs et Partisans, surgi au cœur des villes et des centres prolétariens, allait s'étendre victorieusement. Tout cela, malgré les efforts désespérés des agents gaullistes, des Mayer, des Pleven, des André Philip et des de Menthon, dont la seule préoccupation était de limiter et d'empêcher l'intervention du peuple lui-même.

Enseignement toujours actuel! La libération et la régénération de la France dépendent au premier chef, aujourd'hui comme hier, de l'unité de la classe ouvrière et de l'union de toutes les forces démocratiques et patriotiques autour d'elle.

Monsieur Mollet Guy

Les poses du secrétaire général du parti « socialiste » S.F.I.O., Monsieur Mollet Guy, vice-président du Conseil, évoquent les caricatures de Honoré Daumier où l'artiste fustige la vanité ignorante et la suffisance arrogante.

Parce qu'il s'est trouvé à Arras où l'incorruptible Robespierre était né, il a voulu s'en donner les airs au lendemain de la Libération.

C'est au sein de la classe ouvrière que M. Mollet essaie de répandre une idéologie d'abandon et de renoncement. A l'époque du capitalisme pourrissant en pleine décadence, les peuples ayant le moyen de mettre à la raison les milliardaires exploiteurs, ceci n'est possible que par le divorce évident des paroles et des actes, par l'abandon cynique des positions affirmées sous les prétextes les plus extravagants et les plus mensongers.

Y a-t-il dans ces termes quelque excès, quelque sévérité injustifiée ? Qu'on en juge sur pièces.

Le 17 janvier 1949, M. Mollet écrivait à M. Queuille alors président du Conseil (M. Mollet n'était pas son vice-président) :

> « *Le parti socialiste a constamment mis en garde les gouvernements successifs, aussi bien contre la politique dite « de force » qui recherchait une solution sur le plan militaire, que contre les tentatives de négocier la paix avec l'ex-empereur Bao-Daï. Ces deux politiques ont fait faillite... Toute prolongation des hostilités ne fera qu'augmenter le lourd fardeau des dépenses militaires* ET LE NOMBRE CROISSANT DE VIES HUMAINES SACRIFIÉES INUTILEMENT (1).
>
> « *Les négociations avec Bao-Daï ne peuvent pas aboutir à un accord avec le peuple du Viet-Nam. L'ex-empereur ne jouit d'aucune autorité dans le pays. Les forces armées du Viet-Nam ne lui obéissent pas et ne dépendent pas de lui* ».

Voilà qui est clair ! Le refus par M. Mollet Guy du sacrifice inutile de vies humaines peut contribuer à rendre cette politique impossible. La refusera-t-il?

Selon le journal *Combat* du 9 novembre 1950, M. Mollet Guy déclare au déjeuner de la presse anglo-américaine :

> « *Elle n'a pas le droit de la quitter* (l'Indochine), *car sa présence reste le seul espoir de la* POSSIBILITÉ D'ÉMANCIPATION DU PEUPLE VIETNAMIEN (1).
>
> « *La France supporte depuis cinq ans tout l'effort. Elle y consacre plus qu'elle ne touche de l'aide Marshall.* »

Ce serait pour l'émancipation du peuple vietnamien que des vies humaines sont sacrifiées inutilement !

(1) Souligné par moi, M. K.-V.

Mais tout n'a pas été dit.

Le 6 mars 1951, M. Mollet se présente à l'Assemblée Nationale. Il est président du Conseil désigné. Il veut être président du Conseil et il déclare :

> « *Je salue comme l'ont fait mes prédécesseurs* (les défenseurs bien connus du socialisme René Pleven, Henri Queuille et Georges Bidault. M. K.-V.) *les héroïques combattants qui, en Indochine et en Corée, se battent pour la défense d'une même cause aux frontières avancées du monde libre et qui ont le droit de compter sur l'appui et le respect unanimes de la nation qu'ils représentent.*
>
> « *Mais ce serait une terrible contradiction d'aider les hommes à se battre pour la liberté et de ne pas employer énergiquement toutes les ressources de la loi contre ceux qui cherchent à saper dans le même temps la puissance matérielle et morale de la nation* ».

Il serait trop facile d'ironiser sur le président du Conseil, M. Mollet Guy faisant poursuivre le secrétaire général du parti socialiste pour sa lettre du 17 janvier 1949.

Mais on continue à « sacrifier inutilement des vies humaines ».

Que s'est-il passé entre janvier 1949 et mars 1951 ?

Au cours de l'année 1949, le dénommé Van Cô a déployé tous ses talents.

Selon la formule de Jules Moch, « *il distribuait de l'argent pour acheter les consciences* ».

Van Cô s'est vanté d'être « efficacement » intervenu auprès de ses camarades de parti Le Troquer et Guy Mollet.

Entre temps, on a su que les sacrifices de vies humaines n'étaient pas inutiles pour la Banque d'Indochine et tous ceux qui réalisent des milliards de bénéfices dans les trafics de piastres, d'autres devises et de licences d'importation et d'exportation.

C'est ce que M. Mollet Guy appelle les « frontières avancées du monde libre ». Sans autre commentaire.

⁂

La guerre est devenue une menace mortelle pour la France.

Ceux dont les valeurs montent en bourse quand la menace s'accentue, ont hâte de réarmer l'Allemagne.

Que dit M. Mollet Guy?

Vous pouvez lire dans *Le Populaire-Dimanche* du 3 décembre 1950 son intervention à ce conseil d'administration d'intérêts capitalistes qu'ils appellent le Conseil de l'Europe.

> « *Nous sommes contre la renaissance de l'armée allemande sous quelle que forme que ce soit, quelles qu'en soient les conditions et les délais* ».

Mais dans le même discours perce l'intention d'appliquer en Allemagne la politique de Mac Arthur.

> « *Cette armée européenne que je regrette d'avoir à appeler une armée et que je préférerais appeler* POLICE *internationale ou police européenne...*
>
> « *C'est du moins dans un domaine, ce qui a été fait pour la Corée. Elles* (les troupes) *sont placées sous commandement international* (Mac Arthur) ».

Il me faudrait citer d'autres extraits de ce discours pour montrer ce monstrueux procédé de duperie qui commence par prendre appui

sur le sentiment général des Français contre le réarmement de l'Allemagne, qui dénonce le danger de la renaissance immédiate du militarisme allemand, qui révèle le nom d'un général hitlérien de Bonn qui à Strasbourg incorporait « malgré eux » les jeunes Alsaciens en 1942 et qui aboutit à proposer comme idéal, la solution coréenne de Mac Arthur pour le problème allemand.

La solution du général américain est toujours le maître mot de l'Europe socialiste de M. Mollet en dépit même de son « anglophilie » affirmée.

M. Mollet Guy A DIT qu'il était contre la guerre au Viet-Nam. M. Mollet FAIT la politique du « sacrifice inutile de vies humaines » pour le compte de la Banque d'Indochine et des milliardaires de Wall Street.

M. Mollet A DIT que la guerre n'était pas fatale et qu'il disait « *non à l'armée allemande, un non simple, un non net* ». M. Mollet FAIT la politique de la libération de Krupp, du plan Schuman, et des marchands de canons germano-franco-trumaniens.

M. Mollet Guy, unanimement reconnu comme un personnage médiocre, velléitaire, a légitimement pris une place de choix parmi les dirigeants socialistes de droite par la constance avec laquelle il FAIT le contraire de ce qu'il DIT.

Pour devenir secrétaire général du parti « socialiste » S.F.I.O., il a « tourné » Daniel Mayer par la « gauche ». Celui-ci a essayé de lui rendre sa manœuvre.

M. Mollet Guy se disait même pour la lutte des classes, contre Léon Blum.

C'est dans ces « phrases de gauche » DITES pour gagner la confiance des militants et des ouvriers socialistes que s'expriment les tendances des masses populaires.

Mais pour M. Mollet Guy et ses pareils, ces « phrases » sont le paravent, le rideau de fumée, derrière lequel ils FONT la politique des maîtres véritables.

Quand Truman a ordonné : « Haro sur les communistes! », « guerre à l'Union Soviétique! », M. Mollet Guy comme Ramadier et tous les autres obéissent aussitôt au porte-parole des milliardaires de Wall Street.

C'est au sein de la classe ouvrière que M. Mollet veut répandre cette politique de la bourgeoisie.

A cet effet, il est obligé d'affirmer quelques évidences qui expriment la réduction à 50 % par rapport à 1938 du niveau de vie des travailleurs.

En décembre 1949, devant le Conseil national du parti « socialiste », il reconnaît :

> « *En réalité, la prime aboutit non pas à la création d'un pouvoir d'achat supplémentaire, mais à une redistribution partielle des pouvoirs d'achat entre les Français...* »

Le 6 mars 1951, il reconnaît encore :

> « *Ceux-ci* (les salaires) *sont restés longtemps immobilisés, alors que les prix étaient libres* ».

Va-t-il en tirer les conclusions de la nécessité de satisfaire les revendications ouvrières ?

Quand il sera écarté de la présidence du Conseil, il fera le repro-

che aux représentants de la bourgeoisie d'avoir voté contre la « classe ouvrière » en votant contre lui.

Mais quand il sollicite leurs suffrages, il proclame le 6 mars 1951, à l'Assemblée :

> « *Le gouvernement qui se formera sous ma présidence, si vous m'en confiez la mission,* N OBÉIRA A AUCUNE CONSIDÉRATION DOCTRINAIRE ».

Rien n'est plus clair, M. Mollet, quand il parle des revendications ouvrières, pense à faire la politique « sans doctrine » de la bourgeoisie.

Et il la fait. Il a fait la courte échelle à Pleven pour accéder à la présidence du Conseil, il est le compagnon de Queuille et de Bidault.

Mieux il s'en vante. Toujours devant l'Assemblée Nationale, le 6 mars 1951, il déclare :

> « *C'est encore grâce à la majorité et à ses gouvernements que la France a pris dans le domaine de l'organisation internationale, les grandes initiatives que sont le Conseil de l'Europe, le Plan Schuman, le Pool agricole, l'organisation internationale de la répartition des matières premières et la création d'une armée européenne.*
>
> « *J'exprime la conviction profonde que la majorité peut se présenter avec la fierté de l'œuvre accomplie devant les Français qui sont plus soucieux de réalités que de propagandes.* »

Contre qui peut être dirigée cette politique ? M. Mollet en arrive à parler comme M. Burnham de « la subversion ».

Dans *Le Populaire-Dimanche* du 3 décembre 1950, vous pouvez lire :

> « *Les menaces de subversion, les menaces d'attaque interne sont pour certains pays d'Europe plus immédiates peut-être que la menace externe.* »

Le socialiste de droite M. Mollet a peur des peuples, leur action n'est pas pour lui une action de classe, une action revendicative ou une action révolutionnaire, c'est une subversion.

Le candidat à la dictature par contre ne l'inquiète pas.

En février 1950, il déclare : « *Je ne crois pas à de Gaulle dictateur* ».

Léon Blum prophétisait l'effondrement du nazisme quelques mois avant la prise du pouvoir par Hitler.

Et le *Rassemblement*, le journal gaulliste s'empresse :

> « *M. Guy Mollet devient raisonnable... mais qu'attend-il alors pour reconnaître que la place de tous les républicains et des démocrates-socialistes est à nos côtés?* »

Et voilà l'aboutissement de la carrière de M. Mollet : ouvrir la voie à la dictature.

C'est lui qui prépare le projet de truquage électoral dont il fait admettre le principe par le gouvernement.

Dans la démocratie bourgeoise, la classe ouvrière pour lutter contre la dictature du capital, doit défendre le suffrage universel qui garantit sa représentation.

M. Mollet veut la réduire. Il déclare :

> « *Notre but commun est de sauvegarder nos libertés républicaines, qui seraient aussi dangereusement menacées par l'ex-*

ploitation du mécontentement populaire que par le maintien du scrutin actuel. »

La représentation proportionnelle, qui permet à la classe ouvrière d'être correctement représentée, devient dans la bouche d'un socialiste de droite la menace contre les libertés républicaines.

Mais voici un résumé de cette « absence de doctrine » du gérant loyal du capitalisme :

> « *Trop grande serait, en effet, la responsabilité des hommes, des partis et du gouvernement qui laisseraient subsister un mode de scrutin incapable d'assurer la continuité du* RÉGIME. »

Le régime dont il s'agit n'est pas la République, puisqu'il est avéré que la porte est ouverte au fasciste de Gaulle.

Le régime dont M. Mollet Guy veut assurer la continuité est le régime capitaliste.

Pour cela, M. Mollet en novembre 1950, donne aux militants socialistes du Pas-de-Calais « la consigne impérative » de s'opposer à toute unité ouvrière.

Mais que cela plaise ou déplaise à ce défenseur du régime de l'exploitation des travailleurs par les capitalistes, l'unité fraternelle des travailleurs socialistes et communistes se réalise dans la lutte pour le pain et la paix.

Il est de notre devoir de montrer aux travailleurs socialistes le véritable visage de M. Mollet Guy pour leur permettre de se dégager d'une influence qui veut les maintenir sous la domination capitaliste et les jeter dans la guerre.

MAURICE KRIEGEL-VALRIMONT.

L'économie de guerre et la situation des classes laborieuses en France

Depuis l'agression américaine en Corée, au mois de juin 1950, l'ensemble des pays atlantiques, les Etats-Unis en tête, ont donné une orientation unilatérale à leur économie. Celle-ci s'engage depuis cette époque de plus en plus profondément vers une économie de guerre dont seuls l'ampleur et le rythme d'engagement sont différents selon les conditions et les situations nationales particulières. Le foyer principal de l'économie de guerre se trouve naturellement aux Etats-Unis.

Quelles sont **les particularités et les effets de l'économie de guerre en France ?** Il faut observer tout d'abord que l'impérialisme français, impérialisme soumis et de seconde zone, se voit assigner, dans la phase actuelle tout au moins, des tâches particulières : la mobilisation industrielle française doit fournir pour l'essentiel un armement et un équipement militaire **d'appoint** (armes légères, munitions, etc.) ; elle se voit confier en outre la fourniture de matériel accessoire de toute sorte (uniformes, matériel de télécommunication, etc.). L'économie française doit encore préparer et mettre à la disposition des Etats-Unis « l'infrastructure militaire », d'où le rôle accru confié aux transports, à la préparation des terrains d'aviation, des dépôts d'essence, etc.

La fourniture de matières premières et de produits semi-finis aux Etats-Unis et à l'ensemble des pays de la coalition atlantique est encore une tâche particulièrement importante. Enfin, l'agriculture française est destinée au rôle de ravitailleur de l'Europe de l'Ouest et en particulier de l'Allemagne occidentale.

Pour accomplir toutes ces tâches, qui donnent un caractère semi-colonial à l'économie française, il n'en a pas moins fallu engager le pays sur la voie de dépenses militaires sans cesse croissantes, orienter l'activité industrielle dans un sens unique, et, comme l'a dit Staline dans son rapport au XVIIIe Congrès du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., **« élargir par tous les moyens la production des objets nécessaires à la guerre, production qui n'est pas liée à la consommation nationale ».**

Comme la préparation à la guerre doit être enveloppée d'un profond mystère, il est compréhensible que les données économiques qui l'accompagnent doivent, elles aussi, être soumises de la part des autorités à un truquage et à une falsification statistique systématiques. Aussi, convient-il de rappeler, que des séries entières de statistiques officielles ont subi depuis la guerre de Corée des modifications, des « améliorations » et des manipulations soi-disant scientifiques dans le seul dessein de leur enlever toute comparabilité et toute signification réelle. C'est le cas notamment des statistiques concernant les indices des prix, du commerce extérieur et de la production industrielle.

DESEQUILIBRE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Les autorités gouvernementales prétendent que la production industrielle française est à l'indice 139-140 en février 1951, par rapport à 100 en 1938, année de crise. Elles veulent manifestement démontrer à l'opinion publique que l'économie de guerre signifie expansion de l'activité industrielle et, par conséquent, prospérité. Il n'est donc pas superflu de signaler que **l'indice officiel de la production industrielle est falsifié** du fait de l'inclusion d'une partie de la production sarroise, de l'absence d'une grande partie de produits industriels importants tels, par exemple : les moteurs électriques, l'ameublement, etc., et surtout du fait que les données de base sont fournies par les groupements patronaux qui semblent avoir gonflé artificiellement leurs chiffres pour avoir une meilleure base de départ en cas de répartition autoritaire des matières premières. En outre, des productions relativement nouvelles comme, par exemple, la fibrane (indice 937 en février 1951) majorent artificiellement l'indice global.

Mais si nous examinons quelques indices de production partiels, nous pouvons d'ores et déjà constater le déséquilibre que provoque l'économie de guerre, les productions d'intérêt militaire prenant très nettement le pas sur les productions civiles.

Indice base 100 en 1938	Pétrole	Caoutch.	Sidérurgie	Bauxite
Moyenne 1948	115	147	116	117
Avril 1950	185	87 (1)	138	126
Juin 1950	195	181	141	138
Septembre 1950	248	188	142	110
Octobre 1950	241	198	158	140
Novembre 1950	233	197	159	152
Décembre 1950	233	198	153	122
Janvier 1951	238	197	159	156
Février 1951	—	203	157	162

(1) Chiffre en diminution du fait de la grève Michelin.

On voit donc que les quatre branches ci-dessus, participant d'une façon plus ou moins directe à l'économie de guerre, accusent d'avril-juin 1950 à septembre 1950-janvier ou février 1951 des accroissements de production. Cette augmentation est particulièrement frappante pour le pétrole et le caoutchouc.

Mais **les industries de paix n'ont pas suivi ce mouvement** et sont, depuis la guerre de Corée, en **stagnation**, voire même en **baisse**, comme il résulte du tableau ci-dessous :

	Briques Tuiles	Laine	Coton	Cuir	Peinture Vernis	Bâtiment
Moyenne 1948	91	109	99	82	138	123
		109				
Avril 1950	94		111	69	123	121
Juin 1950	101	108	114	68	120	133
Septembre 1950	101	105	109	78	132	131
Octobre 1950	103	109	113	87	130	133
Novembre 1950	109	115	114	78	123	128
Décembre 1950	99	104	104	85	108	113
Janvier 1951	95	101	93	80	—	—

Toutes ces branches ont donc à peine dépassé, ou même pas encore atteint, le niveau de 1938. On peut tirer un enseignement assez net de cette analyse sommaire : **l'économie de guerre n'assure nullement un essor à la production industrielle, elle aggrave au contraire le déséquilibre de la production** en accentuant le rétrécissement des productions civiles, des objets de consommation, et l'augmentation de la production d'intérêt militaire s'opère au détriment exclusif des productions de paix.

LE COMMERCE EXTERIEUR

L'analyse des résultats du commerce extérieur français au cours de ces derniers mois montre d'une façon suffisamment claire le **rôle de fournisseur de matières premières et de produits semi-finis** qui échoit à l'économie française dans le cadre de l'économie de guerre atlantique.

Exportations françaises (en milliards de francs)
(Moyennes mensuelles)

	Produits alimentaires	Matières premières	Objets manufacturés
1er semestre 1950	6,8	27,2	15,9
3e trimestre 1950	8,2	29,5	14,9
4e trimestre 1950	11,1	44,5	20,5
Janvier-février 1951	10,7	47,5	20,9

On remarquera en particulier l'accroissement considérable des exportations de matières premières, passant d'une moyenne mensuelle de 29,5 milliards de francs au cours du troisième trimestre à 47,5 milliards en janvier-février 1951 — leur part, par rapport à l'ensemble des exportations passant de 55 % à 61 %.

La rafle des matières premières françaises opérée par les Etats-Unis à la suite de la guerre de Corée résulte très nettement des chiffres ci-dessous :

Achats américains en France (en tonnes)

	1er semestre 1950	2e semestre 1950
Produits chimiques inorganiques	351	51.995
Peaux brutes	633	2.741
Papier et carton non transformés	157	2.362
Métaux légers et alliages	955	3.821
Cuivre et alliages	2.575	7.815
Produits bruts et demi-produits sidérurgiques	6.805	199.152
Laminés à chaud, forgés, tôles	19.394	210.753
Tréfilés, laminés à froid	—	11.327

Mais d'autres pays également du bloc Atlantique, raflent en France des produits bruts pour alimenter leur industrie d'armement. La Grande-Bretagne achète 193.686 tonnes de produits sidérurgiques au deuxième semestre 1950 contre 98.029 seulement au premier semestre. L'Allemagne occidentale importe de France 93.270 tonnes de laminés

à chaud au deuxième semestre contre 50.695 au premier semestre. La Belgique avec son industrie d'armement et son rôle d'intermédiaire absorbe 126.168 tonnes de produits sidérurgiques français au deuxième semestre contre 30.638 au premier semestre. L'Allemagne de l'Ouest s'approvisionne en France en pétrole raffiné dans une mesure croissante : 253.344 tonnes au deuxième semestre 1950 contre 90.031 tonnes au premier, etc. Des quantités croissantes de bauxite, potasse, alcool, sucre, etc. s'en vont à l'étranger pour alimenter l'économie de guerre du bloc Atlantique.

Alors que l'industrie de transformation civile subit une contraction et que les matières premières et produits semi-finis prennent le chemin de l'étranger, la France commence à manquer de matières premières. Le cuivre, le zinc, l'étain, le soufre, le chanvre, etc., se font rares : les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne les vendent qu'au compte-gouttes et à des prix exorbitants, ligotant ainsi encore davantage l'industrie française. Ces pénuries se manifesteront au cours de la deuxième moitié de l'année avec une plus grande acuité encore. En ce qui concerne le charbon, la France a souscrit à une diminution des livraisons de la Ruhr et recommence à s'approvisionner en Amérique. **« Le caractère antinational et parasitaire de l'économie de guerre apparaît en pleine lumière. »** (Editorial des **Cahiers du Communisme**, n° 4, avril 1951.)

HAUSSE DES PRIX ET BAISSE DU NIVEAU DE VIE

L'économie de guerre a eu pour effet immédiat une **hausse généralisée des prix.** Partie des Etats-Unis, la vague de hausse s'est répandue sur l'ensemble des pays du bloc Atlantique, entraînant non seulement un bouleversement de toutes les données économiques, budgétaires et monétaires, mais encore et surtout un abaissement considérable du niveau de vie des masses laborieuses. L'accaparement, la spéculation, le stockage des marchandises par les gouvernements et les trusts monopolistes, avec leurs conséquences sur le niveau des prix; la hausse a été l'arme principale du capitalisme en putréfaction pour **arracher aux masses laborieuses les moyens de financement de l'économie de guerre dans sa première phase.**

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de trois **indices officiels des prix de détail** en France.

	34 articles alimentaires (base 100 en 1938)	41 articles alimentaires (100=1949)	Indices des prix à la consommation familiale (100=1949)
Juin 1950	1.845	105,3	106,9
Décembre 1950	2.075	118,0	117,4
Mars 1951	2.179	123,0	123,6
Variation de juin 1950 à mars 1951	+ 18,1 %	+ 16,8 %	+ 15,6 %

Alors que l'ancien indice des 34 articles (100 = 1938) a augmenté de 18,1 % depuis juin 1950, les deux nouveaux indices, l'un étant plus « perfectionné » que l'autre, n'enregistrent que des hausses plus faibles. On aperçoit ainsi toute la signification des indices nouveaux, établis spécialement pour faire apparaître des augmentations de prix de loin inférieures à la réalité.

Un calcul très simple aurait permis de constater **une augmentation d'au moins 15 %** du coût de la vie entre août 1950 et mars 1951, comme l'indiquait la C.G.T. ; la majorité réactionnaire et capitaliste de la Commission supérieure des Conventions collectives réunie pendant les dernières grèves ne prenait en considération qu'une hausse de 12,5 % et le gouvernement, contraint par la lutte des travailleurs de procéder à une élévation du salaire minimum garanti, n'a accordé qu'une augmentation de 11,5 %. L'augmentation de 11,5 % du salaire minimum interprofessionnel garanti se traduit dans la plupart des branches par une augmentation effective du salaire global d'environ 7 à 9 %. Si la lutte revendicative dans l'unité a pu empêcher un amenuisement trop prononcé du pouvoir d'achat de la classe ouvrière, si la lutte ouvrière a fait reculer et trébucher sérieusement le gouvernement, il n'en reste pas moins que l'écart entre prix et salaires est toujours considérable par rapport à l'avant-guerre, et que la situation d'avant la guerre de Corée n'est pas rétablie.

L'expérience de ces dernières grèves montre que la lutte pour des revendications partielles, pour l'application intégrale de l'échelle mobile basée sur un salaire de référence décent peut arracher des augmentations de salaires qui rétablissent dans une certaine mesure la situation matérielle des ouvriers, compromise par les hausses du coût de la vie. Mais la dernière expérience montre aussi clairement qu'**aucun changement fondamental du rapport prix-salaires ne peut être obtenu sans lutte politique contre la militarisation de l'économie, contre les préparatifs de guerre.**

LES PRIX DE GROS

L'évolution des prix de gros depuis le mois de juin dernier traduit une hausse encore plus considérable. Pour camoufler ce phénomène, les autorités ont introduit, là aussi, de nouveaux indices basés sur le niveau des prix en 1949, excluant ainsi toute possibilité de comparaison avec l'avant-guerre. Il est néanmoins instructif de comparer entre elles les nouvelles séries de chiffres.

	Indice général	Matières premières	Produits alimentaires	Produits industriels
Juin 1950	103,4	118,6	97,4	108,2
Septembre 1950	111,6	138,4	102,5	121,4
Décembre 1950	120,4	161,0	109,1	133,5
Mars 1951	134,0	197,5	112,5	158,0
Augmentation de juin 1950 à mars 1951	+ 26 %	+ 67 %	+ 16 %	+ 46 %

Si l'indice général des prix de gros dont la signification est négligeable n'a augmenté que de 26 %, les matières premières ont subi une hausse de 67 %, les produits industriels une hausse de 46 % et les produits alimentaires une hausse de 16 % (encore faut-il remarquer que ce dernier indice comporte en réalité des produits industriels comme les pâtes, le sucre, les confitures... et qu'il ne tient pas compte des prix agricoles **à la production**, beaucoup plus faibles et n'ayant subi qu'une hausse insignifiante — l'exemple du blé, dont la fixation du prix est annuelle, est frappant à ce sujet). Toutes ces hausses, comme d'ailleurs celles des prix de détail, sont intervenues **avant** les récentes augmentations de salaires.

Le décalage important entre prix industriels et agricoles que l'on peut constater depuis la guerre de Corée, reflète l'appauvrissement

rapide des paysans, obligés de payer une dîme élevée au capital monopoliste pour se procurer les produits industriels indispensables à l'agriculture. Alors que l'écart entre prix agricoles et prix industriels avait atteint 11 % au mois de juin 1950 (depuis 1949), il s'établit au mois de mars 1951 à 40,5 %. Les paysans, avant tout ceux des petites et moyennes exploitations, font ainsi l'expérience directe du poids que fait peser l'économie de guerre sur leurs conditions d'existence. Les trusts monopolistes entendent, en effet, rejeter sur la paysannerie une grande partie du fardeau du réarmement en maintenant le niveau des prix agricoles très bas. M. Petsche ne disait-il pas lui-même avec son cynisme habituel : « Si l'on empêche la baisse des produits qui doivent normalement baisser du fait de leur abondance on n'a plus de volant pour compenser les hausses qui peuvent se produire par ailleurs. » (**L'Information.** 31 mars 1951.) Autrement dit, pour que les revenus de la grande industrie puissent être accrus, il faut que ceux des paysans soient diminués (sans que les consommateurs bénéficient de l'infériorité des prix agricoles, celle-ci ne se traduisant pas par une baisse des prix à la consommation).

INFLATION ET IMPOTS ECRASANTS

Le moyen principal pour faire payer aux classes moyennes des villes la note de la politique d'armement à outrance, est **l'inflation et l'aggravation des charges fiscales directes et surtout indirectes.** L'inflation, d'après M. Petsche, est « la forme d'impôts la plus lâche qui frappe douloureusement les économiquement faibles ». Le ministre des Finances a donc fait imprimer en pleine connaissance de cause 228 milliards de billets-papier nouveaux depuis la guerre de Corée. Cette inflation résulte du tableau ci-dessous :

Montant des billets en circulation

29 juin 1950	1.382	milliards
28 septembre 1950	1.467	»
28 décembre 1950	1.560	»
5 avril 1951	1.610	»

Il va de soi que l'inflation des billets aurait été encore plus forte si les élections n'étaient pas si proches et si l'aggravation des charges fiscales intervenues à la fin de l'année n'avaient pas permis au gouvernement d'avoir au moins en ce début d'année une certaine « aisance de trésorerie ». Cette « aisance » est d'autant plus grande que l'Etat n'a pas augmenté les traitements des fonctionnaires et qu'il a obtenu, par suite de la hausse des prix, des recettes de la taxe sur le chiffre d'affaires et des douanes plus élevées.

Entre 1949 et 1950, les recettes fiscales ont déjà augmenté d'environ 400 milliards. Depuis l'établissement du budget d'armement à la fin de 1950, les impôts nouveaux qui frappent la population s'élèvent à environ 120-150 milliards et, d'ici les élections, le gouvernement exige encore des impôts supplémentaires d'environ 52 millards.

L'appauvrissement généralisé des classes moyennes — au moyen de la fiscalité de classe, de la dépréciation monétaire, ainsi que par le pouvoir d'achat diminué des ouvriers provoquant une sérieuse mévente — se traduit par un mouvement de **concentration** de plus en plus ample, et **l'accroissement des faillites et liquidations judiciaires.** Ces dernières sont passées de 1.135 au troisième trimestre 1950 à 1.810 au cours du quatrième trismestre et à 1.874 au cours des trois premiers mois de l'année 1951.

Pendant ce temps, les **profits** des grandes sociétés anonymes, des banques d'affaires et entreprises coloniales sont en progression constante. Ainsi, par exemple, 84 sociétés ayant publié leur bilan de 1950 réalisent des bénéfices nets **en augmentation de 35 %** sur l'année 1949. Les mêmes sociétés ont **augmenté de 1946 à 1950 leur bénéfices** ges fiscales intervenue à la fin de l'année n'avait pas permis au actionnaires ne représentent au maximum qu'un cinquième des profits réels :

Bénéfices nets de 84 sociétés (en millions)

1946	1.701
1947	2.595
1948	4.320
1949	6.407
1950	8.657

⁂

L'économie de guerre en France, qui n'est pourtant qu'à ses débuts, se traduit déjà par un appauvrissement généralisé des masses laborieuses, par un déséquilibre de la production, une restriction de la consommation civile, une exploitation renforcée de la force de travail. Le pillage systématique des richesses nationales au profit de l'impérialisme américain accroît encore les difficultés. Les seuls profiteurs de cette situation sont les trusts milliardaires et la haute finance qui ont partie liée avec les Etats-Unis.

L'expérience qu'ont pu tirer les masses laborieuses des répercussions de 6 à 8 mois d'économie de guerre en France doit permettre d'aller de l'avant pour créer les conditions d'un changement politique. Seule une politique d'indépendance, de progrès social et de paix, de dégagement du foyer de putréfaction américain, peut sortir l'économie française de la voie catastrophique dans laquelle des gouvernants criminels l'ont entraînée.

Eugène DUMOULIN.

"ESPRIT", LA "3ème VOIE" ET LA LUTTE POUR LA PAIX

La revue *Esprit* consacrait son numéro de mars aux problèmes de la paix. Le fait est déjà en lui-même significatif. Si nous nous reportons à quelques mois en arrière, disons avant la campagne pour l'Appel de Stockholm, nous constatons que la question de la paix n'était abordée qu'incidemment dans les publications de ce genre et qu'on se contentait généralement de quelques phrases dédaigneuses à l'égard des arguments des partisans de la paix.

Les choses ont bien changé. Il n'est plus possible d'ignorer le problème et l'on est amené, bon gré mal gré, à le poser dans le cadre même qui a été tracé par le mouvement mondial de la paix.

Ce changement est le résultat du travail persévérant des partisans de la paix. L'Appel de Stockholm avec ses 500 millions de signatures, le Congrès de Varsovie qui a mis en mouvement des masses immenses dans 82 pays, l'action contre le réarmement de l'Allemagne, le retentissement universel de l'Appel du Conseil mondial de Berlin pour le Pacte de paix entre les cinq Grands, tout cela a marqué profondément les esprits ; tout cela a permis une prise de conscience aiguë de la menace terrible qui pèse sur la vie de chacun du fait de la situation internationale. Cette prise de conscience ne se limite pas à la reconnaissance du danger de guerre. Elle provoque une ardente recherche des moyens d'empêcher le déclenchement d'un troisième conflit mondial et chez des masses d'hommes et de femmes la volonté de lutter en commun pour imposer la paix.

Que la revue *Esprit* édite un numéro spécial intitulé *La paix possible,* il faut donc tout d'abord voir une confirmation supplémentaire de notre propre jugement et, notamment, de cette vérité que proclamait avec force Maurice Thorez, voici plus de deux ans : « *La lutte pour la paix est la question décisive.* »

Mais quelle solution propose *Esprit?* Il faudrait plutôt dire quelles solutions, car les avis sont assez différents, et même contradictoires.

M. Jean Lacroix propose une série de mesures concrètes: 1° refus de la guerre préventive et de toute idée de croisade anticommuniste; 2° refus des occasions de guerre — et par là il entend faire la paix au Viet-Nam, reconnaître Mao Tsé-Toung, condamner la guerre de Corée, s'opposer au réarmement allemand, rétablir les échanges avec l'Est, se dégager de l'emprise américaine; 3° promouvoir en France une politique progressiste. « *Toute politique de hausse de salaires,* dit Jean Lacroix, *de rééquipement, de reconstruction est une politique de paix.* »

Nous dirions plutôt que seule une politique de paix peut permettre la réalisation d'un programme de progrès social, d'extension des libertés démocratiques et de rénovation française dans tous les domaines.

L'idée d'une interdépendance de ces termes est en tout cas admise par M. Jean Lacroix.

M. Jean Lacroix condamne très vigoureusement la notion d'agression intérieure mise en avant par les partenaires du Pacte Atlantique : « LE CHANTAGE A LA GUERRE POUR MAINTENIR L'ÉTAT DE CHOSES ACTUEL SERAIT LA PIRE DES HYPOCRISIES. »

Or, un autre collaborateur de la revue, M. J.-W. Lapierre, a jugé opportun de se livrer à une laborieuse falsification d'où il ressortirait que ce qui met la paix en péril, c'est la volonté d'indépendance des peuples. Il résume sa pensée dans le titre de son article « *La Révolution ou la paix* », c'est-à-dire qu'il use précisément du chantage que dénonçait si justement M. Jean Lacroix. La paix que M. Lapierre propose, c'est la soumission pure et simple à l'impérialisme, la résignation, l'asservissement économique et politique. Mais la domination mondiale de l'impérialisme, n'est-ce pas d'abord, en tout état de cause *la guerre* contre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires, la guerre contre tous les peuples attachés à leur souveraineté ?

Et si, pour formuler une hypothèse absurde mais qui permettra de mieux dénoncer le raisonnement absurde de M. Lapierre, le système de l'impérialisme parvenait « pacifiquement » à dominer le monde entier, l'humanité ne serait-elle pas plus que jamais menacée d'être jetée dans les guerres d'anéantissement que se feraient les impérialismes rivaux ?

Et cela d'autant plus sûrement que les forces de paix auraient été jugulées.

Le véritable dilemme est donc : l'hégémonie de l'impérialisme américain, par la guerre et pour la guerre, ou la paix par la coexistence pacifique des deux systèmes.

Les autres rédacteurs d'*Esprit* admettent généralement que la coexistence pacifique des deux systèmes est possible et qu'elle est bien la condition du maintien de la paix.

MM. J.-M. Domenach et Paul Fraisse déclarent : « IL N'EST PAS VRAI QUE LES THÉORICIENS DU COMMUNISME AIENT JAMAIS PRÉCONISÉ LA PROPAGATION DU MARXISME PAR LE MOYEN DES GUERRES ÉTRANGÈRES. » Ils citent longuement les différentes interviews de Staline sur la coexistence pacifique possible des deux systèmes et donnent une analyse de l'article de François Billoux publié dans le numéro de mai 1950 des *Cahiers du Communisme*.

Ils reconnaissent que « *l'Amérique assume une responsabilité immense* ». « *La politique qu'elle a adoptée*, écrivent-ils, *augmente considérablement la tension sur tous les points du globe. D'ailleurs, le danger n'est pas seulement celui de toutes les paix armées. Qui peut concevoir que l'Amérique vive sous ce signe ? Elle mène sa politique comme une affaire. Son réarmement doit aboutir à un résultat. Il est à craindre que ce résultat ne soit obtenu au prix de la paix du monde.* »

Ainsi posé, le problème paraît simple. Il y a ceux qui acceptent la coexistence pacifique des deux systèmes, en ne posant pas d'autres conditions que les conditions même de la paix entre les nations; celles que rappelait François Billoux dans l'article cité.

Il y a ceux qui refusent la coexistence pacifique et mènent une politique de préparation et de provocation à la guerre mondiale.

Que reste-t-il à faire à ceux qui veulent sincèrement la paix, sinon de s'unir à celles des forces en présence qui, par leurs principes et par tous leurs actes, s'opposent fermement à la guerre ?

Mais ici les rédacteurs d'*Esprit* bifurquent et, pour mieux assurer, disent-ils, la coexistence pacifique des deux systèmes, ils proposent qu'en soit constitué un troisième avec la France et, « dans une certaine mesure, l'Europe ».

Nous sommes donc en présence d'une variété de neutralisme, celle qui reprend et assortit la thèse de la « Troisième force internationale », en cherchant à l'insérer dans le cadre de ce qui est la préoccupation majeure de l'immense majorité des hommes d'aujourd'hui : la sauvegarde de la paix.

Mais nous ne saurions oublier que le véritable objectif assigné à cette « Troisième force internationale », comme d'ailleurs à la « Troisième force » tout court, objectif qu'*Esprit* avait en son temps dénoncé dans un numéro spécial : c'est la lutte contre le communisme. Comment les rédacteurs d'*Esprit* ne voient-ils pas l'inconséquence de leur position consistant, d'une part, à admettre qu'il y a bien un camp de la paix et un camp de la guerre et, d'autre part, à chercher une troisième voie ?

Lorsqu'on voit un groupe d'hommes activement occupés à maintenir un forcené hors d'état de nuire, le vrai moyen de les aider consiste-t-il à former un autre groupe qui servirait de « trait-d'union » ?

« Mais c'est déjà très bien, diront MM. Domenach et Fraisse, si nous échappons à « l'attraction » du forcené. Nous agirons ainsi comme frein et nous rendrons la coexistence pacifique possible. »

La vérité est qu'il n'y a pas de trait d'union entre les hommes de la paix et ceux de la guerre. La vérité est qu'il n'y a pas de coexistence pacifique possible sans une lutte résolue et solidaire pour *imposer* la paix à ceux qui préparent l'agression. C'est la lutte toujours plus active des partisans de la paix qui seule peut servir de *frein*, et non la création, d'ailleurs parfaitement utopique, d'une sorte de système-tampon. La théorie de la « Troisième voie » n'est pas plus valable sur le plan de la résistance aux forces de guerre qu'elle ne l'est sur le plan de la résistance au fascisme.

Quand les rédacteurs d'*Esprit* demandent que la France retrouve son indépendance économique, politique, diplomatique et militaire, qu'elle dénonce le Pacte Atlantique, ils formulent une revendication qui est celle de tous les partisans de la paix.

Mais imaginent-ils que la France pourrait conserver son indépendance sans l'appui de tous les peuples résolus à garantir la paix dans le respect des souverainetés nationales et, en premier lieu, sans l'appui des peuples de l'Union Soviétique ?

Croient-ils rendre « la paix possible » par une sorte de transposition de la « lutte sur les deux fronts » à l'échelle internationale ?

Mais ce serait encore une fois contredire leur analyse actuelle de la situation internationale et leurs appréciations antérieures sur la politique de la « 3e force », dont ils avaient dénoncé la duplicité.

Les lecteurs d'*Esprit* ne seront certainement pas insensibles aux incertitudes et aux contradictions de leur revue. On ne peut pas poser à demi le problème de la paix. Maintenant qu'*Esprit* a commencé, il faudra bien, sous la pression même de ces chrétiens auxquels la revue s'adresse et dont beaucoup se sont déjà engagés dans l'action au sein du mouvement de la paix, que les équivoques se dissipent et que le choix se fasse en toute clarté entre le camp de la paix et celui des agresseurs.

VICTOR LEDUC.

Paul LANGEVIN :
"La pensée et l'action"

Les Editeurs Français Réunis ont publié sous ce titre un recueil de textes du grand savant, choisis et présentés par Paul Labérenne, avec une préface de Frédéric Joliot-Curie et une introduction de Georges Cogniot (1).

L'ouvrage s'assigne pour but de faire revivre Paul Langevin « en marche », en perpétuel progrès ; il atteint ce but. La première partie est consacrée au physicien et au philosophe. Dès son entrée dans la carrière scientifique, Paul Langevin trouva la physique en pleine crise, crise étudiée par Lénine dans son livre *Matérialisme et Empiriocriticisme*, où le jeune savant français est cité parmi les défenseurs du matérialisme. En effet, en prenant position à la fois contre le vieux matérialisme mécaniste périmé et contre l'idéalisme, Langevin a retrouvé le matérialisme dialectique dans l'interprétation de la nature et dans la théorie de la connaissance. Plus tard, vers 1932, grâce aux maîtres du marxisme-léninisme que Jacques Solomon lui fit connaître, Paul Langevin apprit la dialectique et l'appliqua *consciemment* à la physique et à son histoire.

« *Dans cette grande doctrine, illustrée par Marx, Engels, Lénine*, déclara-t-il à la Conférence nationale de notre Parti en 1939, *j'ai trouvé l'éclaircissement de choses que je n'aurais jamais comprises dans ma propre science* ».

La seconde partie du livre fait revivre Paul Langevin professeur et éducateur. Elle montre comment la critique de l'enseignement scientifique bourgeois et le souci démocratique de dispenser au peuple entier le savoir et la culture ont conduit le grand pédagogue, surtout lorsqu'il s'est engagé dans la lutte politique, à une critique plus large et plus radicale de l'éducation dans la France capitaliste, et à l'élaboration des principes pédagogiques progressistes qui inspirèrent son action comme président de la Commission ministérielle pour la Réforme de l'Enseignement après la Libération.

La troisième partie est consacrée à l'action militante de Paul Langevin, défenseur de la paix, de la liberté, du progrès social. Le choix des textes fait ressortir l'origine populaire et la modestie personnelle du grand savant, qui le prédisposaient à ne pas se détacher du peuple; son sens aigu de la responsabilité sociale incombant à celui « qui a le privilège de vivre dans la haute et pure atmosphère de la recherche scientifique », comme il l'écrivit dans *la Vie*

---

(1) Paul LANGEVIN : *La Pensée et l'Action*, 360 pages, avec une reproduction du portrait de l'auteur par PICASSO et deux hors-texte : 450 francs.

Ouvrière ; ses opinions démocratiques, sa conviction héritée du rationalisme scientifique français du XIXe siècle, que les problèmes sociaux ne peuvent être résolus que par l'application de méthodes scientifiques.

Mais le recueil met bien en évidence aussi que, pour penser clairement les problèmes sociaux et agir efficacement afin de les résoudre, pour réaliser l'unité « de la pensée et de l'action » dans ce domaine, il fallait que le grand savant recontrât, puis rejoignît, *dans l'action,* la classe ouvrière et ses meilleurs militants, la classe porteuse, dans la période historique où nous vivons, de la théorie et de la pratique scientifiques hors desquelles il n'est pas de transformation sociale, de progrès social possibles.

A travers les textes et leur commentaire, le lecteur assiste aux premières rencontres avec la classe ouvrière, lors de la grève des transports de 1920, lors de la défense d'André Marty ; il accueille avec émotion les impressions dont le grand savant lui fait confidence à ce sujet. Puis, c'est l'engagement plus poussé dans la lutte, le Mouvement Amsterdam-Pleyel pour la défense de la paix, le Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes, l'émouvante, admirable déposition au procès des députés communistes en 1940, enfin l'arrestation et la mise en résidence surveillée par l'occupant nazi et l'évasion en Suisse pour éviter de justesse l'exécution comme otage. Paul Langevin a pris parti avec lucidité, avec courage, et chaque fois il se rapprochait davantage des positions de notre Parti.

Le choix et la présentation de Paul Labérenne, l'introduction de Georges Cogniot mettent bien en évidence le fait que l'adhésion de Paul Langevin au matérialisme dialectique et au communisme n'est pas fortuite. Elle résulte, essentiellement, de la montée politique de la classe ouvrière et des masses populaires françaises avec le développement connexe du Parti Communiste Français d'une part, de la personnalité de Paul Langevin d'autre part, grand physicien et démocrate, patriote, défenseur de la paix. Et dans cette personnalité même aboutit et s'épanouit une longue tradition nationale qui va de Descartes aux Encyclopédistes et aux Jacobins, de ceux-ci à Marcellin Berthelot, la tradition du rationalisme scientifique et de la démocratie en France.

Le recueil *La Pensée et l'Action* est donc riche d'enseignements politiques, pour les ouvriers comme pour les intellectuels, pour les jeunes comme pour ceux qui furent les contemporains de Langevin, pour tout notre peuple dont il fut aimé. Le recueil contient aussi des enseignements théoriques, dont voici un aperçu sommaire.

La pensée de Paul Langevin est fondamentalement matérialiste. Il a fait valoir le matérialisme en ouvrant, preuves scientifiques en mains, fournies par la physique et par la biologie, des perspectives exaltantes devant l'humanité. Il a montré que celle-ci dispose de milliers de milliards d'années au taux actuel d'énergie solaire « pour développer pleinement ses possibilités », c'est-à-dire d'un temps plusieurs milliers de fois plus long que « l'insondable passé de la Terre ». Il a contribué à prouver la supériorité morale du matérialisme sur le spiritualisme, essentiellement pessimiste.

L'œuvre de Langevin constitue un point d'appui inébranlable pour la lutte actuelle contre l'idéalisme bourgeois en physique.

Il a dégagé dans ses grandes lignes la signification matérialiste

et dialectique de la découverte de la relativité, mystifiée notamment par les positivistes. Tout en critiquant et en rejetant le mécanisme, il a défendu l'atomistique, démontrant la réalité objective des molécules, atomes, électrons, etc. Son interprétation de la loi d'inertie de l'énergie permet de mettre en déroute, sur le terrain de la physique, les doctrines « énergétistes » victorieusement réfutées par Lénine du point de vue de la théorie de la connaissance. De l'énergie, qui n'est qu'une mesure du mouvement de la matière, la mesure de la quantité de mouvement conservée lors de la transformation qualitative d'une forme de mouvement dans une autre (Engels), les énergétistes avaient fait un être non-matériel, frayant ainsi la voie aux croyances spiritualistes. La matière, tranchaient-ils, est inerte et pesante, l'énergie non. L'inertie et la pesanteur de l'énergie prouvent que le mouvement est physiquement inséparable de la matière, qu'il constitue bien le « mode d'existence de la matière ». En outre, l'inertie, dont l'idéalisme avait fait l'antithèse métaphysique du mouvement, recèle et mesure le mouvement, tandis que celui-ci possède et mesure l'inertie : unité des contraires, « triomphe de la dialectique », comme le note justement Georges Cogniot.

En 1913, Paul Langevin, ignorant la dialectique, ne pouvait dégager en clair le contenu philosophique d'importance exceptionnelle de la loi d'inertie de l'énergie. Mais ce contenu est latent, implicite, dans son mémoire du *Journal de Physique*. Le recueil de Paul Labérenne eût encore gagné à donner quelques courtes citations supplémentaires de ce mémoire et un commentaire philosophique plus approfondi.

La remarque est valable aussi pour l'importante question de la réalité objective des corpuscules de l'atomistique : la thèse de doctorat eût fourni des matériaux précieux.

Les savants naturalistes sont en général timides et gauches lorsqu'il s'agit d'exprimer les principes philosophiques qui meuvent leur pensée, mais ces principes ressortent avec force dès qu'on analyse leur œuvre de spécialistes. Paul Langevin n'a pas échappé complètement à cette règle avant son adhésion au matérialisme dialectique. C'est dans et par son œuvre de physicien qu'il a porté au positivisme et à l'énergétisme des coups mortels, tandis que dans la polémique philosophique directe, il n'a pas toujours évité un certain flottement, influencé immanquablement par la faveur dont certaines fausses doctrines jouissaient dans les milieux scientifiques.

« *Il serait faux de supposer,* remarque un commentateur soviétique récent, J.-G. Geiwisch (1), *que Langevin est exempt de méprises dans l'interprétation philosophique des notions physiques les plus importantes. Ainsi, quand il analyse la question complexe de la notion philosophique du temps, Langevin fait preuve d'inconséquence.* » Il arrive en effet à Langevin de formuler les choses comme s'il était possible de ramener le temps à la succession des états de conscience de l'individu, c'est-à-dire de l'interpréter dans un sens idéaliste. Tout au moins Langevin ne proteste-t-il pas contre cette opinion de la majorité des philosophes actuels dont il

(1) Voir *Académie des Sciences de l'U.R.S.S., Notes philosophiques,* t. III, 1950.

constate seulement « la différence de langage » avec les physiciens. La reconnaissance de l'existence objective du temps n'est pas toujours suffisamment explicite. Ce qui n'empêche que, d'une façon générale, Langevin, génial défenseur de la théorie de la relativité, a professé et fait avancer la conception matérialiste de l'espace et du temps, selon laquelle l'espace et le temps sont des « formes d'existence » (Engels) de la matière en mouvement.

Paul Langevin, notamment dans son article de *La Pensée* en 1939, a forgé des armes décisives pour la lutte actuelle contre la doctrine antiscientifique de « l'indéterminisme », doctrine selon laquelle les mouvements de la matière à l'échelle de l'atome seraient, non pas conformes à des lois nécessaires objectives, mais livrés en dernière analyse à une sorte de fantaisie anarchique de la nature, à un hasard absolu, doctrine largement répandue en France et exploitée non seulement par les philosophes, mais par les théoriciens bourgeois de la politique (1). Langevin a déchiré largement, bien qu'incomplètement, le voile de la mystification « indéterministe » de la Mécanique quantique et jeté les premières bases d'une interprétation matérialiste et dialectique de cette théorie physique nouvelle.

Les études de Paul Langevin sur la théorie de la connaissance constituent la partie la plus importante de son œuvre philosophique et permettent d'enrichir la gnoséologie matérialiste dialectique. Dans le domaine particulier de l'histoire de la physique et notamment de la physique du XXe siècle, ces études démontrent et illustrent la théorie léniniste du reflet ; elles fournissent plusieurs analyses concrètes des rapports entre la vérité relative et la vérité absolue ; elles montrent comment la loi dialectique du changement qualitatif, changement déterminé par une accumulation quantitative de données expérimentales ou un accroissement dans la précision des mesures, s'applique à l'histoire des théories physiques; comment les « crises » dans cette histoire consistent essentiellement en un conflit, en une lutte de contraires sans compromis, par exemple entre deux théories rivales. Il eût été utile de rapprocher des textes de Langevin antérieurs à son adhésion au matérialisme dialectique, certaines citations de Lénine, concordant parfois presque mot pour mot.

Paul Langevin a étudié l'unité de la théorie et de la pratique dans l'histoire de sa science. En ce qui concerne le passage de la pratique à la théorie abstraite, il a distingué nettement ses deux degrés fondamentaux, que Mao Tsé-Toung appelle le degré émotionnel et le degré rationnel (2) ; il a délimité avec précision l'empirisme et l'idéalisme. Contre l'empirisme borné des positivistes, notamment, il a défendu la valeur de la connaissance rationnelle, la confiance dans la pensée théorique, dans la raison, bataillant pour l'atomisme, pour la relativité, face à de faux rationalistes du genre d'Henry Le Châtelier, qui écrivit (vingt ans après la découverte d'Einstein) : « On croit aux sorciers, au chiffre 13, à la relativité et aux quanta » ! Tant il est vrai que la raison, depuis un siècle, c'est le matérialisme et la dialectique.

---

(1) Voir *La Nouvelle Critique*, n° 20 : « La politisation des atomes ».

(2) Voir : « A propos de la pratique », par Mao Tsé-Toung, *Cahiers du Communisme*, février 1951.

Le tableau de la succession des conceptions scientifiques et philosophiques tel qu'il est esquissé par Langevin n'est pas exempt de défauts, remarque encore Geiwisch. Surtout, il est trop schématique : cette succession ne suit pas une ligne aussi droite et n'apparaît pas aussi nettement : il faut tenir compte de l'action réciproque et de l'enchevêtrement compliqués des conceptions qui se succèdent, et surtout il faut indiquer la base sociale et économique de telle ou telle représentation du monde, par quels facteurs de classe ces représentations sont conditionnées, leurs limites dans l'histoire. Langevin ne le fait pas. Cependant, il montre avec force le cours progressif, le progrès de plus en plus grand du savoir et, principalement, l'incomptabilité de l'opération vivante de la connaissance avec le dogmatisme.

Du point de vue de l'application du matérialisme historique à l'histoire de la science, l'apport théorique de Paul Langevin est donc moins riche, encore que le recueil fourmille de documents intéressants et d'appréciations justes et parfois pénétrantes concernant les rapports entre la science et la société. Peut-être, soit dans le commentaire, soit dans des notes explicatives, Paul Labérenne eût-il pu éclairer le lecteur sur ces difficiles problèmes.

⁂

Ainsi, bien que la trace du rationalisme non-marxiste apparaisse parfois dans la terminologie et la pensée de Langevin, son œuvre porte la marque d'un passage progressif au matérialisme dialectique et sa vie entière fut une lutte.

Etre avec Langevin, c'est *continuer* sa lutte et avancer toujours, par la pensée et par l'action, c'est surmonter les flottements et les inconséquences qu'il n'a pu lui-même éviter, c'est rejeter catégoriquement toute concession à l'idéalisme et se placer, dans tous les domaines de la science, sur les positions du matérialisme dialectique.

Aujourd'hui nous disposons, pour continuer sa lutte, d'une donnée que ne possédait pas autrefois Langevin, à savoir la science soviétique, ses acquisitions plus assurées, ses découvertes d'une valeur universelle, son autorité croissante.

Les enseignements théoriques de l'œuvre de Langevin, éminent physicien matérialiste, éducateur et militant, enrichissent le communisme. Pour les propager, le recueil de Paul Labérenne constitue un premier, un bon instrument.

GÉRARD VASSAILS.

APPEL DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

FRANÇAIS ET FRANÇAISES,

Notre pays est saisi d'une juste inquiétude en constatant la situation tragique où il se trouve.

Pour vous tous, ouvriers et paysans, employés et artisans, intellectuels et membres des professions libérales, commerçants et petits industriels, les difficultés ont grandi sans arrêt depuis quatre ans. Le bilan de la majorité parlementaire, au terme de la législature, est UN BILAN DE BANQUEROUTE FRAUDULEUSE.

LA GUERRE MENACE

Pour soutenir les milliardaires américains avides de profits fabuleux et de domination mondiale, pour préparer l'agression contre l'Union Soviétique, principal obstacle à une telle politique, les gouvernants de la France saignent à blanc le pays et ont renoncé à toute indépendance nationale.

LA NOUVELLE OCCUPATION, L'OCCUPATION PAR LES TROUPES AMÉRICAINES, TOUCHE DÈS MAINTENANT 55 DÉPARTEMENTS.

La sale guerre contre le Viet-Nam, destinée à renforcer les bases stratégiques de l'état-major américain en Asie, a déjà coûté plus de 1.000 milliards et des flots de sang. Le gouvernement prépare l'envoi de soldats du contingent en Indochine et c'est pour cela que, malgré la protestation populaire, il a établi le service militaire de 18 mois et prépare le service de 2 ans.

Le gouvernement français a systématiquement rejeté toutes les propositions soviétiques de démilitarisation de l'Allemagne, de réduction contrôlée des armements des grandes puissances, d'interdiction des armes atomiques, ainsi que la proposition la plus importante pour empêcher la guerre : celle qui se rapporte à la conclusion d'un pacte de paix entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Chine et l'Union Soviétique.

Le gouvernement français a repoussé toutes les propositions de l'Union Soviétique, de la Chine, de l'Inde, pour un règlement pacifique du conflit coréen, que les impérialistes veulent, au contraire, transformer en une troisième guerre mondiale.

Pas une maman fière des fils qu'elle a élevés, pas une jeune femme veillant sur un berceau, qui ne sente qu'un tel gouvernement prépare la guerre, odieuse aux mères.

LA LIBERTE EST BAFOUEE

POUR PRÉPARER LA GUERRE, IL FAUT BAILLONNER LES HONNÊTES GENS. *C'est pourquoi le jeune marin Henri Martin est en prison pour avoir lutté contre la guerre du Viet-Nam ; les partisans de la paix sont persécutés et les ouvriers en lutte pour le pain, durement frappés ; le truquage du suffrage universel au moyen d'une loi électorale inique constitue,*

depuis des mois, la préoccupation majeure de tous les partis qui sont aux ordres des milliardaires américains.

En même temps, les traîtres sont amnistiés. Le gouvernement, ministres socialistes y compris, réhabilite Franco et rend à Krupp le contrôle de la Ruhr. Dirigeants socialistes en tête, les gouvernants font le lit du candidat-dictateur, De Gaulle, l'homme qui veut instaurer en France le fascisme pour faire la guerre.

LA MISERE S'ETEND

Depuis qu'en 1947, *sur l'ordre des impérialistes des Etats-Unis, les communistes ont été écartés du gouvernement, les impôts ont pesé de plus en plus lourd en raison de l'augmentation des dépenses militaires, passées de* 200 *milliards à* 800 *au cours de ces quatre années ; les conditions de travail et d'existence de la population laborieuse n'ont cessé d'empirer ; le coût de la vie n'a fait que monter en flèche ; l'insécurité monétaire et la destruction de l'épargne se sont accentuées, en même temps que le gouvernement comprimait la production civile et arrêtait les constructions utiles.*

La situation de la classe ouvrière s'est aggravée au fur et à mesure de l'application du plan Marshall. A l'exception des hommes des deux cents familles, qui s'enrichissent par la transformation de l'économie française en économie de guerre, toutes les couches sociales souffrent de l'assujettissement de notre industrie, de notre agriculture, de nos échanges — sans parler de notre vie intellectuelle elle-même — aux besoins et aux volontés égoïstes des trusts américains.

UN PROGRAMME DE SALUT PUBLIC

Pour barrer la route à la misère, au fascisme, au carnage dont on nous menace, un seul moyen : l'abandon immédiat de la politique de guerre, l'adoption d'une politique de paix, d'indépendance nationale et de démocratie.

En application de cette politique, il faut :

— CONCLURE LE PACTE DE PAIX ENTRE LES CINQ GRANDES PUISSANCES;

— DÉNONCER TOUS LES ACCORDS QUI ALIÈNENT L'INDÉPENDANCE DE LA FRANCE: *plan Marshall, pacte atlantique, plan Schuman, etc., et pratiquer avec les peuples de tous les pays une politique de paix, d'amitié et d'échanges commerciaux sur la base de l'égalité;*

— RÉDUIRE PROGRESSIVEMENT LES ARMEMENTS DES GRANDES PUISSANCES ET EMPÊCHER LE RÉARMEMENT DE L'ALLEMAGNE;

— FAIRE REVIVRE LE TRAITÉ D'ALLIANCE ET D'AMITIÉ ENTRE LA FRANCE ET L'U.R.S.S.;

— FAIRE IMMÉDIATEMENT LA PAIX AVEC LE VIET-NAM *et rapatrier les corps expéditionnaires de Corée et d'Indochine.*

Il faut également établir des rapports de fraternité véritable avec les peuples actuellement soumis à l'oppression coloniale des impérialistes français.

En matière financière, le Parti Communiste Français vous demande de vous prononcer :

— POUR LA RÉDUCTION MASSIVE DES DÉPENSES MILITAIRES *dans la proportion de* 400 *milliards au moins;*

— POUR LE REJET DE TOUT IMPÔT NOUVEAU;

— POUR L'ALLÈGEMENT DES IMPÔTS DIRECTS ET INDIRECTS PESANT SUR LES MASSES LABORIEUSES;

— POUR LA TAXATION DES SUPERPROFITS DES TRUSTS.

Grâce à une politique débarrassant la France du joug des milliardaires américains, nous pourrons, au point de vue intérieur :

— METTRE EN VALEUR TOUTES LES RICHESSES NATIONALES, *tant industrielles qu'agricoles, aussi bien économiques que culturelles;*

— RELEVER LE NIVEAU DE VIE DE TOUTE LA POPULATION LABORIEUSE A LA VILLE ET A LA CAMPAGNE, *par l'augmentation des salaires, traitements et pensions, l'échelle mobile, la suppression des abattements de zone, la défense de la sécurité sociale et des allocations familiales, le rétablissement de l'équilibre entre les prix industriels et les prix agricoles à la production, l'application et l'amélioration du statut du fermage et du métayage et la protection de l'agriculture française;*

— ASSURER LA VIE ET L'AVENIR DE LA JEUNESSE LABORIEUSE *par la certitude d'un emploi, dans une économie de paix et sans chômage;*

— SOULAGER LES CLASSES MOYENNES, *notamment en supprimant la patente, en garantissant la propriété commerciale, etc.;*

— SAUVER DE LA MISÈRE LES VIEUX ET LES VIEILLES DE FRANCE; *faire droit aux revendications des anciens combattants, prisonniers et victimes de la guerre, comme de toutes les victimes de l'adversité; relever les foyers en ruine des sinistrés ; construire les logements, les écoles et les stades nécessaires;*

— *Bref,* CONSTRUIRE AU LIEU DE DÉTRUIRE, *travailler aux œuvres de vie et mettre un terme aux œuvres de mort.*

FAITES CONFIANCE AUX CANDIDATS COMMUNISTES, CANDIDATS DE LA PAIX!

Les Français et les Françaises veulent vivre libres et indépendants dans un monde en paix.

Le Parti Communiste Français, le Parti de Maurice THOREZ, *les appelle tous et toutes, sans distinction de croyance religieuse ni d'opinion politique ni d'origine sociale, à l'union pour le salut de la paix.*

FRANÇAIS ET FRANÇAISES,

Vous vous serrerez autour du Parti de la propreté et de la probité, le seul qui soit resté étranger à tous les scandales, celui qui a toujours défendu la cause des travailleurs et des malheureux.

Vous vous serrerez autour du Parti qui a écrit hier les plus glorieuses pages dans l'Histoire de la Résistance à l'envahisseur hitlérien.

De plus en plus nombreux, vous soutiendrez activement le Parti Communiste Français, vous participerez à son effort pour constituer des milliers et des milliers de comités électoraux, vous entrerez dans les rangs de notre Parti.

UNISSEZ-VOUS FRATERNELLEMENT ET AGISSEZ, *travailleurs socialistes et communistes, laïques et chrétiens, pour la défense de la paix, du pain et de la liberté.*

UNISSEZ-VOUS ET AGISSEZ *parce que l'unité et l'action des masses, dont l'efficacité s'est manifestée clairement au cours des récentes luttes revendicatives, peuvent créer réellement les conditions d'un accord entre tous les partisans d'un arrêt de la course aux armements et d'un relèvement du niveau de vie, c'est-à-dire déterminer :*

— LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT QUI SOIT, NON LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTRANGER, MAIS CELUI DE LA FRANCE;

— LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT QUI SOIT, NON L'ORGANISATEUR DE LA GUERRE, MAIS L'ARTISAN DE LA PAIX.

VIVE L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE!

VIVE L'UNION DE TOUS LES TRAVAILLEURS DE LA VILLE ET DE LA CAMPAGNE!

VIVE LE RASSEMBLEMENT DE TOUS LES HOMMES ET DE TOUTES LES FEMMES RESOLUS A BARRER LA ROUTE A LA GUERRE!

VIVE LA PAIX!

Montreuil, le 26 avril 1951.

LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

Résolution du Bureau Politique du Parti Communiste Français sur la provocation policière de Grenay

Le Bureau Politique, ayant pris connaissance des premiers résultats de l'enquête menée par la Commission centrale de Contrôle politique sur la provocation policière de Grenay, constate avec satisfaction que la rapide et vigoureuse riposte des organisations et de la presse du Parti, en particulier du journal *Liberté*, ont fait échec à la provocation policière montée par le ministre socialiste Eugène Thomas avec l'aide de ses agents Paul Pronnier et Florent Guilly, dirigeant R.P.F.

La Commission centrale de Contrôle politique a pu faire la preuve que Paul Pronnier, en se couvrant de la Résistance, où il a pénétré en mai 1944 après avoir sollicité son adhésion à la L.V.F., s'était rendu coupable d'actes de gangstérisme et de trahison.

La Commission centrale de Contrôle politique a pu établir la preuve irréfutable que Pronnier était au service de la police et des Houillères. De plus, il est prouvé que Pronnier entretenait des liaisons avec le R.P.F. et la direction du journal socialiste *l'Espoir* dont les principaux dirigeants ont été ravalés par Thomas et Jules Moch au rôle de mouchards et d'indicateurs de police. Pronnier fournissait à ce journal tous les comptes rendus des réunions de la section communiste de Liévin. L'un de ces comptes rendus fournis par Pronnier parut intégralement dans le journal socialiste *l'Espoir* du 1er janvier 1950.

La Commission centrale de Contrôle politique n'a pu encore déterminer la date à laquelle le policier Pronnier parvint à pénétrer dans les rangs du Parti et qui lui remit sa carte.

Elle considère cependant que la direction de la Fédération Communiste du Pas-de-Calais a manqué aux règles les plus élémentaires de la vigilance et permis, de ce fait, l'infiltration dans le Parti du policier et provocateur Pronnier.

L'enquête de la Commission centrale de Contrôle politique a en outre fait ressortir la responsabilité personnelle du secrétaire fédéral, le camarade Joseph Legrand.

C'est ainsi qu'au mois de juin 1950, Joseph Legrand eut son attention attirée sur le provocateur Paul Pronnier et qu'il annota de sa main une information selon laquelle Paul Pronnier et son père avaient participé à des actions de gangstérisme. Ayant connaissance de faits aussi graves, le camarade Joseph Legrand ne songea nullement à s'inquiéter de la présence de Paul Pronnier dans les rangs du Parti où il avait réussi à s'infiltrer et même à accéder au Comité de section de Liévin.

Au surplus, Joseph Legrand avait à sa disposition, dans le dossier de la section de Liévin, une série de rapports prouvant que Paul Pronnier était un élément corrompu au service de la police.

Le Bureau Politique considère que les lourdes fautes politiques commises par lui montrent que le camarade Joseph Legrand n'a pas les qualités requises et ne dispose pas de l'autorité indispensable pour assumer ses responsabilités.

En conséquence, le Bureau Politique décide, conformément à l'article 33 des statuts :

1) De demander au Comité fédéral du Pas-de-Calais de se prononcer sur la destitution du camarade Joseph Legrand de ses responsabilités de secrétaire fédéral et de membre du Bureau fédéral ;

2) De proposer au Comité Central la destitution du camarade Joseph Legrand de son poste de membre du Comité Central.

Le Bureau Politique charge la Commission centrale de Contrôle politique de continuer l'enquête, tant à la fédération du Pas-de-Calais qu'à la section de Liévin, en vue d'établir toutes autres responsabilités.

Le Bureau Politique appelle une fois de plus tous les membres du Parti à tenir compte en toutes circonstances de l'avertissement donné par notre secrétaire général Maurice Thorez au XIIe Congrès du Parti lorsqu'il nous disait :

« Le Parti doit faire preuve d'une ferme vigilance révolutionnaire pour dépister, démasquer et rejeter loin de lui les éléments troubles, policiers, mouchards, provocateurs que la bourgeoisie cherche et cherchera à introduire dans nos rangs. »

Paris, le 6 avril 1951.

Résolution du Comité Central sur la provocation de Grenay

Le Comité Central du Parti Communiste Français constate que les premiers résultats de l'enquête menée par la Commission Centrale de Contrôle Politique sur la provocation policière de Grenay font ressortir les responsabilités personnelles du camarade Joseph Legrand, ancien secrétaire de la Fédération du Pas-de-Calais, dont la négligence coupable a facilité la provocation.

Le Comité Central décide en conséquence d'approuver la proposition du Bureau Politique et de destituer le camarade Joseph Legrand de ses fonctions de membre du Comité Central.

Le Comité Central prend acte de l'attitude du camarade Joseph Legrand envers la critique et envers les décisions du Comité Fédéral du Pas-de-Calais et du Bureau Politique du Parti. Il souligne son effort réel et sincère dans le sens d'une autocritique sérieuse et efficace.

Le Comité Central rappelle qu'il appartiendra au Comité Fédéral du Pas-de-Calais et au Congrès du Parti d'examiner l'activité ultérieure de Joseph Legrand et de décider des tâches éventuelles à lui confier en fonction de cette activité.

Paris, le 26 avril 1951.

80e anniversaire de la Commune

A. MOLOK

LES OUVRIERS DE PARIS PENDANT LA COMMUNE *

Il y a 80 ans, en mars 1871, les ouvriers de Paris renversaient le pouvoir de la bourgeoisie et, pour la première fois dans l'histoire, créaient un gouvernement de la classe ouvrière, la Commune. Elle se maintint 72 jours. Les communes de Marseille, Lyon et des quelques autres villes de province durèrent moins encore.

Toutefois, l'importance historique de la Commune est considérable. K. Marx indiquant ce qu'apportait de nouveau la révolution de 1871, ce qui la distinguait de toutes celles qui l'avaient précédée, a souligné que la Commune fut « *le premier gouvernement de la classe ouvrière* »[1]. Engels a dit que la Commune « *était la dictature du prolétariat* »[2]. Lénine a écrit que la Commune de Paris était « *le plus grand exemple du plus grand mouvement prolétarien du XIXe siècle* »[3], qu'elle fut un Etat de type nouveau et « *l'embryon du pouvoir soviétique* »[4]. Staline, dans son article *Le caractère international de la Révolution d'Octobre*, en notant le caractère unilatéral et limité des révolutions du passé qui se terminaient uniquement par le remplacement d'une forme d'exploitation par une autre, accordait une place particulière à la Commune de Paris. L'originalité de la Commune, a écrit Staline, consiste dans ce fait qu'elle « *fut la première tentative glorieuse, héroïque mais cependant infructueuse, du prolétariat pour faire marcher l'histoire contre le capitalisme* »[5]. Dans son ouvrage *Anarchisme ou Socialisme?*, Staline réfutait les attaques calomnieuses des adversaires du marxisme concernant la dictature du prolétariat, réduisait à néant leurs affirmations mensongères selon lesquelles les marxistes cherchent, non la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie, mais la dictature de quelques-uns sur le prolétariat; il s'est référé entre autres à l'expériense de la Commune de Paris, et il

---

* Cet article, dû à l'un des plus éminents historiens soviétiques du mouvement ouvrier français, a été publié dans la revue *Question d'histoire*, Moscou, 1951, n° 3. Il a été traduit et revu sur les documents originaux par les soins du *Centre culturel de France-U.R.S.S.* et de Pierre ANGRAND. Les sous-titres ont été ajoutés par la rédaction des *Cahiers*. La fin de cette importante étude sera publiée dans le prochain numéro des *Cahiers*.

[1] MARX : *La Guerre civile en France*, Editions Sociales, p. 55.

[2] ENGELS : *Introduction à la Guerre civile en France, ibid.*, p. 19.

[3] LÉNINE : *Œuvres*, tome XIII, p. 438 (4e édition russe).

[4] LÉNINE : *Œuvres*, tome XXVI, p. 413 (édition russe).

[5] STALINE : *Les Questions du léninisme*, Editions Sociales, 1946, tome I, p. 186.

a souligné que la Commune a été le pouvoir révolutionnaire du prolétariat s'appuyant sur les larges masses laborieuses et sur le peuple armé [6].

La révolution du 18 mars 1871, qui conduisit à la proclamation de la Commune, fut le résultat d'un puissant élan de l'activité politique des masses laborieuses qui avaient pris les armes quand Paris avait été assiégé par les armées allemandes. Les ouvriers parisiens insurgés voulaient lutter pour la libération nationale de la France et pour l'émancipation sociale des masses laborieuses de ce pays, en les affranchissant du joug des capitalistes qui avaient conduit la France à la défaite et à l'humiliation. Pour la première fois dans l'histoire, les ouvriers prirent en leurs mains le pouvoir, créèrent leur propre gouvernement.

Il importe de souligner que, pour parvenir à briser l'appareil gouvernemental bourgeois, et à créer un état de type nouveau, la Commune s'appuya dans son activité, sa politique économique et sociale, dans sa lutte armée contre la réaction versaillaise, sur les organisations révolutionnaires de masse, expressions du prolétariat parisien : clubs politiques, syndicats, sections de l'Internationale, comités de vigilance, conseils de la garde nationale fédérée, organisations féminines révolutionnaires. Selon les paroles de Lénine, la Commune œuvrait « *avec l'instinct génial des masses réveillées* » [7].

Mais, pour de nombreuses raisons, en particulier par suite du manque de documents [8], ce côté de l'histoire de la révolution de 1871 a été beaucoup moins étudié que l'activité gouvernementale de la Commune. Un autre matériel, extrêmement précieux, n'a pas été utilisé jusqu'à maintenant : ce sont les lettres adressées par les ouvriers parisiens aux différents organes de la Commune ou aux rédactions des journaux révolutionnaires. Ces lettres témoignent également de la vive activité politique et de l'ardent patriotisme révolutionnaire des ouvriers de Paris.

Comme les faits et les documents, ces matériaux peignent le courage héroïque des communards à la pointe du combat, sur les barricades, leur conduite courageuse devant les tribunaux, en déportation, et devant la mort; ils permettent à l'historien de restituer leur caractère à ces prolétaires révolutionnaires parisiens de 1871, à ces hommes qui, selon l'expression imagée de Marx, « *montèrent à l'assaut du ciel* » [9].

Le but de cet article est de montrer, par des faits concrets, le rôle qu'ont tenu dans la vie de la Commune, les organisations révolutionnaires de masses, leurs aspirations et d'exposer comment, il y a 80 ans, luttèrent les ouvriers révolutionnaires de Paris, révoltés contre l'exploitation et l'oppression.

---

[6] STALINE : *Anarchisme ou Socialisme ?* Editions Sociales, pp. 59-60.

[7] LÉNINE : *Œuvres*, tome XXVII, p. 109 (édition russe).

[8] Les documents inédits du Comité Central de la Garde Nationale, de ses conseils de légions, des comités de bataillons, des comités de vigilance, ceux des mairies environnantes qui sont conservés à Paris, aux archives du ministère de la Guerre, sont, jusqu'à présent, à peu près inaccessibles aux chercheurs.

[9] MARX : *La Guerre civile en France*, Editions Sociales, p. 80.

Les Clubs ouvriers et la Commune

Les clubs politiques ont été l'une des formes les plus importantes des organisations de masses pendant la Commune. La plupart d'entre eux avaient un caractère nettement prolétarien.

Les questions et les thèmes dont discutaient les clubs révolutionnaires de 1871 étaient extrêmement variés : « *La Commune de Paris, son rôle et ses attributions* », tel était l'ordre du jour de la réunion publique qui s'est tenue salle Molière, le 30 mars. Le même jour, une autre réunion, salle de la Marseillaise (53, rue de Flandre), avait pour objet de discussion : « *Moyens à prendre pour l'établissement des questions sociales* ». Le même soir, salle de la rue d'Arras, se discutait en réunion publique l'ordre du jour : « *Capital et travail, moyens pratiques d'organisation* »[10].

A mesure que la guerre civile devenait plus âpre, les clubs mettaient au premier plan les questions de la lutte armée contre la réaction versaillaise et de la répression implacable contre ses agents dans Paris. Il est significatif que la première question d'importance posée par le *Club de la revendication des Droits de l'homme et du citoyen*, au début d'avril, ait été celle de la défense nationale. Le comité provisoire de ce club déclare : « *Le but de la Société de la Revendication des Droits de l'Homme et du Citoyen, nettement défini, est d'aider de toutes nos forces à la défense de notre indépendance, de nous sacrifier, s'il le faut, pour l'affermissement d'une vraie république* »[11].

Ces paroles se passent de commentaires.

« *Vaincre ou mourir* », telle était la devise du *Club communal du IIIe arrondissement*, réuni dans l'église Saint-Nicolas-des-Champs, le plus important des clubs révolutionnaires de 1871. Ce club éditait même son propre journal : *Le Bulletin Communal*, dont le premier numéro parut le 6 mai. A sa tête, était un comité de six membres, sous la direction de Bernard. Paysan était secrétaire du comité et, en même temps, secrétaire de la rédaction du journal. D'après de nombreux témoignages, tous deux appartenaient au groupe des blanquistes.

Sous la rubrique « Décrets du peuple », le *Bulletin Communal* publiait les résolutions prises au cours des réunions du Club. Les statuts prévoyaient que tous les jours à deux heures, les délégués se rendraient à l'Hôtel de Ville pour remettre aux membres de la Commune les résolutions prises à la séance du jour. Nous ne savons pas si cette décision fut mise en pratique. Mais le lien entre le Club communal et le gouvernement de la Commune était très fort. Des membres de la Commune, les ouvriers Amouroux et Johannard, le journaliste Vésinier assistaient aux réunions du Club et y prenaient la parole.

Le Club maintenait une liaison étroite avec les bataillons de la garde nationale de son arrondissement, recueillait des dons qu'il leur destinait, veillait à ce que les combattants de première ligne reçoivent une nourriture suffisante.

Pour étendre les liaisons entre les membres de la Commune et les masses populaires, le Club communal exigea, le 30 avril, « *que la Commune de Paris, à l'exemple de la Commune de 93, accordât chaque jour deux heures à l'examen des pétitions* », que fussent orga-

---

[10] *La Commune*, 30 mars 1871.

[11] *Murailles politiques françaises*, tome II, p. 168.

nisées « *des réunions communales* », dans lesquelles les électeurs pourraient demander des explications à leurs élus. La première proposition ne fut pas réalisée, la seconde le fut.

Un fait montre l'importance de l'influence politique du Club communal à cette époque : sur la proposition qu'il prit à la séance du 1er mai, à laquelle assistaient « 5.000 *citoyens* », la Commune décida de publier au *Journal Officiel*, les résultats du scrutin nominal qui avait eu lieu le 30 avril, à propos de la création d'un Comité de Salut public muni de pouvoirs extraordinaires [12].

En votant cette résolution, les membres du Club désiraient savoir ceux des membres de la Commune qui comprenaient la nécessité de mesures énergiques et ceux qui n'en comprenaient pas l'urgence. « *La même réunion publique félicite, et* A L'UNANIMITÉ, *la Commune d'avoir nommé un Comité de Salut public ; elle l'engage à persévérer énergiquement et résolument dans la voie révolutionnaire qui, seule, peut la sauver et assurer le triomphe définitif de la République* » [13].

La vie des clubs devint particulièrement active fin avril-début mai. De nouveaux clubs apparurent du début au milieu de mai. Parmi ceux-ci, le *Club de la Révolution Sociale* eut une influence notable: il tenait ses réunions dans l'église Saint-Michel, dans le 17e (Batignolles) ; il a été l'une des principales forteresses du prolétariat de Paris [14].

Des adhérents connus de l'organisation parisienne de la Ire Internationale, Faillet et Combault, qui appartenaient au groupe des proudhoniens de gauche et qui étaient placés à la tête de la Direction des impôts directs, y jouèrent un rôle prépondérant. Le président de la section locale de l'Internationale y prit aussi souvent la parole. Certains membres de la Commune s'y rendaient également; surtout l'ouvrier Chalain, membre de la commission de Sûreté générale, qui avait adhéré aux blanquistes. Le président du *Club des Prolétaires*, qui s'était ouvert le 14 mai dans l'église Sainte-Marguerite, était un membre de la Commune. Philippe Ferrouillat, les ouvriers Champy et Chardon, l'instituteur Verdure, membres de la Commune et d'autres encore, prirent la parole au *Club Saint-Eustache*. Tous faisaient partie de la « majorité » blanquiste-jacobine de la Commune. Au *Club Saint-Pierre*, c'était le peintre Billioray, membre de la Commune, qui appartenait, lui aussi, à cette fraction. Au *Club Saint-Paul*, le journaliste Arthur Arnould, membre de la Commune, appartenait à la minorité, formée de proudhoniens. Mais, en général, les proudhoniens qui avaient des idées petites bourgeoises fort éloignées de la masse des ouvriers, entretenaient fort peu de rapports avec les clubs. Ce furent surtout les blanquistes, plus étroitement liés aux éléments progressistes de la classe ouvrière et à l'élite intellectuelle révolutionnaire qui y jouèrent un grand rôle.

Le 10 mai, le *Club de la Révolution* commença ses réunions; elles se tenaient en l'église Saint-Bernard, dans le 18e (Montmartre), l'un des principaux quartiers ouvriers de Paris. Le blanquiste Ferré, comptable de sa profession, l'un des membres les plus en vue de la Commune, y prit souvent la parole. La réunion du 10 mai, à laquelle

---

[12] Les résultats du scrutin ont été publiés dans le *Journal officiel* du 4 mai.

[13] *Procès-verbaux de la Commune de* 1871, Paris, 1945, tome II, pp. 89-90 (séance du 3 mai).

[14] *Journal officiel*, 5 mai 1871.

assistaient 3.000 personnes, décida de réclamer à la Commune un certain nombre de mesures énergiques : abolition des codes existants, révision des lois, interdiction des cultes religieux, arrestation des prêtres (en tant que « complices des monarchistes et des responsables de la guerre civile »), vente des biens appartenant au clergé et aussi des propriétés des traîtres. « *sommer le gouvernement de Versailles de rendre Blanqui à la Commune dans les 48 heures et, faute par lui d'obtempérer à cet ordre* », l'un des plus importants otages serait fusillé, et cela chaque jour jusqu'à ce que Blanqui, arrêté en province, soit libéré et de retour à Paris.

Le club organisé à l'église Saint-Séverin, dans le 5e, joua également un grand rôle. Sa première réunion eut lieu le 13 mai. 2.000 personnes y assistaient. Dans les motions adoptées à l'unanimité, les membres du club exigeaient de la Commune : « *Fermeture immédiate des portes de Paris et de tous les ateliers autres que ceux qui concernaient la défense. Ces mesures prises, faire immédiatement arrêter toutes les femmes ayant appartenu à la police... Faire saisir, dans tous les quartiers à la fois, au moyen des bataillons sédentaires, tous les réfractaires et les envoyer les premiers au feu* »[15]. La mise en œuvre de toutes ces mesures eut certainement renforcé la capacité défensive du Paris révolutionnaire.

Une personnalité vigoureuse de ce *Club Saint-Séverin* fut son président, le blanquiste Trohel. Il avait pris une part active aux soulèvements révolutionnaires de la période du siège; délégué du Comité central des vingt arrondissements, il était intervenu plusieurs fois au club de l'église Saint-Eustache. Dans une lettre adressée à Raoul Rigault, alors procureur de la Commune, lettre qui nous a été conservée, il se plaint des indécisions de la Commune; il déclare que « *s'il avait eu l'honneur d'en faire partie* », il serait arrivé « *à en finir d'un seul coup avec la bourgeoisie* ». « *Pour cela,* écrivait-il, *je ne vois qu'un moyen : c'est de s'emparer de la Banque de France... fusiller quiconque ne voudrait pas marcher, envoyer deux cents millions pour servir de fonds de caisse à l'Internationale.... Se charger des familles des morts et des blessés... rendre immédiatement tous les objets engagés au Mont-de-Piété* », accorder des primes élevées « *à tout volontaire* »[16].

La lettre du président du *Club Saint-Séverin* témoigne du grave mécontentement provoqué dans les éléments d'avant-garde du prolétariat parisien, par la politique erronée de la Commune : celle-ci, sous l'influence du groupe des proudhoniens, membres de la commission des Finances, laissait, en effet, la Banque de France et ses immenses richesses entre les mains de la vieille direction liée au gouvernement de Thiers.

La Commune, du moins, satisfit dans les derniers jours aux réclamations du *Club de Saint-Germain-l'Auxerrois*, en exigeant la carte d'identité obligatoire pour tous les habitants de Paris[17]. Le décret publié à ce sujet était motivé par le fait que « *le gouvernement de*

---

[15] *Paris libre*, n° 35, 16 mai 1871.

[16] FONTOULIEU : *Les églises de Paris sous la Commune*, Paris, 1873, p. 287.

[17] P. KERJENTSEV : *Histoire de la Commune de Paris de* 1871, Moscou, 1940, p. 430.

Versailles cherche à introduire parmi la population de Paris, des agents secrets dont la mission est de faire appel à la trahison »[18].

Aux premiers jours de mai, l'idée de réunir les clubs fut émise et la *Fédération des Clubs* créée ; un comité constitué de représentants de toutes les organisations participantes, le dirigea. Le 7 mai, le comité de cette Fédération publia un appel :

« *Citoyens,*

« *Nous venons faire appel à toutes les réunions publiques qui adhèrent à la Commune.*

« *Le Comité est composé de trois délégués de chaque club ou réunion. Il a pour mission :*

« 1° *Défendre la République et soutenir le principe de la Commune.*

« 2° *De faire discuter dans chaque club des motions émises par un ou plusieurs d'entre eux et d'envoyer à la Commune celles qui auront été prises en considération par le Comité de la Fédération.*

« 3° *De se tenir quotidiennement en communication avec la Commune, afin qu'elle puisse nous transmettre les actes et faits de guerre de la journée pour que lesdits faits et actes soient transmis par les délégués à leurs clubs respectifs, afin d'éviter les résultats, souvent désastreux, des mensonges débités par les journaux...*

« *Défendre et soutenir la République et la Commune, tel est notre devoir; votre appui nous est nécessaire, nous venons vous le demander; à vous de répondre à notre appel.*

« *Vive la République! Vive la Commune!* »[19].

Le projet ne put être réalisé.

Certains représentants de l'opinion publique révolutionnaire de Paris et des membres de la Commune elle-même, pensaient à juste titre que la Commune ne s'appuyait pas assez sur les organisations de masse. Ainsi, à la réunion du Théâtre Lyrique, le 20 mai, les membres de la Commune du 4e arrondissement s'expliquèrent devant leurs électeurs, qui leur reprochaient leur manque d'énergie et leur demandaient de s'unir. Amouroux déclara : « *La Commune ne s'est pas assez inspirée du mouvement populaire. Elle n'a pas assez couru les clubs. Comme je l'ai dit à Nicolas-des-Champs, quand Robespierre ou Saint-Just arrivaient à la Convention, ils étaient forts parce qu'ils sortaient du club des Jacobins ou de celui des Cordeliers, de même que Marat était fort parce qu'il écrivait ce qu'il avait entendu dire au milieu de la population laborieuse* »[20].

En conclusion de ces faits, nous devons reconnaître que les clubs révolutionnaires de 1871 ont été une forme importante d'unification dans les éléments progressifs de la population laborieuse, un moyen

---

[18] *Journal officiel*, 15 mai 1871.

[19] *Le Vengeur*, 7 mai 1871.

[L'appel est suivi de la liste des clubs — onze organisations — qui adhèrent à la Fédération : *Club de la salle Molière* (3e arr.), *Club de la République* (9e arr.), *Club National* (9e arr.), *Club Révolutionnaire* (5e arr.), *Club de la Marseillaise* (19e arr.), *Club Communal* (3e arr.), *Comité de Vigilance* (8e arr.), *Union Républicaine*, 36, rue Vivienne, *Comité Central* (4e arr.), *Comité exécutif de l'Association des Départements, Club de l'école de Médecine.*]

[20] *Procès-verbaux de la Commune*, tome II, pp. 458-459 (séance du 19 mai 1871).

d'organisation de leurs activités politiques, un chaînon qui reliait la Commune et les masses. Dans les clubs, on critiquait, discutait, expliquait les mesures prises par la Commune ; on présentait diverses propositions tendant à renforcer le pouvoir révolutionnaire et à élever le potentiel de défense de Paris. Mais en 1871, le prolétariat parisien n'avait pas de parti révolutionnaire unifié et c'est pourquoi les clubs ne purent se transformer en un puissant soutien du gouvernement de la Commune.

Les ouvrières de Paris et la Commune

Les clubs et comités féminins ont occupé une place de choix parmi les organisations révolutionnaires actives de 1871.

Même les clubs les plus avancés de 1871, — sous l'influence de préjugés petits-bourgeois, prévalant encore, — s'ils admettaient les femmes aux séances, ne leur reconnaissaient pas des droits égaux. Ainsi, le statut du *Club Communal de Saint-Nicolas-des-Champs* prévoyait que les femmes pourraient y adhérer, mais qu'elles ne participeraient pas aux débats. C'est pourquoi, les femmes d'avant-garde du Paris révolutionnaire ne se contentèrent pas d'adhérer aux clubs, mais créèrent leurs propres organisations.

Parmi les clubs de femmes de 1871, celui qui se réunissait dans *l'église de la Trinité*, celui des citoyennes de *Passy* et l'*Union des femmes pour la défense de Paris* se distinguèrent par leur activité politique. Ces organisations avaient un caractère nettement prolétarien. « *Citoyennes*, déclarait une femme à la réunion du *Club de la Trinité*, le 12 mai, *vous êtes des travailleuses et, en cette qualité, vous êtes des opprimées. Mais ayez un peu de patience, voilà le jour de la revendication et de la justice qui arrive à grands pas. Il luira demain. Demain donc, vous serez à vous-mêmes et non à des maîtres. Les ateliers dans lesquels on vous entasse vous appartiendront ; les outils qu'on met entre vos mains seront à vous ; le gain qui résulte de vos efforts, de vos soins et de la perte de votre santé, sera partagé entre vous. Prolétaires, vous allez renaître* »[21].

« *Plus de patrons*, disait une autre femme à cette même réunion, *qui considèrent l'ouvrier comme une machine à produire ! Que les travailleurs s'associent entre eux, qu'ils mettent leurs labeurs en commun, et ils seront heureux* »[22].

Un autre femme se plaignait des insuffisances de l'organisation militaire de la Commune. « *Nous n'avons ni linge, ni matelas pour nos ambulances ; il y a de tout cela dans les maisons des riches. Nos maris, nos frères qui défendent Paris, manquent souvent du nécessaire, tandis que d'autres ont le superflu.* »

Les paroles d'une vieille femme connue sous le nom de la « Mère Duchêne » furent saluées d'applaudissements enthousiastes : « *Il faut*, déclara-t-elle, *effrayer les réactionnaires et les Versaillais, en leur montrant que la Commune sait châtier tous les coupables* »[23].

---

[21] Philibert AUDEBRAND : *Histoire intime de la Révolution du 18 mars*, Paris, 1871, p. 211.

[22] FONTOULIEU, op. cit., p. 272.

[23] *Ibidem*, pp. 273-274.

Une haine inflexible à l'égard du clergé catholique cupide et débauché qui fut de tout temps au service de la réaction sociale et politique, animait d'une vigueur particulière les discours prononcés aux réunions des clubs féminins.

Des ouvrières, des femmes appartenant à l'élite intellectuelle, étaient à la tête des clubs féminins, des comités féminins d'arrondissement, des comités féminins de vigilance.

Le *Comité de vigilance des citoyennes républicaines du XVIII*e, présidé par la citoyenne Poirier, se distingua par sa grande activité. Parmi les adhérents de ce comité, on relève le nom de Anna Vassilievna Jaclard (née Korvine Kroukovskaïa) [24] dont le mari, Victor Jaclard, était membre de la « Section russe » de la Ire Internationale et participa activement à la Commune. Dans ses déclarations [25], le Comité de vigilance appelait les femmes de Montmartre à « *se mettre à la disposition de la Commune pour former des ambulances qui suivent les corps engagés avec l'ennemi* » ; il votait « *à l'unanimité la disparition immédiate des sœurs dans les hospices et dans les prisons* » ; il insistait pour que fussent prises des mesures « *tendant à faire disparaître la prostitution* » ; il s'occupait « *des citoyennes sans travail* » afin de « *pourvoir au plus tôt à leur demande* ».

Le Comité des citoyennes du XVIIe déployait aussi une notable activité. Parmi ses adhérentes, citons l'écrivain démocratique Andrée Léo, collaboratrice du journal la *Révolution Sociale*, auteur de l'appel « *Aux travailleurs des campagnes* » [26].

La Commune ne restait pas sourde aux revendications des organisations féminines. Le 10 mai, le *Père Duchêne* mentionnait avec satisfaction que, sur l'ordre des pouvoirs publics, les religieuses étaient remplacées dans les hôpitaux par des infirmières, issues du peuple travailleur et dévouées à la cause de la révolution [27].

L'*Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés*, dont le statut a été publié le 20 avril [28], fut la plus importante organisation féminine de 1871. L'Union convoque les femmes « *pour le service des ambulances, des fourneaux et des barricades. Des comités sont institués dans chaque arrondissement ; en outre, un comité central assume la direction générale de l'organisation* ».

Ce comité central travaillait en contact étroit avec la Commune et les commissions. Il fut très actif et, du 11 avril au 14 mai, organisa vingt-quatre réunions publiques auxquelles étaient invitées « *toutes les citoyennes dévouées à la cause du peuple* » [29]. On y expliquait le programme de la Commune et on y exposait les tâches de l'Union.

Le 6 mai, en réponse à une proclamation affichée deux jours auparavant, « *émanant d'un groupe anonyme de réactionnaires* », protestait « *de toutes ses forces contre cette indigne proclamation* ». Celle-ci

---

[24] J.S. Knijnik lui a consacré un ouvrage : *A.V. Korvine Kroukovskaïa-Jaclard, amie de F.M. Dostoïevski et activiste de la Commune de Paris*, Moscou, 1931. Sa jeune sœur, Sophie, plus tard éminente mathématicienne du nom de S.V.Kovalevskaïa, a travaillé dans un hôpital parisien, pendant la Commune.

[25] *Le Cri du Peuple*, 26, 28, 30 avril et 7, 10 mai 1871.

[26] Cf article de A. Molok : « *Une publiciste de la Commune de Paris André Léo* », dans *La Presse bolchévik*, 1940, n° 7.

[27] *Le Père Duchêne*, 10 mai 1871.

[28] *La Sociale*, 20 avril 1871.

[29] *Le Cri du Peuple*, 28, 30 avril, 14 mai 1871.

portait « *que les femmes de Paris en appellent à la générosité de Versailles et demandent la paix à tout prix* ».

« *Non*, répliquait le Comité central de l'Union des Femmes, *ce n'est pas la paix, mais bien la guerre à outrance que les travailleurs de Paris viennent réclamer.*

Aujourd'hui, une conciliation serait une trahison !... Ce serait renier toutes les aspirations ouvrières... en un mot l'affranchissement du travailleur par lui-même...

La lutte actuelle ne peut avoir pour issue que le triomphe de la cause populaire. Paris ne reculera pas, car il porte le drapeau de l'avenir...

— Toutes unies et résolues, grandies et éclairées par les souffrances que les crises sociales entraînent toujours à leur suite, profondément convaincues que la Commune représentante des principes internationaux et révolutionnaires des peuples, porte en elle les germes de la Révolution sociale, les femmes de Paris prouveront à la France et au monde qu'elles aussi sauront, au moment du danger suprême, — aux barricades, sur les remparts de Paris, si la réaction forçait les portes, — donner, comme leurs frères, leur sang et leur vie pour la défense et le triomphe de la Commune, c'est-à-dire du peuple ! »

En conclusion, le Comité de l'Union des femmes affirmait : « *Alors, victorieux, à même de s'unir et de s'entendre sur leurs intérêts communs, travailleurs et travailleuses, tous solidaires, par un dernier effort, anéantiront à jamais tout vestige d'exploitation et d'exploiteurs !*

Vive la République sociale et universelle !

Vive le travail !

Vive la Commune ! »[30].

Sous ce remarquable document, qui exprimait de façon éclatante l'esprit de combat des ouvrières de Paris pendant la Commune, étaient apposées cinq signatures : Nathalie Le Mel, ouvrière dans une entreprise de reliure, militante du mouvement socialiste, Aline Jacquier, ouvrière, Blanche Lefèvre, blanchisseuse, Leloup, institutrice, et la révolutionnaire russe Elizabeth Dmitrieff (pseudonyme d'Elizabeth Loukinitchna Toumanovskaïa), militante de l'Internationale qui assurait la liaison avec le Conseil général et que Marx connaissait personnellement [31].

Dans une lettre qu'elle écrivit le 24 avril 1871 à G. Jung, membre du Conseil général, E. Dmitrieff, parlant de l'activité de l'Union des femmes et du travail qu'elle y accomplissait, indiquait : « *Si la Commune triomphe, notre organisation se transformera ; son rôle politique deviendra un rôle social ; et nous formerons des sections de l'Internationale. Cette idée a du succès : en général, la propagande de l'Internationale que je mène pour montrer que tous les pays, y compris l'Allemagne, se trouvent à la veille d'une révolution sociale, cette propagande intéresse beaucoup les femmes ; trois à quatre mille femmes environ participent à nos réunions* »[32].

---

[30] *Journal officiel*, 8 mai 1871.

[31] Cf article de I.S. KNIJNIK : « *Une héroïne de la Commune, Elizabeth Dmitrieva* », *Annales du marxisme*, 1928, nos 7 et 8.

[32] *La Première Internationale pendant la Commune de Paris - Documents et matériaux*, Editions politiques, Institut Marx-Engels-Lénine, Moscou, 1941, p. 193.

Ces paroles donnent une image frappante du caractère de masse de l'organisation à la direction de laquelle prenait part une socialiste russe, et de la popularité des principes de l'internationalisme prolétarien parmi les éléments avancés du prolétariat parisien de la Commune.

Les syndicats ouvriers et la Commune

La révolution du 18 mars et la proclamation de la Commune contribuèrent au développement, parmi les ouvriers, des syndicats professionnels et des organisations coopératives ; ceux-ci accrurent leurs initiatives, prirent une part active à la politique économique et sociale de la Commune.

A Paris, au temps de la Commune, on comptait 34 syndicats, 43 coopératives de production, et 7 coopératives de consommation [33]. La guerre et le siège réduisirent le nombre de ces organisations et leur personnel qui, déjà, n'était pas considérable à cette époque. Après l'établissement de la Commune se produisirent une renaissance et un renforcement des anciennes organisations, et la création de nouvelles.

L'un des premiers documents publiés après la révolution du 18 mars par les organisations syndicales de Paris fut l' « *Appel de la Chambre syndicale des tailleurs et scieurs de pierres* ». Elle invitait tous les ouvriers de cette spécialité à une réunion générale qui devait avoir lieu le jeudi 23 mars. L'appel conviait les ouvriers à s'unir pour lutter contre les patrons [34].

« *Donc, travailleurs, à l'ouvrage, car nos patrons ne songent qu'à profiter de notre misère pour nous exploiter encore davantage, si cela est possible ; et si nous savons nous entendre, nous mettrons un frein à leurs basses rapacités.* »

Une assemblée générale des sociétaires de la *Société civile d'épargne et de crédit mutuel de l'industrie des cuirs et peaux* était convoquée par son conseil, pour le 2 avril [35]. Le 9 avril fut convoquée une assemblée générale « *des citoyens adhérents à la Chambre syndicale des ouvriers selliers* » [salle de l'Ecole Turgot, rue Turbigo] [36]. Les journaux de Paris, à l'époque de la Commune, sont remplis d'annonces de ce genre.

Le gouvernement de la Commune, par l'intermédiaire de sa *Commission du Travail et de l'Echange*, présidée par un militant en vue du Conseil Fédéral des sections parisiennes de la Ire Internationale, l'ouvrier Léo Frankel, maintenait un contact étroit avec les organisations ouvrières de Paris, et celles-ci adressaient à la Commune leurs projets de réformes sociales.

Le décret du 20 avril interdisant le travail de nuit dans les boulangeries est l'un des plus caractéristiques de la Commune. Léo Frankel, à la séance du 28 avril, a même déclaré : « *C'est le seul décret vérita-*

---

[33] P. Kerjentsev, op. cit., p. 416.

[34] *Les Murailles politiques françaises*, tome II, p. 25.

[35] *La Révolution politique et sociale*, n° 1, 2 avril 1871.

[Les ouvriers de l'industrie des cuirs et peaux étaient convoqués au 79, rue du Temple. Dans le même numéro du journal, on relève une convocation à une Assemblée générale des ouvriers tailleurs de Paris, pour le 2 avril, à l'Elysée-Montmartre; une convocation semblable des ouvriers maçons et tailleurs de pierres pour le 1er avril, place de la Corderie du Temple.]

[36] *Ibidem*, n° 2, 9 avril 1871.

blement socialiste qui ait été rendu par la commune »[37]. Il avait été promulgué, comme le texte le disait, « *en réponse aux justes demandes de toute la corporation des ouvriers boulangers* »[38].

Les ouvriers boulangers, depuis deux ans, demandaient cette réforme ; ils approuvèrent chaleureusement la décision de la Commune. Le 15 mai, ils organisèrent une réunion « *au cirque du boulevard des Filles-du-Calvaire, avec une certaine solennité ; la corporation arriva en formant cortège, précédée de la musique d'une des légions de la garde nationale fédérée. Un membre de l'association des ouvriers boulangers tenait une bannière rouge frangée d'or, dont les inscriptions en lettres d'or formaient déjà un programme digne de quelque attention. On y lisait :*

CHAMBRE SYNDICALE DES OUVRIERS BOULANGERS. — ORGANISATION DU TRAVAIL PAR L'ASSOCIATION. — 1871, RÉPUBLIQUE SOCIALE. — VIVE LE TRAVAIL DE JOUR. — SUPPRESSION DE L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME.

« *...La réunion comptait environ* 1.800 *à* 2.000 *assistants, tous ouvriers, et nous devons leur rendre ce témoignage* (ajoute le témoin oculaire bourgeois) *qu'ils ont constamment conservé une attitude sérieuse, paisible, qu'on pourrait citer en exemple à plus d'une assemblée politique ...*

« *...La corporation des ouvriers boulangers s'est rendue processionnellement, bannières et musique en tête, à l'Hôtel de Ville, afin de remercier la Commune...* »[39].

Le décret du 16 avril sur la remise des ateliers abandonnés par leurs propriétaires ayant fui Paris, aux associations ouvrières de production, a été, on le sait, l'une des plus importantes mesures prises par la Commune dans le domaine économique et social.

« *Ce remarquable décret* », selon l'expression de Lénine[40], par lequel la Commune faisait un premier pas, encore que timide, sur la voie de l'expropriation des capitalistes confiait aux chambres syndicales le soin « *d'instituer une commission d'enquête ayant pour but :*

1° *De dresser une statistique des ateliers abandonnés, ainsi qu'un inventaire exact de l'état dans lequel ils se trouvent et des instruments de travail qu'ils renferment ;*

2° *De présenter un rapport établissant les conditions pratiques de la prompte mise en exploitation de ces ateliers, non plus par les déserteurs qui les ont abandonnés, mais par l'association coopérative des travailleurs qui y étaient employés ;*

3° *D'élaborer un projet de constitution de ces sociétés coopératives ouvrières ;*

4° *De constituer un jury arbitral qui devra statuer, au retour desdits patrons, sur les conditions de la cession définitive des ateliers aux sociétés ouvrières et sur la quotité de l'indemnité qu'auront à payer les sociétés aux patrons.*

Cette commission d'enquête devra adresser son rapport à la commission communale du travail et de l'échange qui sera tenue de pré-

---

[37] *Procès-verbaux de la Commune*, Paris, 1924, tome I, p. 543.

[38] *Journal officiel*, 21 avril 1871.

[39] L. MICHELANT : « *Un souvenir de la Commune* », *Journal des Economistes*, 1871, tome XXIII, pp. 264 et suivantes.

[40] LÉNINE : *Œuvres*, tome XVII, p. 114, édition russe.

senter à la Commune, dans le plus bref délai, le projet de décret donnant satisfaction aux intérêts de la Commune et des travailleurs »[41].

Ainsi, les ouvriers des organisations ouvrières étaient directement habilités par le gouvernement de la Commune à participer activement à sa plus importante initiative de réorganisation des rapports sociaux. Le décret provoqua un vif élan parmi les travailleurs de Paris, qui se mirent avec ardeur à l'œuvre pour le faire passer dans la réalité pratique. En tête, marchaient les métallurgistes qui formaient l'un des détachements les plus avancés du prolétariat parisien de 1871.

Le « *syndicat des mécaniciens et l'association métallurgique* » convoquèrent, le 23 avril, une réunion générale des ouvriers métallurgistes. Cette réunion décida d'envoyer deux délégués à la « *Commission d'organisation du travail, conformément au décret de la Commune en date du* 16 *courant, avec les instructions générales...* » Ces instructions témoignent du grand intérêt accordé par les mécaniciens et les métallurgistes aux décisions prises par la Commune. Voici le texte de cet important document historique :

« *Considérant*

Qu'avec la Commune, expression de la révolution du 18 *mars, l'égalité ne doit pas être un vain mot, que la lutte si vaillamment soutenue et que nous voulons continuer jusqu'à l'extermination du dernier des cléricaux royalistes a pour but notre émancipation économique, — que ce résultat ne peut être obtenu que par l'association des travailleurs qui, seule, doit transformer notre condition de* SALARIÉS *en* ASSOCIÉS.

Déclarons donner à nos délégués les instructions générales suivantes : supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, dernière forme de l'esclavage ; organiser le travail par associations solidaires à capital collectif et inaliénable »[42].

Le président du syndicat des mécaniciens et métallurgistes Delahaye signa la déclaration ci-dessus, prise à la réunion du 23 avril. Continuant de jouer un rôle initiateur dans le mouvement qui se développait, Delahaye, quelques jours plus tard, adressa un appel « *Aux Chambres syndicales des Sociétés ouvrières* »; pour la délégation de la Chambre syndicale des mécaniciens, il invitait « *toutes les corporations à se faire représenter dans le plus bref délai* » à la commission d'enquête « *ayant pour but de dresser la statistique des ateliers abandonnés et de présenter concurremment avec la Commission du travail et de l'échange un rapport sur la prompte mise en exploitation de ces ateliers* ». Dans ce même appel, il était noté : « *Un local a été mis à la disposition des corporations au ministère des Travaux publics afin d'être en rapport constant avec la Commission du travail et de l'échange* »[43].

Les autres syndicats répondirent aussi, avec enthousiasme, au décret du 16 avril. La *Chambre syndicale des ouvriers tailleurs* lançait « *un appel fraternel aux chambres syndicales ainsi qu'à toutes les sociétés ouvrières existantes afin de provoquer immédiatement une réunion pour nommer des délégués chargés de préparer l'enquête relative à l'organisation du travail, laquelle est réclamée par ledit décret* ».

---

[41] *Journal officiel*, 17 avril 1871.

[42] *Le Réveil du Peuple*, 26 avril 1871.

[43] *La Sociale*, 29 avril 1871. De même, *la Révolution politique et sociale*, 31 avril (*sic*) en fait, 1er mai 1871.

Et l'appel ajoutait : « *Jamais occasion plus favorable n'a été offerte par un gouvernement à la classe des travailleurs. S'abstenir serait trahir la cause de l'émancipation du travail* »[44].

Le 15 mai eut lieu la première assemblée générale des délégués de toutes les organisations ouvrières de Paris. La seconde assemblée générale de la *Commission d'enquête et d'organisation du travail* était fixée au 18 mai. Outre la lecture du procès-verbal de la première séance, les statuts devaient être discutés[45].

Nous ne possédons malheureusement ni le texte des statuts ni le procès-verbal de ces assemblées générales. Mais le fait même qu'elles aient été convoquées, montre que, pendant le mois écoulé depuis la promulgation du décret sur les ateliers abandonnés, les syndicats ouvriers de Paris avaient accompli un grand travail. Nul doute cependant que l'influence du proudhonisme ne soit pas encore entièrement éliminée dans le mouvement ouvrier français ; cette influence, au moment de la Commune, a freiné le développement des syndicats et des coopératives de production — dans la mesure où les adeptes orthodoxes de Proudhon rejetaient la nécessité de telles organisations.

Le bureau exécutif de la *Commission d'Enquête et d'Organisation du Travail* a joué, dans cette dernière, un rôle très important ; il était composé de sept membres. Parmi eux, le président de l'Union des mécaniciens, Delahaye, deux femmes, Aline Jacquier et Nathalie Le Mel, membres du Comité central de l'*Union des Femmes pour la défense de Paris et le secours aux blessés*. Les sept membres étaient socialistes et militants de la fédération parisienne de l'Internationale.

La courte existence de la Commune ne lui a pas permis de mettre en pratique son décret sur les ateliers abandonnés. Mais l'élan provoqué par le décret parmi les travailleurs de Paris a contribué au développement et au renforcement des organisations ouvrières, syndicats, associations de production.

Un essor politique et un élan de travail, particulièrement remarquables, ont été observés chez les ouvriers fondeurs d'acier. Le 7 mai, le secrétaire du Conseil d'administration de l'Association des ouvriers fondeurs, V. Lapuelle, adressait à la rédaction du journal *La Sociale* cette lettre : « *Vu le besoin pressant d'obus pour la défense de la Commune, nous commençons à en couler aujourd'hui, et le premier qui sortira de nos ateliers apportera aux Versaillais la réponse aux détracteurs de l'émancipation des travailleurs* »[46].

Un autre document émanant aussi d'ouvriers métallurgistes exprime également un ardent dévouement à la cause de la Commune : nous voulons parler du « *Règlement des Ateliers de réparations et transformations d'armes du Louvre* », daté du 3 mai et signé par 105 ouvriers et employés de l'entreprise. Un contrôle ouvrier y avait été institué sous forme d'un Conseil élu. « *Ce Conseil* (art. 6 du règlement) *se compose du délégué à la direction, du chef d'atelier, des chefs de banc et d'un ouvrier par chaque banc nommé à l'élection à titre de délégué.* »

L'article 15 du règlement indiquait : « *Par exception, dans le cas d'une commande de réparations devant être livrée immédiatement, dans*

---

[44] *Paris libre*, n° 9, 20 avril 1871.

[45] *Le Réveil du Peuple*, n° 30, 18 mai 1871.

[46] *La Sociale*, n° 39, 8 mai 1871.

l'intérêt de la défense de la Commune, le Conseil décidera, s'il y a urgence, de faire une heure ou deux de plus ; mais ces heures, qui ne devront être faites que pour un cas exceptionnel, seront payées sans aucune augmentation du prix déjà fixé pour chacun des ouvriers. »

L'article 16 est également très significatif ; il établit le service de nuit dans l'atelier « *et considérant que le veilleur de nuit peut être appelé à donner des renseignements ou peut-être même à distribuer des armes... tous les ouvriers qui auront un mois de présence dans les ateliers seront appelés au service de nuit* ». Enfin : « *Considérant que, vu l'état actuel des choses, il est urgent d'épargner le plus possible les deniers de la Commune, les nuits ainsi passées ne seront nullement rétribuées* »[47].

Ouvriers et ouvrières des industries de la confection montrèrent aussi une remarquable activité.

Le 14 mai, parut dans les journaux une déclaration d'un « *groupe de couturières* » du Xe arrondissement, qui confectionnaient les vêtements de la garde nationale. Elles protestaient contre « *l'injuste cupidité de ceux qui les exploitent* » et déclaraient « *refuser d'un commun accord le rabais des façons que l'on a jugé à propos de faire depuis quelques jours sans aucun raison valable.*

Elles s'unissent toutes dans un seul cri pour protester énergiquement contre toute nouvelle tentative des exploiteurs ; trop longtemps elles ont souffert ; il est temps que ça finisse ; il faut que l'ouvrière laborieuse, intelligente, cesse d'être la victime, l'esclave et la dupe de ceux qui possèdent et s'enrichissent à ses peines et dépens. Il est temps, enfin, de secouer et pour toujours un joug odieux et tyrannique et d'obtenir par de courageux efforts le juste tribut et la liberté du travail »[48].

Ce document jette une lumière vive sur la façon dont s'éveillait, sous l'influence de la Commune, la conscience de classe des ouvrières de Paris.

Le 12 mai, Frankel présenta, au Conseil de la Commune, un rapport sur les résultats de l'enquête concernant les contrats conclus entre l'intendance de la Commune et les entreprises privées pour la confection des vêtements militaires. Selon ce rapport, les patrons avaient notablement baissé les prix de soumissions depuis le 25 avril ; cet abaissement avait entraîné celui des salaires presque de moitié, et celui de la qualité de l'habillement confectionné. Le rapporteur proposait de conserver les prix à la pièce au même niveau et demandait « *que les marchés qui pourront être directement passés avec les corporations soient confiés* » à celle des ouvriers tailleurs.

En conclusion, le rapporteur indiquait que cette corporation avait déjà présenté à la Commune un contrat collectif qui mettait à sa disposition les 20 ou 30.000 ouvriers constituant la corporation des tailleurs. Frankel, après avoir appuyé le rapport et les propositions qui y étaient faites, déclara : « *Nous ne devons pas oublier que la Révolution du 18 mars a été faite exclusivement par la classe ouvrière. Si nous ne faisons rien pour cette classe, nous qui avons pour principe l'égalité sociale, je ne vois pas la raison d'être de la Commune* »[49].

---

[47] *Journal officiel*, 21 mai 1871.

[48] *Le Vengeur*, n° 47, 14 mai 1871.

[49] *Procès-verbaux de la Commune*, tome II, p. 352 (séance du 12 mai).

La discussion de cette question se termina par la rédaction d'un décret qui fut publié le lendemain, 13 mai :

« *La Commune de Paris décrète :*

— Art. 1. — *La commission du travail et d'échange est autorisée à réviser les marchés conclus jusqu'à ce jour par la Commune ;*

— Art. 2. — *La commission du travail et d'échange demande que les marchés soient directement adjugés aux corporations et que la préférence leur soit toujours accordée ;*

— Art. 3. — *Les conditions des cahiers des charges et les prix de soumission seront fixés par l'intendance, la chambre syndicale de la corporation et une délégation de la Commission du travail et d'échange, le délégué et la Commission des finances entendus ;*

— Art. 4. — *Les cahiers des charges pour toutes les fournitures à faire à l'administration communale, porteront dans les soumissions desdites fournitures, les prix minimum du travail à la journée ou à la façon à accorder aux ouvriers et ouvrières chargés de ce travail* » [50].

Le décret du 13 mai fut un grand succès pour les travailleurs de Paris, mais promulgué quelques jours avant la chute de la Commune, il ne put évidemment donner d'importants résultats pratiques.

Le fait que la Commission du travail et d'échange fit participer le comité central de *l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés* à l'organisation du travail, prouve de façon éclatante que le gouvernement de la Commune s'appuyait sur les organisations prolétariennes. En outre, ce comité avait pris l'initiative de créer des associations professionnelles d'ouvrières. Une assemblée générale des ouvrières parisiennes fut fixée au 18 mai ; elle devait élire des déléguées à la chambre syndicale de chaque corporation ; il était prévu qu'on instituerait dans l'avenir une chambre fédérale qui réunirait toutes les organisations professionnelles féminines de Paris. Les événements empêchèrent la réalisation de ces projets.

Les journaux bourgeois cherchaient à semer la discorde entre le gouvernement de la Commune et les travailleurs parisiens ; ils répandaient des bruits mensongers. Une soi-disant *Union syndicale du commerce, de l'industrie et du travail*, à laquelle auraient adhéré 50 sociétés ouvrières, proposait une « conciliation » entre Paris et Versailles. « *Les délégués de toutes les corporations ouvrières, réunis le 14 mai* », réfutèrent les allégations mensongères des « conciliateurs » :

« *Non, il n'y a pas de conciliation possible entre nous, travailleurs, et les royalistes de Versailles.*

Notre défense contre l'agression atroce et sauvage que nous font ces ennemis de la République, c'est le socialisme luttant contre la féodalité financière, le progrès contre l'obscurantisme ; nous vaincrons et de notre victoire surgira l'affranchissement des salariés et l'indépendance des peuples. »

La déclaration se terminait par ces mots :

« *Vive la Commune !*

Vive la République sociale universelle ! » [51]

(*A suivre.*)

---

[50] *Journal officiel*, 14 mai 1871.

[51] *Le Vengeur*, 15 mai 1871.

DE LA COMMUNE A MAURICE THOREZ

Une magnifique exposition organisée sous le patronage de la Fédération de la Seine et réalisée par une équipe d'artistes et d'historiens communistes, se tient à la Maison des Syndicats, 8, avenue Mathurin-Moreau, du 21 avril au 6 mai.

A l'aide de reproductions, de dessins originaux, de maquettes artistiques, elle retrace de la façon la plus vivante et suivant les enseignements du marxisme-léninisme les principales étapes du mouvement ouvrier français. La Commune de Paris, dont cette exposition commémore le 80e anniversaire, y tient la place centrale et a donné lieu à une saisissante reconstitution historique d'où se dégagent clairement les grandes leçons politiques pour nos luttes actuelles.

L'Exposition se termine par l'évocation de la Commune triomphante en U.R.S.S. et par un hommage émouvant à Maurice Thorez à l'occasion de son 51e anniversaire.

Ses *Œuvres* y sont présentées avec un relief particulier, au milieu de l'ensemble de notre littérature politique et théorique.

Les fédérations qui désireraient accueillir l'Exposition peuvent en faire la demande aux Editions Sociales, 64, boulevard Auguste-Blanqui, Paris (XIIIe).

★

A l'occasion du 51e anniversaire de Maurice Thorez et du 80e anniversaire de la Commune de Paris, les Editions Sociales ont édité un recueil abondamment illustré de reproductions de l'Expostion sous le titre « *Vive la Commune!* » (1). Ce recueil comprend la magistrale *Introduction* de Friedrich Engels à *La Guerre civile en France* de Karl Marx, et deux remarquables conférences : « *Signification de la Commune* », par Emile Tersen, agrégé de l'Université, et « *La Commune, c'est la liberté* », par Joanny Berlioz, membre du Comité Central.

Nous donnons ci-dessous des extraits de l'introduction de Victor Leduc : « *De la Commune à Maurice Thorez* » :

Que le peuple de Paris célèbre d'un même cœur le souvenir de sa Commune et les 51 ans de Maurice Thorez, il y a là beaucoup plus qu'une rencontre de dates au calendrier des anniversaires.

Il y a le juste sentiment d'une continuité, et comme d'un accomplissement historique. Il y a la conscience d'une liaison vivante entre l'épopée du prolétariat parisien et l'œuvre tout entière du secrétaire général du Parti Communiste Français, de celui qui forge inlassablement les armes de la victoire.

Maurice Thorez a profondément médité les leçons de la Commune de Paris.

Il a conté lui-même dans* Fils du Peuple *comment, dans les années décisives pour sa formation de dirigeant révolutionnaire, à la prison Charles-III à Nancy, l'exemple de la Commune, revécu et repensé à la lumière des maîtres du marxisme, lui fut à la fois un réconfort et un enseignement particulièrement précieux.

Recréant le mouvement même de l'histoire, la pensée de Maurice Thorez voit s'épanouir et triompher à l'échelle du monde l'invincible* nouveau *que Thiers croyait avoir à jamais noyé dans le sang des ouvriers parisiens.

Cette marche à la libération des peuples, leurs bourreaux aveugles contribuent eux-mêmes à en accélérer le rythme.

(1) Editions Sociales (sous couverture cartonnée : 100 francs).

« Une pensée maîtresse de Marx s'imprima dans mon esprit, *nous dit Maurice Thorez :* le mouvement dialectique emporte la révolution et la contre-révolution dans un combat incessant; la révolution rend la contre-révolution toujours plus acharnée, toujours plus entreprenante ; à son tour, la contre-révolution fait progresser la révolution et l'oblige à se donner un Parti véritablement révolutionnaire. »

La construction d'un Parti véritablement révolutionnaire, capable, à l'exemple du glorieux Parti bolchévik, de mener à bien l'œuvre de justice et de véritable liberté ébauchée par la Commune de Paris, c'est la tâche qui se confond avec la vie même de Maurice Thorez.

Quand bien même le prolétariat français aurait-il recueilli de la Commune de Paris cette unique leçon, qu'il devrait en être éternellement reconnaissant aux martyrs de mai 1871, *comme à Maurice Thorez d'avoir si bien préparé leur revanche en édifiant pierre après pierre ce Parti qui leur fit si cruellement défaut.*

Aux Communards, ce n'est certes pas le courage qui manqua, mais c'est bien un Parti

« assez expérimenté pour se reconnaître dans les conditions complexes d'une situation révolutionnaire et assez souple pour contourner les écueils de toute sorte sur le chemin conduisant au but. (*Staline.*) »

Un parti unissant la plus ardente volonté révolutionnaire à la science de la révolution, voilà ce que Maurice Thorez donne au peuple français. Ce parti, il le forge dans les combats de la classe ouvrière, lui apprenant à déjouer les pièges de l'ennemi, à se libérer de toutes les survivances de l'idéologie bourgeoise, encore si fortes au temps de la Commune, et qui furent à la racine de ses faiblesses.

*Maurice Thorez est celui qui toujours attaque l'erreur jusqu'à extirper ses racines. Ce double et inséparable mal, l'*opportunisme *et le* sectarisme, *il le combat inlassablement, car il y voit la source de toutes les défaites, le chemin par lequel l'ennemi de classe peut s'introduire au sein du mouvement prolétarien, le détourner de sa voie, le paralyser ou le stériliser.*

Au terme de sa méditation sur l'histoire des luttes des classes en France et, en premier lieu, sur l'expérience de la Commune de Paris, Maurice Thorez dégage ce que l'on pourrait appeler la loi de construction de la révolution prolétarienne en France, et qu'il résume en ces quelques phrases d'une extraordinaire densité :

« Ainsi, ramenant sans cesse tout ce que je lisais à la situation de la France, j'en tirais une double leçon et la certitude d'une double nécessité : l'unité du prolétariat, l'alliance avec les paysans et les classes moyennes. Et pour mener la tâche à bien, un véritable Parti communiste. »

Et c'est bien l'immense entreprise que conduit victorieusement depuis plus de vingt années le secrétaire général du Parti Communiste Français, dans la lutte contre le fascisme et par le Front populaire dont il fut l'initiateur, à travers la résistance héroïque du peuple français au nazisme, résistance dont il fut le guide ; dans l'action pour la renaissance française qu'il dirige au lendemain de la Libération, dans la lutte pour regagner l'indépendance nationale et pour sauver la paix, dont il a magistralement tracé la voie.

Plus que jamais son œuvre éclaire le prolétariat français dans son combat pour la paix, pour la liberté et pour le socialisme.

Et c'est pourquoi tout un peuple unit dans son cœur et chérit d'une même affection les héros immortels de la Commune, pionniers du monde nouveau, et celui qui le guide avec certitude vers cette société juste, libre et fraternelle qu'ils entrevoyaient en tombant sous les balles versaillaises.

De la Commune à Maurice Thorez... la marche du peuple de France à sa libération.

Pour développer la formation idéologique de chaque communiste, pour détruire les mensonges des fauteurs de guerre et répandre la vérité dans les usines, les quartiers et les villages, il faut étudier et faire étudier les conférences éducatives du Parti Communiste Français.

1. — **Auguste LECŒUR** : Le travail du Parti aux entreprises.
2. — **François BILLOUX** : Le problème allemand, l'internationalisme prolétarien et la lutte idéologique pour la défense de la paix.
3. — **Waldeck ROCHET** : Le Parti Communiste et la propriété paysanne.
4. — **Etienne FAJON** : La question de la liberté.
5. — **Jacques DUCLOS** : L'unité ouvrière et la lutte contre le social-démocratisme.
6. — **André MARTY** : Pourquoi les prix montent en France et baissent en U.R.S.S.
7. — **Charles TILLON.** — L'Union Soviétique, rempart de la démocratie et de la paix.
8. — **Victor JOANNES** : Laïcité et main tendue aux catholiques.
9. — **Georges COGNIOT** : « L'Union Européenne », le « gouvernement mondial », camouflages de l'impérialisme.
10. — **Raymond GUYOT** : Les problèmes de la Défense Nationale et de l'Armée.

Prix de la brochure : 15 francs.

EN VENTE DANS LES LIBRAIRIES DÉMOCRATIQUES

Cellules et Sections
adressez vos commandes à votre Fédération.

ÉDITIONS SOCIALES

PAGES D'HISTOIRE, DE DOCTRINE ET D'ACTION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ŒUVRES DE MAURICE THOREZ

Tome premier :

Janvier 1930 – Juin 1931

Tome deuxième :

Juin 1931 - Février 1932

Tome troisième :

Mars à Juin 1932

LIVRE DEUXIEME
TOME PREMIER
(1930 - Juin 1931)

Chaque volume cartonné : **280** fr.
— — relié : . . : **550** fr.

En vente au
C.D.L.P., 142, bd Diderot, PARIS-12e C.C.P. 4629.39 Paris

On peut souscrire à l'édition des « ŒUVRES DE MAURICE THOREZ ».
Versement minimum **500 fr.** pour l'édition cartonnée,
1.500 fr. pour l'édition reliée,
qui assure aux souscripteurs les avantages suivants :
— envoi par poste recommandé au frais de l'éditeur.
— réduction de 15 % sur les prix de vente en librairie.

POUR SOUSCRIRE

ÉCRIVEZ AUX ÉDITIONS SOCIALES

64, boulevard Blanqui, PARIS — (C.C.P. Paris 4209.70)

Le gérant : V. MICHAUT. - 5-51. - Imp. MARECHAL, PARIS. - 2e trim. C-104.